



« Les portes de l'enfer pourraient s'ouvrir »

Entretien avec Michel Erpelding,
chercheur en droit international, pour
éclaircir la dimension juridique du
conflit israélo-arabe

Faites la file

Les structures d'accueil de réfugiés
débordent. Les ONG s'inquiètent

„Kucke wat leeft“

Alexandra Schoos zog am Dienstag
in die Chamber ein. Ihre politische
Suchbewegung scheint noch nicht
abgeschlossen

Le ministère maudit

Le CSV a convié deux invités-surprises
au groupe de travail Logement, le DP
en a confié la présidence à Lydie Polfer

„En Décken an e Klengen“

In den Arbeitsgruppen bei den
Koalitionsverhandlungen spiegeln sich
bereits die Machtverhältnisse wider,
die in der geplanten CSV-DP-Regierung
herrschen werden

Photo : Sven Becker



« Les portes de l'enfer pourraient s'ouvrir »

Entretien : Pierre Sorlut



Vue sur la bande de Gaza depuis la ville israélienne de Sderot après un bombardement, le 25 octobre

Michel Erpelding, chercheur en droit international à l'Université de Luxembourg, replace le conflit israélo-arabe dans un contexte juridique. Une série d'atteintes graves au droit international pourraient précipiter le Moyen-Orient qu'il connaît bien¹, dans le chaos. Il s'agit ici d'un point de vue de juriste (le droit étant l'ensemble des règles, définies au fil de l'histoire, auxquels les agents d'une communauté sont tenus de se plier).

d'Land : Monsieur Erpelding, cette semaine au conseil européen des ministres des Affaires étrangères à Luxembourg, Jean Asselborn a réaffirmé « sans équivoque le droit d'Israël à la défense légitime », mais insiste sur « le plein respect du droit international ». Cela sous-entend qu'il n'est pas respecté ?

Michel Erpelding : Le ministre a raison d'insister sur le respect du droit international, en l'occurrence le droit de la guerre ou droit international humanitaire, qui lie toutes les parties au conflit et qui exprime le respect de notre commune humanité. Ce n'est pas parce que le Hamas a piétiné de manière absolument abjecte les fondements de ce droit qu'Israël serait désormais justifié à assimiler à des combattants du Hamas tous les Gazaouis qui ne suivent pas ses sommations d'évacuation, en leur coupant l'eau et les vivres et en les soumettant à des bombardements d'une ampleur aussi terrifiante que meurtrière. Quant à la référence au droit de légitime défense, je comprends ce que veut dire le ministre, à savoir que personne ne conteste qu'Israël a le droit d'attaquer des cibles militaires du Hamas, mais c'est un peu moutarde après dîner.

Pourquoi ?

D'un point de vue strictement juridique, l'invocation de ce droit suppose qu'un nouveau conflit vient d'éclater. Or ce n'est pas le cas ici : le conflit israélo-palestinien peut être considéré comme un conflit armé international en cours au moins depuis 1967, c'est-à-dire depuis l'occupation par Israël de Jérusalem-Est, de la Cisjordanie et de Gaza. On a parfois tendance à l'oublier en Europe, mais pour beaucoup d'habitants d'Israël-Palestine, la guerre est une réalité quotidienne depuis des décennies. L'explosion de violence à partir du 7 octobre 2023 – les massacres de civils israéliens, suivis des attaques toujours en cours sur Gaza et d'une détérioration de la situation en Cisjordanie – est le dernier épisode en date d'un conflit beaucoup plus vaste et ancien, même si c'est vers Gaza et ses abords que convergent aujourd'hui les regards.

Quel est justement le statut de la bande de Gaza ? Peut-on vraiment l'assimiler au reste de la Palestine ?

Gaza doit être considérée comme faisant partie intégrante des territoires palestiniens occupés, même si sa situation est atypique à certains égards. Il est vrai qu'après avoir pris le pouvoir par la force en 2007, le Hamas y exerce une autorité de fait. Mais cette autorité n'est pas constitutive d'une entité politique distincte du reste de la Palestine. Tout d'abord, les Gazaouis se considèrent toujours comme Palestiniens. Ensuite, Israël continue d'exercer un contrôle déterminant sur la bande de Gaza, par les terres, dans les airs et même sur les mers. Les pêcheurs gazaouis se font tirer dessus dès qu'ils approchent la limite des eaux territoriales, et parfois même au sein de celles-ci. Pour la majorité des juristes internationaux,

« Plus le Hamas commet ce type de crime épouvantable, plus Israël tue des civils, moins il y a de chance de pacifier la région »

l'occupation de Gaza n'a pas cessé avec le retrait partiel israélien de 2005. Le contrôle effectif exercé auparavant sur place par l'occupant a simplement cédé le pas à un contrôle effectif à distance. Le fait de pouvoir couper l'eau et les vivres aux Gazaouis du jour au lendemain en constitue l'exemple le plus frappant. Pour l'ONU aussi d'ailleurs, Israël n'a pas perdu son statut acquis en 1967 de puissance occupante à Gaza – et reste donc liée par les obligations qu'implique ce statut, notamment celle de répondre aux besoins essentiels de la population civile.

Est-ce que la volonté de libérer les otages confère une légitimité à l'intervention militaire à Gaza ?

La prise d'otages parmi la population civile constitue un crime de guerre. Je note au passage que doit être considérée comme civile toute personne non combattante, ce qui inclut les militaires démobilisés. Le Hamas a l'obligation de les libérer. Le fait qu'Israël pratique également à grande échelle la détention arbitraire de civils palestiniens ne constitue pas une excuse à cet égard, étant donné qu'il est interdit de répondre à une violation du droit de la guerre par une autre violation du droit de la guerre. J'insiste sur cette dernière observation. Elle vaut pour chacune des deux parties. Car même si le Hamas libérerait rapidement tous les otages, ce qui semble peu probable, l'horreur des crimes du 7 octobre pousse beaucoup de gens à réclamer une intensification des opérations militaires israéliennes. Or une telle intensification s'accompagnerait nécessairement de multiples violations graves du droit international humanitaire.

En droit international on doit veiller à la proportionnalité des moyens engagés, non ?

Absolument. Et il faut bien comprendre de quoi il s'agit. La proportionnalité ne s'apprécie pas par rapport à la violence de l'attaque antérieure. Ce n'est pas parce que le Hamas a commis des atrocités dans des kibboutzim qu'il faut faire quelque chose du même genre. Ce serait la négation même du droit de la guerre, dont le but est précisément d'éviter l'escalade de la violence. La proportionnalité s'apprécie en fonction du but militaire à atteindre. Si des infrastructures ou des combattants du Hamas sont visés, il ne faut pas que cela donne lieu à un nombre « disproportionné » de victimes civiles. Évidemment, la proportionnalité n'est pas une règle très claire et les États tout comme leurs juristes ont des conceptions divergentes à ce sujet. Par exemple, le spécialiste israélien du droit de la guerre Yoram Dinstein estime qu'on ne peut pas détruire tout un village en causant des centaines de victimes civiles pour éliminer un seul sniper, mais qu'on peut le faire pour supprimer une batterie

d'artillerie. C'est là une conception de la proportionnalité que ne partagent pas la plupart des auteurs européens, qui ont tendance à davantage favoriser la vie des civils par rapport à l'atteinte d'un objectif militaire donné.

Avec la guerre de la communication et le flou autour des chiffres des victimes, comment juge-t-on de la proportionnalité ?

Pour un maximum d'objectivité, le mieux est de diligenter une enquête internationale après les faits. Il y a déjà eu des commissions d'enquête à Gaza. Le problème c'est que par principe Israël refuse les commissions d'enquête sur son territoire.

Est-ce que ce qu'il se passe en Israël depuis le 7 octobre n'est pas une négation du droit international ?

Ce sont des événements extrêmement choquants. Les combattants du Hamas ont violé toutes les règles possibles et imaginables du droit international humanitaire. Un principe majeur a été bafoué. Il faut toujours distinguer les civils des militaires. Le Hamas était déjà connu pour envoyer des missiles vers Israël sans trop s'intéresser où ça allait tomber. Mais là, des civils ont été ciblés de manière systématique. Ils les ont torturés, violés, brûlés... Le crime de guerre est certain. Il est aussi presque sûr que ces crimes ont été perpétrés dans le cadre d'une attaque généralisée et systématique. Ce qui veut dire qu'il s'agirait d'un crime contre l'humanité. Et si une intentionnalité de détruire tout ou partie de la présence juive en Israël-Palestine était prouvée, cela équivaudrait à un acte de génocide. Il faudrait creuser pour savoir quelle était l'intention avant l'attaque.

Celle-ci relève de l'ignominie

Cette attaque remet complètement en cause la prétention du Hamas à devenir un acteur reconnu sur la scène internationale. Pour le devenir, il faut montrer un minimum de respect pour les règles les plus élémentaires du droit international. Les mouvements de libération nationale ont toujours violé les règles de droit humanitaire : le FLN algérien, par exemple, commettait régulièrement des massacres – et l'armée française aussi d'ailleurs. Mais il n'y avait pas cette volonté de sortir délibérément du cadre du droit international.

Qu'est-ce que les militants du Hamas risquent ?

D'abord la marginalisation politique pour l'organisation tout entière. Légalement, les militants impliqués doivent toujours être considérés comme des combattants. S'ils se rendent, ils ne doivent pas être tués, mais traités avec humanité. Israël a le droit de les juger. Vous avez le droit de juger un prisonnier de guerre qui a commis des violations graves du droit international humanitaire, comme celles que j'ai mentionnées. Théoriquement, les Palestiniens aussi pourraient les juger. D'ailleurs, contrairement à Israël, l'État de Palestine a adhéré au Statut de la Cour pénale internationale (CPI). Cette dernière pourrait aussi évidemment les juger, à condition qu'ils trouvent le chemin de La Haye et qu'ils ne soient pas tués ou jugés avant par les Israéliens.

Mais la CPI est-elle vraiment mobilisée ?

Elle était déjà censée enquêter aussi sur les crimes de guerre commis en Palestine, tant israéliens que palestiniens. Mais elle s'était donnée

tout son temps. Maintenant, comme il y a plus de crimes de guerre du Hamas, le Procureur a mis ce dossier sur le haut de la pile. Le Procureur actuel, Karim Khan, britannique et réputé préféré par les Américains à sa prédécesseuse, aurait tendance à montrer plus de diligence dans certains dossiers que dans d'autres. Pour l'Ukraine, tout était possible tout de suite. Le dossier palestinien, lui, a pris la poussière pendant des années. Maintenant que le Procureur semble à nouveau s'activer sur la Palestine, est-ce qu'il va examiner en même temps des dossiers qui concernent des dirigeants israéliens ?

Israël bafoue le droit international depuis 1967 et davantage encore depuis Oslo en 1995 ?

Israël est un cas très particulier en la matière. Le pays viole deux règles fondamentales. D'une part, c'est un des très rares États qui, depuis la Seconde Guerre mondiale, annexe des territoires. Avant que la Russie n'annexe la Crimée, Israël avait annexé Jérusalem-Est et le Golan et s'était lancée dans un processus d'annexion *de facto* de la Cisjordanie. Cela remet fondamentalement en cause l'ordre international. J'ai déjà dit que la guerre contre la Russie avait été indirectement encouragée par l'administration Trump qui, en acceptant l'annexion du Golan par Israël, avait fait comprendre aux Russes que des annexions étaient acceptables dans certaines situations (*d'Land*, 25.02.2022). Violier ouvertement un certain nombre de fondements du droit international génère naturellement des ressentiments dans d'autres États, notamment dans le Sud global. L'autre règle qu'Israël viole de manière persistante c'est le droit du peuple palestinien à disposer de lui-même. Or le droit à l'autodétermination des peuples est aussi une règle fondamentale de la Charte de l'ONU. La colonisation, qui en elle-même est un crime de guerre, est étroitement liée à la violation de ces deux principes. Car si vous transférez votre population en territoire occupé, c'est pour préparer son annexion et empêcher le peuple occupé à y établir ou y maintenir son propre État.

D'aucuns dessinent des parallèles entre les deux conflits, Ukraine et israélo-arabe...

Je suis assez choqué quand j'entends des décideurs politiques occidentaux dire, Israël et Ukraine, même combat. C'est exactement l'inverse. Qui occupe et colonise ? Israël et la Russie. Qui se fait coloniser ? Les Palestiniens et les Ukrainiens. Il y a une forme de campisme. L'Occident n'est pas le club des États qui défendent le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes comme ce qu'ils ont dit pour l'Ukraine. En réalité, c'est totalement à géométrie variable. Nos amis, on les laisse violer le droit autant qu'ils veulent (comme les États-Unis en 2003 en Irak). En revanche, on est très à cheval sur le droit quand il s'agit des autres. Évidemment cela ne consolide pas cette autorité morale que les États occidentaux veulent se donner. Et cela nuit au droit international.

Le droit international se meurt-il en ces heures sombres ?

Vous savez, depuis que l'ONU existe, on dit que le droit international se délite. À chaque guerre on le répète. Mais ce n'est pas parce qu'une règle est violée qu'elle n'existe pas. Après, en assurer le respect effectif est une autre chose.

Est-ce que ce mépris du droit international par le monde occidental n'entraîne pas une bipolarisation face au Sud global ?

C'est très clair. Dans mon métier, je parle souvent à des collègues originaires du Sud global. Ils voient le droit international comme une invention occidentale. Ils soulèvent qu'enormément de dispositions jouent en faveur du Nord ou perpétuent des stéréotypes d'antan. Par exemple, on parle encore de « nations civilisées » dans la Charte de l'ONU. Alors, si en plus on respecte pas les règles que nous-mêmes on a écrites... On n'a plus aucune crédibilité. C'est la question du double standard, du deux poids, deux mesures. Les Africains constatent que la CPI s'intéresse surtout à l'Afrique. Quand les dirigeants occidentaux doivent être jugés, comme les Américains en Afghanistan, elle traîne des pieds.

Comment se matérialise l'application du droit international ? Les condamnations à la CPI se comptent presque sur les doigts des deux mains.

Le grand internationaliste américain Louis Henkin disait « almost all nations observe almost all principles of international law and almost all of their obligations almost all of the time ». Si vous achetez un billet d'avion, dans le commerce international, ou dans d'autres domaines techniques, les règles du droit international sont généralement respectées et il existe surtout davantage de procédures pour en assurer l'effectivité. Pour les questions de guerre et de paix, c'est un peu plus compliqué. La CPI a condamné une dizaine de personnes. Elle a examiné une trentaine de dossiers. Elle a ses limites, mais c'est une voie possible. Il en existe également d'autres. Il est par exemple envisageable de créer un tribunal hybride ou mixte (avec des juges israéliens, palestiniens et internationaux) pour juger les personnes des deux côtés, comme on l'a fait au Cambodge pour les Khmers rouges. Impliquer les deux sociétés dans le processus judiciaire peut aider à revenir à la paix. Car, on le voit en Bosnie-Herzégovine, ce n'est pas évident de recouvrer la paix après des crimes de ce genre. Plus le Hamas commet ce type de crime épouvantable, plus Israël tue des civils, moins il y a de chance de pacifier la région.

Quelle voie diplomatique est privilégiée ou privilégiable pour sortir de ce conflit ?

Il faudrait, comme le disent Jean Asselborn et toutes les personnes sées, que le Conseil de sécurité prenne en charge le processus de paix. Et là une partie bloque : ce sont les États-Unis.



Michel Erpelding dans les bureaux du Land mardi

Si les Américains n'avaient pas brandi leur veto, le Conseil aurait pu imposer un cessez-le-feu à Gaza et on pourrait pu passer à l'étape suivante, y compris en prévoyant comment appréhender et faire juger les coupables.

Les États-Unis adoptent une posture étonnante, non ?

Sous Bill Clinton, ils ont poussé pour que le processus de paix avance, menant notamment aux accords d'Oslo en 1995. Ils se sont ensuite lassés et, depuis vingt ans, ils font comme si le conflit israélo-palestinien n'existait pas. Puis ils interviennent à nouveau. Le discours aujourd'hui tenu par Joe Biden est un discours manichéen à la George W. Bush. Le bien contre le mal. On se croirait dans le Seigneur des anneaux. Le Proche-Orient n'est pas une superproduction hollywoodienne. Ce sont des peuples coincés entre des criminels des deux côtés.

Le massacre commis par le Hamas a-t-il interrompu le processus de normalisation des relations d'Israël avec ses voisins arabes qui aurait pu mener à la paix ?

Alors oui mais non. Il serait totalement erroné de penser que l'on pourrait résoudre le problème israélo-arabe en ne traitant pas le conflit en son coeur. Israël ne connaîtra jamais la stabilité tant qu'il n'y aura pas de perspective pour le peuple palestinien. Selon la feuille de route adoptée en 2003 par les États-Unis, l'UE, la Russie et l'ONU, la solution à deux États aurait dû être effective en 2005. Presque vingt ans plus tard, les Palestiniens attendent toujours. En acceptant le compromis historique avec Israël, en renonçant à 78 pour cent de la Palestine mandataire pour une paix pas totalement garantie, les responsables de l'OLP ont pris des risques énormes, qu'on a parfois du mal à mesurer en Europe.

Yitzhak Rabin aussi...

Oui. Il l'a payé de sa vie et l'idéologie de son assassin a fini par intégrer le gouvernement israélien. On est dans l'irrationnel. Après les attaques horribles du Hamas, plein de gens ont dit « soutenir inconditionnellement » Israël. Je ne dirai jamais « je soutiens inconditionnellement le peuple palestinien ». Comme la plupart des internationalistes, je dirai « je soutiens le peuple palestinien dans ses aspirations légitimes ». C'est dangereux de parler de « soutien inconditionnel » et cela alimente une spirale.

Est-ce que les cinq Etats occidentaux qui soutiennent militairement Israël dans son pilonnage de Gaza se rendent coupables ou complices de crimes de guerre ?

La question se pose à la fois pour le côté palestinien, parce qu'on sait que le Hamas est soutenu par les Iraniens, et pour le côté israélien. Selon la jurisprudence de la Cour internationale de Justice, deux conditions doivent être remplies pour établir la complicité. Un élément matériel : fournir un soutien à la commission du crime, par des armes ou un soutien logistique. Ça, c'est assez facile à constituer. Un élément moral : il faut savoir que la partie à laquelle le soutien est fourni a l'intention de commettre un crime. Si les États-Unis donnaient des armes dont ils savaient, par aveu d'Israël, qu'elles serviraient à expulser les populations de Gaza vers l'Égypte, alors les États-Unis se rendraient complices de crimes contre l'humanité.

« Certains discours tenus du côté israélien peuvent faire craindre le risque d'une escalade de type génocidaire »

Voilà des spéculations d'une certaine gravité...

On comprend que les Israéliens soient bouleversés par l'atrocité des actes commis par les miliciens du Hamas. Mais certains discours tenus du côté israélien peuvent faire craindre le risque d'une escalade de type génocidaire. Différents responsables paraissent ne plus faire de distinction entre civils et militaires. Pour justifier le recours à des tactiques d'affaînement, déjà en elles-mêmes illégales, le ministre israélien de l'Énergie et des Infrastructures a ainsi affirmé que les Gazaouis restés dans le nord de la bande de Gaza « will not receive a drop of water or a single battery until they leave the world ». Des juristes en droit international ont prévenu que le risque de génocide n'était pas exclu. Ce risque n'est pas sans précédent : En 1948, il y a déjà eu des exécutions de masse dans des villages palestiniens, tout comme il y a eu des massacres de civils juifs. Les États liés à Israël ont l'obligation de prévenir les génocides. La Cour internationale de Justice a par exemple dû se prononcer sur la complicité alléguée de la Serbie dans le génocide commis par les autorités de l'entité serbe de Bosnie, qu'elle a fini par écarter. Il vaut donc mieux rester vigilants et prévenir, car les situations peuvent s'emballer.

Quel regard portez-vous sur la sommation donnée par Israël à un million de Gazaouis de migrer vers le sud de la bande de Gaza pour éviter les bombardements ?

Comme l'ONU et le ministre Asselborn, j'estime que cet ordre n'aurait jamais dû être donné et aurait dû être retiré. Dans les conditions du siège de Gaza, où même l'approvisionnement en eau n'est pas assuré, donner un tel ordre, c'est provoquer une

catastrophe humanitaire. En tant que punition collective, il s'agit au moins d'un crime de guerre. Certains juristes estiment qu'il pourrait même s'agir d'un crime contre l'humanité, vu le caractère généralisé et systématique de la mesure et le fait qu'il puisse s'agir d'une forme de déplacement forcé ou de persécution. Il faudra sans doute que le Procureur de la CPI se prononce sur cette question. Quoi qu'il en soit, je tiens à souligner que les civils Gazaouis qui ont choisi de ne pas se plier à cette sommation – ce qui est leur droit le plus strict – ne peuvent en aucun cas être considérés comme ayant perdu leur statut protégé de civils.

Comment caractériseriez-vous cette crise ?

Il pourrait s'agir d'un moment de bascule. J'ai très peur. Le risque est très grand. Les portes de l'enfer pourraient s'ouvrir. On peut aller vers un nouveau nettoyage ethnique ou un conflit généralisé dans la région qui pourrait se terminer très mal. Pour toutes les parties. Il faut qu'on soit tous prudents dans ce qu'on dit et ce qu'on fait. Même nous, civils ordinaires, on doit veiller à ne pas alimenter l'emballement. Les gens sur les réseaux sociaux deviennent totalement dingues. Certains rêvent d'une guerre avec l'Iran. Pour enfin en découdre. Ils ne savent pas ce qui les attend. ●

¹ En sus de son doctorat en droit international, Michel Erpelding a obtenu un diplôme de l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco). Il enseigne aussi à l'Université du Caire.

MY COM FOR IMPACT

By &

ENTREPRENEUR(E)S, ACCÉLÉREZ VOTRE IMPACT POSITIF EN GAGNANT EN VISIBILITÉ !

Devenez lauréat(e) du concours My Com For Impact 2024. BGL BNP Paribas et Mikado s'associent pour vous **accompagner dans votre stratégie** et **soutenir financièrement** les actions qui donneront de l'impact à votre communication.

Rendez-vous sur bgl.lu/fr/mycomforimpact jusqu'au 21 janvier 2024

BGL BNP PARIBAS S.A. – 50, avenue J.F. Kennedy L-2951 Luxembourg – R.C.S. Luxembourg : B 6481 - Communication Marketing octobre 2023
MIKADO S.A. - 58, rue des Celles L-1318 Luxembourg - R.C.S. Luxembourg : B 332311

É D I T O

SAMO (?)

Pierre Sorlut

Dimanche, les électeurs suisses ont disqualifié les écologistes et couronné la droite populiste. Deux semaines plus tôt, les Luxembourgeois avaient eux aussi mis de côté leurs préoccupations climatiques et privilégié les promesses des conservateurs. En période de crise économique (ou de ce qui est perçu comme tel), les nantis des centres financiers européens veillent d'abord à leur bien-être matériel et élisent ceux qui promettent de le maintenir. Au Grand-Duché, avec Luc Frieden, c'est un homme soucieux de la compétitivité de la Place et de l'hygiène des finances publiques qui a été adoubé. Ministre des Finances, il avait mené localement et soutenu dans le cadre de l'eurogroupe (lors de la crise des dettes souveraines) des politiques d'austérité. Devenu banquier et redevenu avocat d'affaires, alors que son parti le CSV patinait dans l'opposition, Luc Frieden s'est enrichi dans le privé. Il a « changé », dit-il. On jugera sur pièces. Pour l'heure, on se contente du recours au titre *Changes* de David Bowie lors de ses meetings de campagne, un titre de 1971 mettant en scène une nouvelle génération qui essaie de changer le monde (non sans critiquer ceux qui l'ont précédée).

Un peu plus tard dans les *seventies*, Jean-Michel Basquiat graffait SAMO sur les murs de Manhattan : « SAMe Old shit ». La *shooting star* de l'art new yorkais est convoquée dans *La lumière du chaos*, un essai paru ce mois-ci. « L'ouverture à l'art est l'antidote le plus puissant à l'anomie qui menace », y est-il écrit. On y découvre un constat, point de départ de l'argumentation : « Nos sociétés sont prises de vertige devant la fin de la croissance, l'explosion des inégalités, la perte de sens collectif, la libanisation du monde. Elles sont, à l'image d'un pont entré en résonance, qui se met à trembler sur lui-même. Soit on parvient à calmer les vibrations et à le stabiliser. Soit il s'effondre. Ce chaos résulte de l'échec de la dernière idéologie dominante : le capitalisme libéral ». L'auteur de ces mots n'est pas Gabriel Zucman, présenté cette semaine sur les ondes de *RTL* comme un économiste « de gauche », mais d'un ancien banquier d'affaires : Matthieu Pigasse (Banque Lazard).

Lui aussi a changé. Tel un repenté de la finance, cet énarque français en brosse un portrait peu flatteur, fustigeant le court-termisme qui régit le gouvernement des entreprises cotées (notamment le mode de rémunération) et, surtout, la concentration du capital, l'immuabilité selon laquelle l'argent va à l'argent. Le creusement des inégalités mènerait le monde à sa perte. « Le pire est possible et il est devant », écrit-il. Matthieu Pigasse cite James C. Scott dans *Two cheers for Anarchism* : « Quand les rêves et aspirations de la classe moyenne sont attaqués naît l'étincelle initiale de l'agitation révolutionnaire ». La lutte contre le réchauffement climatique est tout à fait secondaire dans l'ouvrage. L'on retient surtout qu'un homme d'affaires néo-libéral, ancien garant de l'orthodoxie budgétaire (puisqu'il a œuvré au budget en France et conseillé l'Argentine puis la Grèce en situation de défaut), vire sa cuti et propose des solutions novatrices sur fond de références *destroy*. Il préconise ce que le biographe des Sex Pistols, Jon Savage, désignait par le « unlearning » pour repenser la politique.

Désapprendre donc. Désapprendre par exemple que l'indépendance de la Banque centrale européenne s'imposerait. L'institution n'est responsable devant personne et remplit pourtant « un attribut essentiel de la souveraineté », la création monétaire. Est-elle d'ailleurs vraiment apolitique puisque sa présidente, Christine Lagarde, appartient à la famille des conservateurs européens (PPE), tout comme Luc Frieden, qui l'a côtoyée quand elle présidait le FMI ? Créer de la monnaie en s'endettant auprès de la BCE qui à son tour annulerait la dette est érigé en *must* par l'ancien banquier d'affaires Pigasse. L'objectif principal : financer un revenu universel, un vrai, une somme identique versée à tous qui permettrait de subvenir aux besoins élémentaires. La paix sociale serait ainsi garantie. Ceux qui voudront gagner plus travailleront, promet l'essayiste, et la croissance sera ainsi alimentée. La manœuvre ne relève pas de l'utopie. Elle a déjà été mise en pratique voilà quelques mois. Ici même. Par le truchement du chômage partiel accordé durant le Grand confinement. Les États l'ont financé par l'endettement et la dette a été rachetée par la BCE (via la *quantitative easing*). Rien n'empêche d'envisager un tel mécanisme pour payer le développement durable (Pigasse s'intéresse lui résolument à la culture et à l'éducation comme vecteurs d'égalité). Il s'agit en tout cas d'une nouvelle manière d'aborder le changement pour ceux qui s'estiment à la hauteur des enjeux.

P A R L A M E N T

Ohne Grand-Duc

Die Commission de vérification des pouvoirs befaste sich in der ersten Kammersitzung am Dienstag ziemlich ausführlich mit dem Brief eines Wählers aus dem Wahlbezirk Osten, der Einspruch gegen die Wahl des 18. bis 21. Abgeordneten aus dem Bezirk Zentrum einlegte, weil dieser Bezirk, gemessen an der Wählerzahl bei den Gemeindewahlen, stark überrepräsentiert sei, während die anderen drei Bezirke unterrepräsentiert seien – insbesondere der Norden, der eigentlich zwei Abgeordnete mehr haben müsste, so der Verfasser. Die vom LSAP-Abgeordneten Mars Di Bartolomeo (Foto: Sven Becker) präsierte Kommission wies darauf hin, dass, wie von der Verfassung vorgesehen, die Zahl der Abgeordneten pro Bezirk 1988 per Gesetz festgelegt wurde. Sie wies den Einspruch als rechtlich unbegründet zurück, gestand ihm aber eine politische Wichtigkeit zu. Der Einspruch streift die Frage nach dem Luxemburger Wahlsystem, die CSV, DP, LSAP und Grüne bei ihrer umfangreichen, im Juli in Kraft getretenen Verfassungsreform mangels Konsens ausgeklammert hatten.

Eine Neuerung in der Verfassung wurde aber am Dienstag hörbar, als der dienstälteste Abgeordnete Michel Wolter (CSV), der sich in seiner (vorläufigen) Rolle als Kammerpräsident sichtlich wohl fühlte, 45 der 60 Abgeordneten vereidigte (bevor er selbst von Lydie Polfer vereidigt wurde). Zum ersten Mal in der Geschichte schworen sie nicht „fidelité au Grand-Duc“ (oder „au Roi Grand-Duc“) und „obéissance à la Constitution et aux lois de l'État“, sondern „d'observer la Constitution et les lois et de remplir ma fonction avec intégrité, exactitude et impartialité“, wie die reformierte Verfassung es vorsieht. Selbst die fünf ADR-Abgeordneten, die darin eine Abwertung des Großherzogs sehen, respektierten die neue Formel. Den Zusatz „Ainsi Dieu me soit en aide“, mit dem der Schwur einst abgeschlossen wurde, hatte die Kammer „schon“ 1983 abgeschafft. Die restlichen 14 Abgeordneten, die noch Teil der kommissarischen Regierung sind, können erst in der ersten Sitzung nach der Konstitution einer neuen Regierung vereidigt werden. [ll](#)

P E R S O N A L I E N



Luc Emering,

Bio-Landwirt und zweitjüngster Abegordneter im Parlament, durfte am Dienstag zusammen mit der zwei Monate jüngeren Liz Braz (LSAP) an der Seite von Michel Wolter die erste Sitzung der Abgeordnetenkommer präsidieren. Bis Juli 2023 war Emering (Foto: Sven Becker) Vorsitzender der Landjugend a Jongbaueren. In seiner Funktion

scheute er keine Debatten mit Noch-Landwirtschaftsminister Claude Haagen (LSAP). Zunächst zögerte er davor, sich der DP-Süd-Liste anzuschließen, doch schließlich hätte ihn Xavier Bettel überzeugen können, erläuterte Emering gegenüber *Radio 100,7*. Nach seinem guten Wahlresultat hat die Parteispitze ihn in ihre Verhandlungsdelegation zu vernehmen, Martine Hansen (CSV) könne sich im Kampf um das Bildungsministerium nicht gegen den amtierenden Minister Claude Meisch (DP) durchsetzen und versuche nun, sich das Landwirtschaftsministerium zu sichern. [sm](#)

Claude Turmes,

kommissarischer Minister für Energie und Landesplanung, verteidigte am Donnerstag im *RTL Radio* vielleicht ein letztes Mal seine Bilanz und die der DP-LSAP-Grüne Regierung, insbesondere die Energiepreisbremse, die dazu geführt habe, dass Luxemburg fast die günstigsten Strom- und Gaspreise in Westeuropa habe. Er bedankte sich bei allen Fahrrad- und Elektroauto-Fahrern; bei denen, die Solarzellen auf ihrem Dach oder eine Wärmepumpe installiert haben, und riet der neuen Regierung, die Investitionen im Kampf gegen den Klimawandel hoch zu halten. Seine politische Zukunft ist indes noch ungewiss: Nachdem er der Frage zuerst ausgewichen war, verriet der frühere EU-Abgeordnete *RTL* schließlich, bei den Europawahlen wolle er nicht mehr kandidieren. Anfang nächsten Jahres wolle er sich eine dreimonatige Denkpause gönnen und danach eine Entscheidung treffen. „Et soll een ni Decisiounen am Affekt huelen“, sagte der 62-jährige Grünen-Politiker, der bei den Nationalwahlen nicht mehr wiedergewählt wurde. Die Europawahlen finden erst am 9. Juni statt. [ll](#)

N A T U R

Die Jagd ist eröffnet

Seit dieser Woche finden wieder Treibjagen statt. 2 300 Bürger besitzen einen Jagdschein, aber an der Bewegungsjagd nehmen auch Personen ohne Flinte teil; sie schlagen mit einem Stock gegen Bäume damit Geräusche das Wild aus seinem Versteck lockt. Die Natur- und Forstverwaltung hat für einen Zeitraum von drei Jahren festgehalten, dass jeweils 21 000 Rehe und Schweine abgeschossen werden sollen. Denn hohe Wilddichten, insbesondere von Schalenwild, bremsen durch Verbissschäden die Verjüngung des Waldes. Während die Hochsitzjagd häufig nicht ergiebig ist, werden während der Treibjagd viele Tiere geschossen. Sie bleibt allerdings umstritten, da nur wenige Jäger treffsicher auf gehetztes Wild schießen. Marc Reiter, Vizepräsident der Fédération Saint-Hubert des Chasseurs, entgegnet der Jagdkritik im *Radio 100,7* mit einem schwachen und klischeehaften Argument: „Die meisten Menschen haben den Bezug verloren, zu dem was die Jagd ist.“ Zumindest aber habe sich unter Umweltministerin Joëlle Welfring (Grüne), der Austausch mit der Verwaltung entspannt. Man habe sich gar gemeinsam Gehegefallen angeschaut und die Erfahrungswerte aus Deutschland erläutern lassen. Die Jägerföderation hofft, dass unter der neuen Regierung das Fuchsjagd-Verbot von 2015 wieder aufgehoben wird und eine Treibjagd-Erlaubnis bis Februar eingeführt wird. [sm](#)

E U R O P A

Ähnliche Mentalität

Die Schweiz hat letztes Wochenende gewählt. Wahlgewinner ist die rechtspopulistische Schweizerische Volkspartei (SVP), die neun Sitze hinzugewonnen hat und mit 62 von 200 Sitzen stärkste

Kraft im Parlament ist. Wie auch in Luxemburg gab es massive Verluste für die Grünen (-5 Sitze) und Grünliberalen (-6). Die ehemalige christlich-demokratische Volkspartei trat dieses Jahr unter dem Namen „Die Mitte“ an und konnte zwei weitere Sitze erringen. Damit wurde sie Zweitplatzierte. Ähnlichkeiten waren dieses Jahr in der Wahlkampagne der SVP und dem hiesigen ADR zu vernehmen: So warnte die SVP vor der „10-Millionen-Schweiz“ und die ADR vor dem 1-Millionen-Einwohner-Staat.

Aktuell leben etwas mehr als 1 300 Schweizer in Luxemburg. Insbesondere im Dienstleistungsbereich besteht ein reger Austausch, der sich im Jahr 2020 auf einen Wert von 10,1 Milliarden Euro beziffert – davon allein 8,7 Milliarden im Finanzsektor. Das eidgenössische Departement für Auswärtige Angelegenheiten berichtet, dass zwischen beiden Ländern in finanz- und fiskalpolitischen Fragen regelmäßige Kontakte auf Ministerebene stattfinden. Schweizer Banken investieren in Luxemburg vor allem in Fonds sowie ins Private Banking. Für die Schweiz ist Luxemburg gar das dritt wichtigste Zielland für Direktinvestitionen im Ausland. Laut der Schweizer Botschaft würden „die gemeinsamen Sprachen und eine ähnliche Mentalität“ die bilateralen Beziehungen fördern. Politisch sind beide Länder allerdings anders aufgestellt: Die Schweiz versteht sich als Direktdemokratie mit einem ausgeprägten Verfassungspatriotismus und ohne monarchische Vergangenheit. Am Wahlsonntag wurde eine Sternstunde Philosophie im *Schweizer Fernsehen (SRF)* ausgetragen, in dem die Historikerin Hedwig Richter plebiszitäre Demokratieverfahren mit einer möglichen Verantwortungslosigkeit verband. Zuvorderst in der Zeit des Nationalsozialismus und seit Beginn des Ukrainekriegs sei dies zu beobachten. Der

Schweizer Philosoph Francis Cheneval wollte daraufhin bei ihr eine „Demos-Phobie“ konstatieren. Nein, gerade in der Klimadebatte lähme derzeit die Angst vor dem Wahlvolk die Politiker/innen, wie sie in ihrem künftigen Buch ausführen werde, antwortete die Historikerin. Darüber hinaus wurden Themen diskutiert, die auch Luxemburg beschäftigen, wie die Wahlberechtigung von Ausländer/innen und 16-Jährigen. [sm](#)

M I G R A T I O N

Lettre ouverte

Par voie d'une lettre ouverte, l'Association de soutien des travailleurs immigrés (ASTI) regrette qu'aucune des organisations engagées sur les questions de migration, comme le Flüchtlingsrot ou le CLAE, n'ait été invitée à discuter en amont des négociations de coalition. Elle demande que le prochain gouvernement fasse des questions d'accueil de migrants une priorité et mobilise des ressources supplémentaires pour offrir « au moins un toit » à chaque migrant qui arrive au Luxembourg. Pour rendre « plus efficace » la collaboration entre les ministères et les administrations impliquées dans l'accueil des réfugiés, elle suggère la création d'un guichet unique. Elle souhaite une réforme du fonctionnement de l'ONA avec une dotation en personnel pour « traiter, au plus tard dans un laps de temps maximal d'une année, les demandes de protection internationale ». Parmi les revendications figure aussi « la facilitation de l'accès à un travail » pour les réfugiés. Enfin, la régularisation administrative « de personnes ressortissantes de pays tiers se trouvant sans autorisation de séjour valable sur le territoire du Luxembourg depuis une période déterminée, qu'elles soient majeures ou mineures », est aussi demandée. [fc](#)

Blog

Faites la file

France Clarinval

Les structures d'accueil de réfugiés débordent. Les ONG s'inquiètent



Les foyers sont surchargés. Les hommes seuls sont priés d'attendre

« Consternation », « scandale », « sidération ». Ce mercredi, l'association Passerell ne mâchait pas les mots employés dans un communiqué. Sa directrice Marion Dubois fustige « la décision des autorités luxembourgeoises de ne plus accueillir les hommes seuls dans les structures d'hébergement pour demandeurs d'asile », comme vient de l'annoncer Jean Asselborn ministre sortant des Affaires étrangères, de l'Immigration et de l'Asile (LSAP). Le Luxembourg suit ainsi l'exemple de la Belgique et veut ainsi privilégier l'accueil des personnes vulnérables et des familles avec enfants face à l'engorgement des centres d'asile du pays. « Nous recevons de jeunes demandeurs d'asile qui n'ont nulle part où aller. Ce sont pour la plupart des Soudanais et des Érythréens. Quatre sont arrivés mardi. Nous ne savons pas où ces jeunes ont passé la nuit, la seule chose que nous avons pu faire est de leur fournir une tente », décrit Passerell. Vis-à-vis du *Land*, Marion Dubois réitère son indignation face à ces « violations flagrantes des droits humains et des engagements internationaux et européens du Luxembourg ». Elle dénonce le flou qui règne entre la déclaration du ministre et la réalité sur le terrain : « Asselborn annonce que ce sont seulement les hommes seuls 'dublinés' qui sont visés (qui ont déjà introduit une demande de protection internationale dans un autre État membre, *ndlr*), alors que nous avons reçu une personne ayant déposé sa demande au Luxembourg qui n'a pas eu d'hébergement. » La directrice doute surtout de l'efficacité de la mesure puisque les « dublinés » sont assignés à résidence au SHUK (Structure d'hébergement d'urgence au Kirchberg) et ne prennent donc pas de place dans les foyers. « C'est surtout un message à destination des réfugiés et des passeurs pour leur dire de ne pas venir au Luxembourg. Ce genre de message est assez peu entendu, ils vont où ils peuvent », conclut-elle.

D'autres associations qui viennent en aide aux réfugiés dressent le même constat et s'inquiètent des conséquences de cette décision. Nadine Conrardy de la Croix-Rouge déplore « une situation qui poussera plus en plus de personnes à la rue ». Tandis que Marc Crochet de Caritas souligne que le foyer du Findel « Wanteraktioun » avec ses 250 lits (qui n'ouvre que le 1^{er} décembre) risque aussi d'afficher complet. Les ONG redoutent aussi l'apparition de campements sauvages de migrants comme on les connaît dans d'autres pays.

« Ce n'est pas la plus agréable des conférences de presse que j'ai eu à donner ces vingt dernières années », avait entamé Jean Asselborn, la mine tirée, vendredi dernier devant les médias. Avant de quitter ses fonctions, il tenait à faire passer le message de la saturation des structures de l'Office national de l'accueil (ONA). 1 918 demandeurs de protection internationales sont arrivés au Luxembourg cette année. La Syrie, l'Érythrée et l'Afghanistan sont les principaux pays d'origine de ces réfugiés. Un chiffre en conformité avec ceux des dernières années (2 052 en 2019, 2 268 en 2022), auquel il convient d'ajouter 840 demandeurs de protection temporaire (essentiellement venus d'Ukraine). Ce qui inquiète le ministre, c'est le nombre important de « dublinés ». En quelques mois, cette catégorie de réfugiés est passé de 18 à 49 pour cent alors que ces individus sont censés rester

2 000 BPI restent coincés dans les foyers, faute de trouver un logement

dans le pays où leur demande a été introduite. Ils arrivent essentiellement d'Italie, d'Espagne ou de Grèce, portes d'entrée « évidentes » de l'Union européenne.

Pour Jean Asselborn, cette situation est le reflet « du chaos et de la confusion qui règnent en Europe où la solidarité entre les pays membres est au plus bas ». Il plaide pour une politique d'asile européenne plus cohérente « qui n'est possible que si les pays du sud enregistrent correctement les réfugiés et que les pays du nord accueillent leur quota ensuite ». Il pointe le nombre important de pays qui ne suivent pas la procédure de Dublin, principalement l'Italie de Meloni. Le ministre en veut aussi à la Commission européenne qui se contente d'observer et ne réagit pas à ce « désastre humanitaire » en croyant que les contrôles aux frontières vont reprendre. « C'est irresponsable », martelait-il. Avant de dresser le constat amer que « si le système Dublin capote, alors on détruit aussi les accords de Schengen ».

Le défi spécifique du Luxembourg tient au problème structurel du logement. Le pays a augmenté sa capacité d'accueil des réfugiés, passant de quelque 2 000 lits en 2015 à la capacité actuelle de 7 700 lits. L'ONA héberge un peu plus de 6 500 personnes, 2 421 demandeurs d'asile et 1 328 qui bénéficient d'une protection temporaire. S'ajoutent 44 déclarés irrecevables car bénéficiaires d'un statut dans un autre pays ou 307 demandeurs qui ont reçu une réponse négative du ministère de l'Immigration et peuvent introduire un recours. Mais surtout, les centres d'hébergement accueillent 2 031 bénéficiaires de protection internationale (BPI) qui restent « coincés » dans ces foyers parce qu'ils ne trouvent pas de logement sur un marché difficile d'accès que ce soit en termes de prix ou en termes de condition. Après un an, les personnes régularisées payent un loyer à l'ONA.

Cet engorgement a des conséquences sur l'accueil des nouveaux réfugiés. Aussi, le ministre a annoncé que le Foyer Don Bosco au Limpertsberg qui devait fermer ses portes fin novembre, restera ouvert. Une situation « indigne » selon Marianne Donven d'Oppent Haus qui détaille que ce foyer ne dispose plus de sanitaires et que les gens qui y vivent se douchent dans des containers à côté. Les halles provisoires installées à Mersch seront également conservées plus longtemps. Un appel a été lancé aux communes pour trouver des solutions d'hébergement pour des bénéficiaires de protection internationale. Asselborn a souligné que seul un tiers des communes apportait une contribution. Vu

la situation du marché locatif, y compris public et social, les BPI « sont en concurrence directe avec les citoyens qui cherchent un logement », précise Serge Hoffmann, bourgmestre de Habscht au micro de *RTL*. En 2015 un même appel avait été lancé. À l'époque, les communes obtenaient une contrepartie financière car l'accueil des réfugiés implique des dépenses annexes comme une offre éducative.

Des solutions plus ou moins pérennes vont devoir être trouvées dès lors que la situation dans le monde, où l'on compte déjà 110 millions de réfugiés, s'aggrave. « Nous sommes dans un moment de tempête qui n'est pas prêt de se calmer », avance Adolfo Sommarribas du European Migration Network. Il cite d'abord la guerre en Ukraine et ses conséquences. Des Ukrainiens continuent à arriver (environ 80 par mois), et beaucoup ne peuvent plus rester dans les familles qui les hébergeaient au début. L'expert ajoute que la fermeture des routes du blé et des denrées poussent plusieurs pays africains dans une crise alimentaire et donc des personnes sur les routes de l'exil. Il pointe les nombreuses incertitudes qui découlent de l'instabilité politique autour du Mali, du Niger ou du Burkina Faso et qui risquent de peser sur les efforts de l'Union européenne pour endiguer les flux d'arrivées de migrants subsahariens en Afrique du Nord. Il ajoute encore le conflit israélo-palestinien dont les conséquences sont difficiles à mesurer à l'heure actuelle. « Il y a de plus en plus de migrants et de moins en moins d'acceptation de ceux-ci », constate-t-il. L'expert note l'exaspération de plus en plus marquée de certaines personnes surtout dans un contexte d'inflation et de hausse du chômage et souligne la montée de l'extrême-droite un peu partout en Europe. Pour Adolfo Sommarribas, le Luxembourg devrait mettre en place une meilleure planification et réflexion sur l'avenir « plus proactive », en faisant appel aux universités et experts.

Depuis 2015 et les premières arrivées importantes de demandeurs de protection internationale, Jean Asselborn est montré comme le plus humain des ministres des Affaires étrangères européens, selon la presse internationale. En comparaison avec d'autres pays, la politique luxembourgeoise en matière d'asile est plutôt ouverte. Le niveau de reconnaissance de statut de protection internationale est élevé, dépassant les cinquante pour cent depuis 2020 et les bénéficiaires de protection subsidiaire (BPS) ont presque les mêmes droits (sauf le passeport de réfugiés) que ceux qui ont le statut de réfugié. D'aucuns considèrent que les déclarations du ministre sortant sont un aveu d'échec de sa politique et constituent un cadeau au prochain gouvernement : En instituant les listes d'attentes pour les hommes seuls, il ouvre la voie à une politique plus restrictive, craignent les associations. Reste à voir comment la nouvelle coalition traitera ce dossier. Le groupe de travail « Accueil et migration » comprend notamment l'ancienne ministre de la Famille, Corinne Cahen (DP), qui a souvent considéré les promesses d'Asselborn comme irréalistes. Sur les rangs du CSV, on voit des personnalités plutôt engagées socialement comme Marc Spautz ou Maurice Bauer, alors que Émile Eichler en tant que Président du Syvicol voudra sans doute modérer l'implication des communes. ●

ZUFALLSGESPRÄCH MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

Aufstieg und Fall

Die Überraschung der rezenten Kammerwahlen war das Ausmaß der grünen Niederlage. Bei den Gemeindewahlen am 11. Juni verlor die Partei gründlich: in 30 von 36 Gemeinden. Bei den Kammerwahlen verlor sie präzise: in 100 von 100 Gemeinden.

Der grüne Misserfolg entspricht dem Erfolg bei den vorigen Kammerwahlen. 2018 gewannen die Grünen 201 893 Stimmen hinzu. Nun verloren sie fast die gleiche Anzahl: 211 998. Das Jahr 2018 brachte den Triumph der Grünen als Regierungspartei. 2023 brachte ihr Debakel als Regierungspartei.

Der politische Anspruch der Grünen ist universalistisch. „Wir haben nur diesen einen Planeten“, beginnt ihr Wahlprogramm. Umweltschutz stelle „die größte Verantwortung dar, die uns Menschen zufällt“ (S. 5). Sie fühlen sich auserwählt, den Planeten zu retten. Dafür erwarten sie Anerkennung. Als sie ihnen versagt blieb, brachen sie am Wahlabend in Tränen aus.

Die Grünen sprechen im Namen der Menschheit. Aber sie sind eine Klassenpartei: Die Partei eines akademisch gebildeten Kleinbürgertums. Grüne Wähler haben das höchste Bildungsniveau. Die Partei einer materieller Sorgen entthobener Mittelschicht. Am besten gewählt wurde sie in Schüttringen, Walferdingen, Luxemburg, Betzdorf, Beckerich, Hesperingen, Sandweiler, Niederanven... In Schlafgemeinden, wo Beamtinnen, Selbständige, Fachkräfte der Steuervermeidungsindustrie, leitende Angestellte wohnen. Wo die Medianlöhne am höchsten sind (*d'Land*, 13.10.23).

2018 erkannten viele Wählerinnen, dass die Klimaveränderung nicht mehr droht, sondern begonnen hat. Dass sie gebremst werden muss. Das brachte den Grünen weit über ihre Kernwählerschaft hinaus Sympathien ein. Sie bekamen 61 Prozent mehr Stimmen. 21 Prozent kamen von jungen Erstwählern, zehn von der DP, neun von der CSV (*Elect* 2018, S. 70). Die Grünen waren die cooleren Liberalen.

Dann kamen die Covid-Seuche, der Ukraine-Krieg, die Preissteigerungen, die Zinserhöhungen... Im Covid-Lockdown sperrte der Staat die Leute zu Hause ein. Während des Erdgasboykotts drängte er sie, Zimmertemperatur zu senken. Nun wollen

sie nicht mehr geschulmeistert werden. Auch nicht von grünen Technokraten. Die nicht den moralischen Ansprüchen gerecht wurden, die sie anderen predigten. Vielleicht ging ein Drittel der grünen Wähler (zurück) zur altbackenen DP (Luc Biever, *rtl.lu*).

Nach Covid und Ukraine-Krieg erging es der grünen Partei wie den Bioläden

Der Umsatz der Bioläden sinkt. Naturata bilanzierte Verluste und schloss Filialen. Die Verbraucherinnen wollen sich gesund ernähren. Aber viele müssen sparen. Der Partei erging es wie Naturata: Die Wähler wollten eine gesunde Umwelt. Aber viele glaubten, sich keine grünen Minister mehr leisten zu können. Sie wollten eine Pause in der ökologischen Transition. Beim Kauf von Elektroautos, Wärmepumpen, Bambusstrohhalmen.

Die Wählerinnen bleiben sich bewusst, dass die Klimaveränderung gebremst gehört. Aber sie stufen sie wieder als mittelfristiges Problem ein. Die kurzfristigen Probleme haben Vorrang: ob das Einkommen reicht für Miete, Tanken, Heizen, Darlehen, Einkaufen.

Wer nicht grün wählt, halten die Grünen für begriffsstutzig. Sie hypen das grüne Kapital. Für das fossile wirbt die ADR bei den klein gehaltenen Leuten. In der Tripartite gifteten grüne Minister gegen die Gewerkschaften. Die Partei schreibt die Arbeiterklasse ab, als sei sie ein Verbrennungsmotor. So lässt sie Klimaschutz als Diktat einer wohlhabenden Minderheit erscheinen. Die sich für Bruno Latours „classe écologique“ hält.

2013 erbte die Reformkoalition den verstaubten CSV-Staat. Die Grünen halfen, ihn zu entrümpeln. An die gesellschaftlichen Veränderungen anzupassen. Sie warben mit „solutionnisme“, Austeritätsökologie, vielhundertseitigen Richtlinien für die Begründung des Produktionsstandorts. Seit 2018 verdoppelten sie die Militärausgaben. Nun werden sie nicht mehr gebraucht. Die alten Liberalen von Luc Frieden bis DP können ungestört regieren. Grünes und fossiles Kapital freuen sich schon. ● Romain Hilgert



François Bausch am Wahlabend in den Rotondes

Här Formateur Nachdem die zwölf Arbeitsgruppen ihm ihre ersten Zwischenberichte vorgelegt hatten, trat Formateur Luc Frieden (CSV) mit den beiden Verhandlungsführern Claude Wiseler (CSV) und Xavier Bettel (DP) vor einer Woche im Schloss Senningen vor die Presse, um Geschlossenheit zu demonstrieren. CSV und DP hätten zwar nicht fusioniert, doch ihre Wahlprogramme würden sich in vielen Punkten überschneiden, auf persönlicher Ebene hätten Freundschaften schon zuvor existiert, die nun zu Arbeitsbeziehungen geworden seien, sagte Frieden. In den Bereichen Wirtschaft, Finanzen, Klima und Soziales seien mehr Diskussionen erforderlich als bei anderen Themen.

Xavier Bettel lobte den unparteiischen „Här Formateur“, der die Verhandlungen in gegenseitigem Respekt führe: „Am Respekt, dat kléngt elo komesch, mee am Respekt, et ass net en Décken an e Klengen, et ass net e Junior an ee Groussen.“

Erst Minuten vor der Pressekonferenz hatte der Informationsdienst der Regierung die Zusammensetzung der zwölf Arbeitsgruppen (AG) bekannt gegeben. Neben den vielen Schreibfehlern fällt in der Liste auf, dass vor allem die CSV die Themenbereiche innerhalb der AGs häufig unterteilt und die Untergruppen mit unterschiedlichen Politiker/innen und Expert/innen besetzt hat, was dazu geführt hat, dass sie wesentlich mehr Mitglieder stellt als die DP. Mit 64 (CSV) zu 40 (DP) Nominierungen spiegelt das Verhältnis in den Arbeitsgruppen in etwa die Sitzstärke im Parlament wider (21 zu 14). Was auch darauf schließen lässt, dass zumindest die CSV durchaus zwischen Großem und Junior unterscheidet.

In der DP zeigte man sich in dieser Woche überrascht über dieses Ungleichgewicht in den Arbeitsgruppen, das man sich so nicht erwartet habe. Strikte Vorgaben über die Anzahl der zu nominierenden Mitglieder gab es offenbar nicht, sodass die CSV ihre Mitgliedsstärke und ihre Vernetzung in der Gesellschaft geschickt ausgenutzt hat. Viele der Expert/innen hätten der CSV schon bei der Ausarbeitung ihres Wahlprogramms geholfen, sagte Claude Wiseler am Freitag. Details zu der Nominierungsprozedur wollten in dieser Woche auf *Land*-Nachfrage weder er noch Formateur Frieden preisgeben. Auf Vertreter des Finanzplatzes, wie 2013, als die DP offiziell Alain Kinsch, Kik Schneider und Norbert Becker berief, haben beide Parteien diesmal verzichtet. Allerdings bestand noch die Möglichkeit, externe Berater für einzelne Sitzungen einzuladen. Deren Namen wurden bislang nicht veröffentlicht, was der neue Grünen-Abgeordnete Meris Sehovic am Dienstag in seiner ersten parlamentarischen Anfrage bemängelte.

Die Zusammensetzung der Arbeitsgruppen verdeutlicht indes, was in den vergangenen Jahren, als die CSV in der Opposition war, vielleicht manchmal in Vergessenheit geriet. Sie ist weiterhin die mächtigste Partei, in vielen Ministerien arbeiten noch ranghohe Beamte, die eine Mitgliedskarte haben oder ihr nahe stehen. Der CSV-Staat hat „Gambia“ überlebt, er hat nur zehn Jahre im Verborgenen geschlummert.

Gleichzeitig hat der Formateur die Arbeitsgruppen genutzt, um junge Mitglieder der CSV an den Verhandlungstischen zu platzieren. Die Jugendorganisation CSJ hatte sich im Wahlkampf uneingeschränkt hinter Luc Frieden gestellt und damit ihren Beitrag zur Rückkehr der CSV an die Macht geleistet – nicht zuletzt durch ein viel kritisiertes Video, das sie nach dem TV-Duell zwischen Frieden und Bettel auf den sozialen Netzwerken veröffentlicht hatte.

CSJ Vom Nationalkomitee der CSJ sind insgesamt acht Mitglieder in den Arbeitsgruppen vertreten. Präsident Alex Donnersbach, Anwalt bei Elvinger-Dessoix-Marx, seit 2017 im Walferdinger Gemeinderat – seit Juni als Zweiter Schöffe. Er leitet die AG Wohnungsbau und ist Mitglied in der Gruppe für Umwelt und Klima. Als Zehntgewählter auf der Zentrumsliste hat er Chancen, nach der Regierungsbildung ins Parlament nachzurücken. Auch die beiden Vizepräsident/innen der CSJ, Martine Kemp und Marc Ury, sind dabei. Ury ist hauptberuflich Abteilungsleiter der Cellule Harmonisations ASFT (*activité sociale, familiale et thérapeutique*) im Bildungsministerium, den Einzug in den Grevenmacher Gemeinderat hat er im Juni knapp verpasst, er könnte jedoch für Léon Gloden nachrücken, der wohl Minister wird. Martine Kemp war Verkehrsingenieurin bei der Stadt Luxemburg und hat in dieser Woche Christophe Hansen im EU-Parlament ersetzt.

Ricardo Marques, Vorsitzender der CSJ Osten, ist Psychologe beim Service stratégie et projets im Bildungsministerium und vertritt die CSV in den Arbeitsgruppen Armut und Chancengleichheit. 2017 wurde er Schöffe in Echternach, wo die CSV im Juni in die Opposition musste, seitdem ist er im Gemeinderat. Bei den Kammerwahlen wurde Marques Fünfter im Osten. Der Präsident der CSJ Zentrum, der Immobilienmakler Kim Felten, ist Mitglied der AG Wohnungsbau (siehe S.9). Weitere CSJ-Vorstandsmitglieder in den Arbeitsgruppen sind der Bürgermeister von Weiler zum Turm und Kriminologe Vincent Reding; Felix Thill, Kommunikationsbeauftragter bei Luxembourg for Tourism; Tom Kersch-

„En Décken an e Klengen“

Luc Laboulle

In den Arbeitsgruppen bei den Koalitionsverhandlungen spiegeln sich bereits die Machtverhältnisse wider, die in der geplanten CSV-DP-Regierung herrschen werden



Formateur Luc Frieden und Nach-Premier Xavier Bettel am Dienstag im Parlament

Steff Schaefer

meyer, Jurist bei der Steuerverwaltung und seit 2017 an der Seite von Gilles Roth und Luc Feller im Gemeinderat von Mamer.

Auch CSJ-Mitglieder, die nicht im Vorstand sind, wurden in die Arbeitsgruppen berufen: Melanie Grün, Deutschlehrerin am Lycée Nic Biever und seit Juni Gemeinderätin in Kayl-Tetingen; Laurent Braun, Analyst beim Stateg und Gemeinderat in Strassen; die Sportrechtsanwältin Danira Mustafic, die zusammen mit Lynn Frank, Tochter des langjährigen Manternacher CSV-Bürgermeisters Henri Frank und Anwältin in der Kanzlei ihres Vaters, in der Statutenkommission des COSL sitzt. Beide haben im Oktober im Bezirk Zentrum kandidiert, landeten jedoch auf den hinteren Rängen. Manche von ihnen könnten künftig Regierungsrat in einem CSVgeführten Ministerium werden.

Neben dem christsozialen Nachwuchs hat die CSV aber auch Mitglieder in die Arbeitsgruppen gesandt, die schon Schlüsselrollen in einer staatlichen Verwaltung einnehmen. Etwa Luc Zwank, promovierter Umweltchemiker, von 2014 bis 2022 stellvertretender Direktor des Wasserwirtschaftsamts. Im Januar wurde er Direktor der Umweltverwaltung, als Joëlle Welfring (Grüne) in die Regierung wechselte. Seit Jahren ist Zwank im CSV-Bezirksvorstand Zentrum und in der Sektion Lintgen engagiert.

2017 wurde er dort in den Gemeinderat gewählt, dieses Jahr trat er nicht mehr an.

Oder Serge Hoffmann, seit 1999 Bürgermeister von Hobscheid, wo die CSV die absolute Mehrheit hält. Als Premier Inspecteur des finances bei der IGF war er schon vor 2013 ein enger Vertrauter des damaligen Finanzministers Luc Frieden. Maryse Fisch, die für die CSV in der AG Organisation du vivre-ensemble et du bien-être sitzt, ist Erste Regierungsrätin von Taina Bofferding (LSAP) im Ministerium für Gleichstellung von Frauen und Männern. Unter François Biltgen stieg sie 1999 zur Regierungsrätin im Arbeitsministerium auf, Françoise Hetto-Gaasch holte sie 2009 ins Chancengleichheitsressort. Georges Bley, der von Claude Wiseler in die AG Europa und Internationales berufen wurde, war vor zehn Jahren bei der CSJ aktiv. Beruflich vertritt er Luxemburgs Interessen als Diplomat in Brüssel.

Gleich in drei (Unter-)Gruppen zu finden ist der Jurist und langjährige Generalsekretär der Abgeordnetenversammlung, Claude Frieseisen. Als er noch im Amt war, achtete er peinlich darauf, neutral zu sein; drei Jahre nach seiner Pensionierung kann er sich endlich politisch outen.

Aus dem Bildungssektor hat die CSV den Direktor des Attent-Lycée und Lasel-Präsidenten Jeff Kohnen

Der CSV-Staat hat „Gambia“ überlebt, er hat nur zehn Jahre im Verborgenen geschlummert

nominiert; den ehemaligen Judoka Charel Stelmes, Direktor des Institut national de l'activité physique et des sports; Jules Bonert, Ingenieur und Lehrer im Lycée des Arts et Métiers, Vorstandsmitglied der CSV Diekirch und Bruder des Diekircher Schöffen Paul Bonert; sowie Bob Kirsch, stellvertretender Grundschuldirektor der Region Luxemburg, der im Juni für die CSV in Esch/Alzette kandidierte.

Nicht nur aus dem Staatsdienst, auch aus dem konventionierten Sektor und aus der Privatwirtschaft hat die CSV Mitglieder und Sympathisanten in die Arbeitsgruppen berufen. Gérard Albers, Direktor der christlich geprägten, sozialpädagogischen Vereinigung Arcus und Vizepräsident der Fedas (Fédération des acteurs du secteur social au Luxembourg),

berät Martine Hansen in der AG Grundschule. Seine ganze Karriere hat Albers in CSV-nahen Vereinen und Stiftungen verbracht: Von 1989 bis 1994 war er Präsident der Landjugend a Jongbaueren, danach im Vorstand von Proactif; gearbeitet hat er als Personalchef bei Hëllef Doheem. Der Ingenieur Marcel Hetto, langjähriger Geschäftsführer von Luxplan und Ehemann der früheren CSV-Ministerin Françoise Hetto-Gaasch, ist Mitglied in der AG Verkehr und Landesplanung.

Steff Schaefer war lange Zeit Direktor eines interkommunalen Abfallsyndikats im Osten, bevor er sich vor sechs Jahren im Bereich der Abfallwirtschaft selbstständig gemacht hat. Vor über 20 Jahren war er CSJ-Bezirkspräsident im Zentrum, später Mitglied des berüchtigten Cercle Joseph Bech und ab 2007 Präsident des 2013 aufgelösten konservativen Lobbyvereins Famill 2000 - Ligue luxembourgeoise pour la reconnaissance du travail au foyer, der sich nicht nur gegen die „Einkasernierung“ von Kindern in Betreuungsstrukturen, sondern auch gegen die „steuerliche Diskriminierung von verheirateten Paaren mit Kindern“ zur Wehr setzte. Mitglied ist er jedoch nicht in der finanzpolitischen oder der familienpolitischen Arbeitsgruppe, die Vorschläge zur sogenannten „Herdprämie“ ausarbeiten soll, sondern in der Umwelt-AG. Kein Unbekannter in der CSV ist auch Charles Hurt, der von 2010 bis 2013 Mitarbeiter der CSV-Fraktion und danach kurz Attaché de Gouvernement unter Claude Wiseler im Bauenministerium war. Von 2014 bis 2016 war Hurt CSJ-Präsident, beruflich ist er als Anwalt in der Kanzlei des früheren CSV-Ministers Jean-Louis Schiltz tätig.

HRS Die DP hat zwar weit weniger „Experten“ aus Staat, Wirtschaft und Gesellschaft in die Arbeitsgruppen entsandt, doch auch sie kann auf Unterstützung zählen – insbesondere im Bereich Gesundheit und soziale Sicherheit. In der von der Abgeordneten Carole Hartmann geleiteten Gruppe findet sich neben dem Infektiologen am Kongregationsspital Hôpitaux Robert Schuman (HRS), Gérard Schockmel, der am 8. Oktober direkt gewählt und am Dienstag im Parlament vereidigt wurde, auch Philippe Wilmes, Vize-Präsident der AMMD und Orthopäde an den HRS. Philippe Wilmes hatte 2019 die CSV (zusammen mit dem früheren Betzdorfer Gemeinderat Christopher Lilyblad) verlassen, nachdem Frank Engel sich auf einem Kongress in einer Kampfabstimmung um das Amt des Parteipräsidenten gegen seinen Bruder Serge Wilmes durchgesetzt hatte. Auf der DP-lastigen Liste Zesumme fir Leideleung wurde Philippe Wilmes im Juni in den Gemeinderat der Majorzgemeinde gewählt. Für die DP in der AG Gesundheit sitzt auch die Allgemeinmedizinerin Stéphanie Obertin, die noch bis vor einigen Monaten Präsidentin des Cercle des médecins généralistes war und als „Invitée“ im Vorstand der AMMD saß. Wie schon 2018 kandidierte sie im Oktober für die DP im Zentrum, als Elftgewählte sind ihre Chancen, in die Kammer nachzurücken, jedoch gering. Ebenfalls in der Gesundheits-AG für die DP ist die freiberufliche Hebamme und Präsidentin der DP-Sektion Düdelingen, Sheila Schmit, die im Juni den Einzug in den Gemeinderat knapp verpasste. Bei den Kammerwahlen auf der Südliste wurde sie Zweitletzte.

Für die CSV, die für die Bereiche Gesundheit und soziale Sicherheit zwei unterschiedliche Teams aufgestellt hat, sitzen in der ersten AG der Anästhesist Cyril Thix, Mitglied des Conseil médical der HRS; Paul Wirtgen, Generaldirektor des Centre Hospitalier du Nord und früherer HRS-Direktor; sowie die ebenfalls in den HRS praktizierende Augenärztin Emilie Costantini, die im Juni für die CSV in den Gemeinderat der Stadt Luxemburg gewählt wurde und auch bei den Kammerwahlen kandidierte. In der AG Soziale Sicherheit kann Gruppenleiter Max Hengel auf die Expertise der Mathematikerin und Staatsrätin Martine Deprez und von Alain de Bourcy, Vorsitzender des Apothekerverbandes und CSV-Kandidat bei den Nationalwahlen, zählen.

Anders als die CSV hat die DP kaum auf Beamte zur Besetzung der Arbeitsgruppen zurückgegriffen. Eine Ausnahme ist Jean-Paul Lickes, seit 2014 Direktor des Wasserwirtschaftsamts. Seit 2017 sitzt er für die Liberalen im Gemeinderat von Hobscheid. Dafür setzt die DP auf prominente Kandidat/innen aus Kultur, Sport und Privatwirtschaft: In der AG Landwirtschaft sitzt für sie Marco Koeune, Biolandwirt aus Harlingen, Bürgermeister der Stauseegemeinde und Nachfolger des im August verstorbenen Camille Schroeder als Präsident der DP-nahen Bauern-Allianz. 2009, 2013 und 2018 war Koeune Kandidat bei den Kammerwahlen im Norden.

Weitere prominente DP-Mitglieder in den Arbeitsgruppen sind die paralympische Rennrollstuhlfahrerin Katrin Kohl, die Unternehmerin und Präsidentin des Fußballvereins Union Titus Petingen, Barbara Agostino, der frühere Sportschwimmer Raphael Stacchiotti, die ehemalige professionelle Tennisspielerin Mandy Minella, die Generaldirektorin von Esch 2022, Nancy Braun, sowie die Metzgerin und frühere RTL-Journalistin Anne Kaiffer und die Tänzerin Sylvia Camarda, die beide Mitglied des Gemeinderats der Stadt Luxemburg sind. Sie alle kandidierten im Oktober für die DP bei den Nationalwahlen. ●



Alexandra Schoos
mit Tom Weidig
(L.) und Fernand
Kartheiser



„Kucke wat leeft“

Stéphanie Majerus

Alexandra Schoos zog am Dienstag in die Chamber ein. Ihre politische Suchbewegung scheint noch nicht abgeschlossen

Seit 2014 ist Alexandra (Lexy) Schoos Mitglied der ADR. Es scheint eine nicht besonders durchdachte Entscheidung gewesen zu sein. Nach ihrem Tierarztstudium wollte sie den Anschluss finden, Leute kennenlernen, und „kucke wat leeft a mol rem méi matkréien“, schildert sie den Entschluss. Doch dann zog sie wieder von Berdorf an die Universität Wien, um eine Promotion zu absolvieren. „Ich habe zu Brustkrebs geforscht – auf Grundlage von Hunde-Zellkulturen. Die Ergebnisse aus diesen Zellkulturen kann man jedoch auf den menschlichen Organismus übertragen.“ In Gent ist sie anschließend eine Fachtierarztausbildung in Schweinemedizin gegangen. Vor drei Jahren landete sie wieder in Berdorf – eher zufällig als geplant, wie sie umschreibt. Den parteipolitischen Standby-Modus schaltete sie aus, schloss sich dem Exekutiv- und Nationalkomitee der ADR an und wurde letztes Jahr zur Vizepräsidentin gewählt. Beruflich veränderte sich einiges, aber sie legte keine 180 Grad-Wendung hin: Sie beginnt in Dülelingen im Staatslabor für Veterinärmedizin Analysen von Lebensmitteln durchzuführen. Ihr Vater ist der ehemalige ADR-Präsident Jean Schoos, der ebenfalls Tierarzt ist und die Déirepraxis Möllerdall leitet. „Ich bin als Kind in einem regelrechten Zoo aufgewachsen; zwischen Meerschweinchen, Hunden und Shetlandponys war immer was los.“ Politik war in ihrer Kindheit hingegen kaum Thema, wenngleich ihr Vater CSV-Mitglied war. Erst als er 2013 ADR-Präsident wurde, diskutierte sie mit ihm über Politik. Im Osten wurde Alexandra Schoos nun Erstgewählte, ihr Vater kam auf Platz drei. Sie erhielt 4 295 Stimmen, damit lag sie weit vor dem Zweitgewählten, Roby Beissel, Bürgermeister von Stadtbredimus.

Lexy Schoos hat an diesem Dienstagmorgen vor ihrer Vereidigung als Abgeordnete eine zuvorkommende Art, einen wachen Blick und ist spontan – wirft gelegentlich einen „oh Freck“ in den Raum. Sie isst einen Granola-Müslis und trinkt einen Matcha-Latte in einer Kaffeebar am Hamilius. In ihrer Freizeit geht sie mit ihrem Border Terrier laufen. „Komplett fir de Spaß“, nicht um Wettbewerbe zu gewinnen. Sie engagiert sich mittlerweile aber als Trainerin in einem Laufverein. Und besucht wenn möglich ihren Freund in Gent. Wo sie politisch hinsteuern will, weiß Lexy Schoos noch nicht genau. Die Themenfelder Landwirtschaft und Gesundheitswesen interessieren sie. Sie frage sich beispielsweise, wie man die medizinische Forschung unterstützen könnte und wie ein Militärspital diese hierzulande voranbringen könnte. In der Corona-Pandemie schloss sie sich nicht dem impfskeptischen Duktus der Partei an und postete auf Facebook „Ech si geimpft“. Für Landwirt/innen würde sie administrative Aufgaben vereinfachen und die Datenverwaltung zentralisieren. Sie wolle sich aber nicht für eine bestimmte Art von Landwirtschaft einsetzen und folgt der Parteilinie: „Die ADR sagt klar, man muss den Landwirten die Wahl lassen, ob sie konventionelle oder biologische Landwirtschaft betreiben will.“ Über politische Lenkungsinstrumente, wie Subventionen und deren Reform, hat sich Lexy Schoos noch keine Gedanken gemacht. Vieles hänge am Konsumenten und an seiner Wahl, meint sie. „Außerdem brauchen wir bessere Sanktionierungs- und Kontrollmöglichkeiten im Tierschutzbereich.“ Manchmal fehlten allerdings die Handlungsoptionen: In Luxem-

Unbestreitbar sei aber, dass man sich in keiner Sprache so gut ausdrücken kann, wie in seiner Muttersprache. Deshalb habe sie in Gent Flämisch gelernt, damit ihre Studierenden ihre Fragen nicht auf Englisch stellen müssen. Für sie ist das jedoch kein Argument, um nicht-luxemburgisch sprechenden Kindern entgegenzukommen

burg sind kupierte Hundehohren beispielsweise verboten, aber man könne den Besitzern solcher Hunde nicht einfach den Vierbeiner wegnehmen, führt Schoos aus.

Dass man als Abgeordnete einer bestimmten Partei, vor allem seine Partei in den Vordergrund stellen muss, fällt der 35-Jährigen (noch) schwer. So verweist sie im Gespräch auf Jeff Boonen, der landwirtschaftsbezogene Fragen besser beantworten könnte als sie. Der Agrarwissenschaftler wird bald auf der CSV-Bank in die Chamber nachrücken. Sie kennt ihn schon länger und pflegt eine gewisse Sympathie für ihn. Lexy Schoos meint, alle 60 Abgeordneten würden ähnliche Ziele verfolgen, nur die vorgeschlagenen Wege seien anders. „Ich habe Lust, gemeinsam mit anderen Parteien zusammenzuarbeiten; es soll sich nicht alles um die Parteikarte drehen.“ Neben Jeff Boonen kennt sie bereits Paul Galles (CSV), der in ihrer Sekundarschule, der Privatschule Fiedlgen, Kaplan war und Carole Hartmann vom Tisch-Tennis. Die Grüne Nochministerin Sam Tanson inspiriere sie: Nach den Wahlen habe sie im Radio darüber gesprochen, wie anstrengend es ist, ein politisches Mandat mit einem Familienleben zu vereinen – sie sei einfach ehrlich. „Zugleich blieb sie sich selbst treu. Ihre Persönlichkeit hat sich nicht durch hohe politische Mandate verändert.“ Auch Lexy Schoos hofft, dass die Politik sie nicht zu stark verändern wird. Ihre Abgeordnetenkollegen Fred Keup, Fernand Kartheiser, Jeff Engelen und Tom Weidig hat sie bisher nicht außerhalb von Parteisitzungen getroffen, „aber wahrscheinlich wird sich das jetzt öfter ergeben“.

Mit Fred Keup führe nun ein junger Politiker die Partei und Fraktion. Er bringe eine neue Dynamik in die ADR, die häufig als

Altherrenpartei bezeichnet wurde, urteile sie. Mit ihm stimmt sie insbesondere in der Bildungspolitik überein. „Ich lebte lange Zeit im Ausland und jetzt höre ich von Lehrpersonal, dass im manchen Klassen nur noch ein Kind die luxemburgische Sprache beherrscht.“ Aber eine französische Alphabetisierung könne nicht die Lösung sein. Einerseits weil viele ausländische Kinder nicht frankophon sind, andererseits weil wir sonst Zustände wie in der Schweiz bekommen, wo sich Einwohner eines gleichen Staates entlang von Sprachen voneinander abgrenzen, führt die Abgeordnete aus. Unbestreitbar sei aber, dass man sich in keiner Sprache so gut ausdrücken kann, wie in seiner Muttersprache. Deshalb habe sie in Gent Flämisch gelernt, damit ihre Studierenden ihre Fragen nicht auf Englisch stellen müssen. Für sie ist das jedoch kein Argument, um nicht-luxemburgisch sprechenden Kindern entgegenzukommen. „Denn dann müsste man auch luxemburgischen Schülern mit schlechten Französisch-Kenntnissen alternative Lehrpläne anbieten.“ Man könne nicht ständig die Standards senken. Ganz sicher ist sie sich ihres Standpunktes allerdings nicht: „Wann ech elo als Deputéiert méi Zäit hunn, fir mat Leit vum Terrain ze schwätzen, da kann ech mer zu där Fro nach ee bessert Bild maachen.“

Darüber hinaus steht sie hinter der ADR-Forderung nach einem Referendum über den 1 Millionen-Einwohner-Staat. In den vor einem solchen Referendum stattfindenden Debatten sollten alle Vor- und Nachteile ausgelotet werden, die mit einer Wachstumsbegrenzung zusammenhängen. In einem vom *Luxemburger Wort* organisierten Rundtischgespräch sagte die Berdorferin, die ADR wolle die „Luxemburger“ fragen, ob „sie Shanghai anstreben wollen, oder ob Luxemburg bestehen bleiben soll“. Sollten sich die Einwohner gegen zusätzliches Wachstum aussprechen, will die ADR laut ihrem Programm in punkto Renten eine Beitrags-erhöhung von acht auf neun Prozent und eine freiwillige Erhöhung des Rentenalters. „Der Dorfkerne meiner Kindheit existiert nicht mehr“, sagt Alexandra Schoos mit Blick auf Berdorf und wachstumsbedingte Veränderungen. „Aber ich will nicht alles schlecht reden. Es kann auch interessant sein, wenn neue Leute in ein Dorf einziehen“. Sie besitze keine „goldene Lösung“ und sei keine Wirtschaftsexpertin, mäandert Schoos durch das Wachstumsthema. Wenn sie wie durch Zauberhand politische Konflikte ausradieren könnte, dann würde sie Kriege beenden. Aber leider sei es menschlich, dass es zu Konflikten komme. Wie analysiert sie die derzeitigen Entwicklungen in einem Kontext der sich verschärfenden Klimaextreme und Wasserknappheit – werden sich die Konfliktherde weltweit weiter zuspitzen? Lexy Schoos weicht geopolitischen Überlegungen aus und erinnert sich an die Überschwemmungen in Berdorf im Juli 2021: „In Krisensituationen rücken Menschen wieder zusammen. Nachbarn haben sich gegenseitig geholfen, ihre Keller wieder aufzuräumen.“ Sie glaubt: „Es gab schon immer einen Klimawandel, auch in der Eiszeit. Das ist kein neues Phänomen.“ Mit den Berichten des Weltklimarats hat sie sich noch nicht befasst, aber falls das Thema eine Rolle spielt, in einer Kommission, der sie beitrifft, lese sie sich ein. Am Dienstagnachmittag warteten rund zehn Wissenschaftler und Wissenschaftlerinnen auf die vor drei Wochen gewählten Abge-

ordneten vor der Chamber, um mit ihnen über ökologische Herausforderungen zu reden. 18 Abgeordnete kamen dabei mit den Forschern des Luxembourg Institute of Science and Technology und dem Museum für Naturgeschichte ins Gespräch. Die ADR-Abgeordneten vermieden jedoch allesamt den Austausch.

Lexy Schoos nennt sich eine leidenschaftliche Naturwissenschaftlerin. Hat sie Vorbilder, die naturwissenschaftliche Themen einem breiteren Publikum zugänglich machen – wie Ranga Yogeshwar oder Sabine Hossenfelder (die einmal Tom Weidig auf *Twitter* sagte, „you can’t even properly quote three words but want to correct what I told you about my own experience? That’s an achievement even for mansplainers“)? Die Tierärztin antwortet, sie könne da wirklich niemanden nennen. Und sie könne auch nicht sagen, welche Forscher/in sie intellektuell stimuliere. „Ich bewundere allerdings meine Doktormutter, sie ist eine Powerfrau. Ihrer Art und Weise eifere ich nach“. Vor allem aber bewundert sie ihren Vater, der nach seinem Studium eine spartanisch eingerichtete Praxis in seiner Garage eröffnete und diese nach und nach ausbaute. Sie wolle jedoch keine Vom-Tellerwäscher-zum-Unternehmer-Geschichte erzählen. Ihr Großvater ist der auf das Spätmittelalter spezialisierte Historiker Jean Schoos, der an deutschen und französischen Universitäten lehrte, Komtur des päpstlichen Gregoriusordens war und von 1972 bis 1986 großherzogliche Güter verwaltete. Auch ihre Mutter, eine Kieferorthopädin, stamme aus bürgerlichen Verhältnissen.

Mir gi Lëtzebuerg net op – Auflösungserscheinungen einer kleinen Nation habe sie noch nicht gelesen. Die beiden Autoren Fred Keup und Tom Weidig vertreten darin die These, der Zerfall einer angeblich ehemals einheitlichen nationalen Identität sei durch die Erosion der katholischen Kirche, die Schwächung der Monarchie sowie die Verdüngung der luxemburgischen Sprache „aus dem Alltag“ bedingt. „Aber es liegt bei mir zu Hause“, sagt die ADR-Abgeordnete. Sie sucht nach Worten, will das Thema abhaken: Das Buch hätten ihre Parteikollegen auf private Initiative hin verfasst. Da müsse man ihr zufolge klar differenzieren. Als ein altes Foto von Ost-Kandidat Alain Vossen mit SS-Runen auftauchte und Nazi-Vorwürfe auf die Partei hereinprasselten, hatte Lexy Schoos „Magenkrämpfe“, wie sie gegenüber dem *Tageblatt* mitteilte. Mit Rechtsextremismus wolle sie nichts zu tun haben.

Sie hat das Buch ihrer beiden Abgeordneten-Kollegen also nicht gelesen. Wo holt sie sich Denkanstöße, politische Ideale und Gesellschaftsanalysen her? Wo informiert sie sich? Neben der Lektüre von naturwissenschaftlichen Fachartikeln, lese sie vor allem Unterhaltungskrimis. Bei Gelegenheit blättere sie jedoch durch das *Wort*, *Tageblatt* und die *Revue*. Hierbei interessiere sie vor allem „was im Osten gerade los ist“ – in den Ortschaften, die sie kennt. Im *Radio 100,7* meinte sie vor zwei Wochen: „Et bedeit mir eppes, dat ech déi éischt Fra fir d’ADR an der Chamber sinn. Et ass gutt, dat ech déi Ekippe opmëschem. Vlächit kritt den Haer Keup e puer gro Hoer méi duerch mech.“ Am Dienstag meinte sie, vielleicht kriege aber auch sie ein paar graue Haare durch den Austausch mit Keup. Möglicherweise wird der Austausch nicht besonders lange anhalten. ●



Etienne d’Arabie



L’ancien ministre de l’Économie, Etienne Schneider, a déposé vendredi dernier au registre de commerce les statuts d’une asbl, baptisée Lufta, pour aider les entreprises ou les particuliers « souhaitant développer des opérations aux Émirats arabes unis ou au Luxembourg » ou encore « offrir à ses membres

un accès aux décideurs clés du monde des affaires et du gouvernement ». Outre l’ancien ministre socialiste, l’Asbl a pour fondateurs et administrateurs Warrick Cramer (photo : Tomorrow Street) et Omar Mir. Le premier, de nationalité australienne, a dirigé l’incubateur TomorrowStreet cofinancé par l’opérateur téléphonique Vodafone et l’incubateur public Technoport, lequel dépend du ministère de l’Économie. (TomorrowStreet SCA, qui accueille sept start-up, enregistre 73 000 euros de pertes en 2022 et 524 000 en 2021). Omar Mir serait un entrepreneur basé à Londres selon les statuts. L’asbl siège au 146 rue de la Pétrusse où opère déjà la société de conseil d’Etienne Schneider, Beta Aquarii, créée en 2020 juste après son départ du gouvernement. L’entreprise employant trois personnes a réalisé un chiffre d’affaires de six millions d’euros en 2022, pour un bénéfice de 3,4 millions et un impôt sur le résultat estimé dans les comptes à 1,1 million. pso

CSSF : Nee sous X

La Commission de surveillance du secteur financier n’a plus de compte X (ex-Twitter) depuis le 19 octobre, a informé le régulateur lundi. Les services de Claude Marx ont décidé de désactiver le compte X car la firme détenue et dirigée par Elon Musk « ne semble pas vouloir se conformer aux obligations imposées par le Digital Services Act (DSA),

notamment en matière de lutte contre la désinformation et la diffusion de contenu illicite ». « La CSSF ne souhaite pas faire partie d’un tel environnement et a décidé de cesser toute forme de communication sur cette plateforme », poursuit le secrétariat général dans son courriel au Land. Pour communiquer vers l’extérieur, le régulateur privilégie son site internet et LinkedIn. Une présence sur Instagram est Facebook est assurée pour l’outil d’éducation financière lëtzfîn. pso

Shifty Business

« La grande évasion continue » titrent *Le Monde* et *Libération*, alors que *Le Figaro* choisit « Comment l’évasion fiscale offshore a été divisée par trois », et que la *Süddeutsche* lance un « Geht doch » satisfait. L’Observatoire européen de la fiscalité vient de publier son premier *Global Tax Evasion Report*, et la presse européenne ne sait trop si le verre est à moitié-vide ou à moitié-plein. Une chose est certaine : L’évasion fiscale de la vieille école a été broyée par l’échange automatique d’informations instauré en 2017. Alors qu’en 2007, plus de 90 pour cent des avoirs parqués dans des juridictions offshore n’étaient pas déclarés, cette part n’est plus que d’un quart aujourd’hui, estime l’Observatoire. La *Süddeutsche* y voit un signe d’optimisme : « Politik kann höchst komplexe Probleme lösen ». Pendant ce temps-là, l’optimisation fiscale (a priori légale) des entreprises

multinationales continue allègrement. Le rapport évoque « une zone grise juridique entre l’évitement et l’évasion ». Le montant des profits « shiftés » vers des paradis fiscaux est estimé à mille milliards de dollars (soit plus de dix fois le PIB du Luxembourg).

L’Observatoire est dirigé par Gabriel Zucman, la bête noire de la place financière depuis dix ans maintenant. En 2013, l’économiste français avait qualifié le Luxembourg de « plateforme hors sol pour l’industrie financière mondiale », estimant qu’« aucun État n’est allé aussi loin dans la commercialisation de sa souveraineté ». Et d’enfoncer le clou : À défaut d’une coopération « pleine et entière », le pays devrait être exclu de l’UE. En 2020, Zucman (dans un livre coécrit avec Emmanuel Saez) critiquait la règle de l’unanimité en matière fiscale qui conduirait à une situation, où 600 000 Luxembourgeois « peuvent dicter leur volonté à 500 millions d’Européens ». Le Luxembourg n’est pas vraiment sur le devant de la scène dans le *Global Tax Evasion Report*. À peu près cinquante milliards de dollars de profits ont été transférés au Luxembourg. C’est énorme, mais en-dessous des concurrents néerlandais et irlandais qui en captent plus de 140 milliards chacun.

Le rapport met l’accent sur les « preferential personal income tax regimes », dont il estime le déchet fiscal à 7,5 milliards d’euros. À la

page 58 du rapport, on apprend que la prime participative et le « régime impatrié » ont coûté 21 millions d’euros à l’État luxembourgeois en 2021. Par ce mécanisme, 1 084 « talents » ont bénéficié d’un *tax break* d’environ 20 000 euros. C’est moins que la moyenne européenne (34 300 euros), mais plus que ce qu’accordent la France (14 000) ou la Belgique (5 600) aux cadres impatriés. La Grèce et l’Italie se montrent extrêmement généreuses, avec 157 000 respectivement 128 000 euros par tête.

Au Luxembourg, le nombre de bénéficiaires devrait augmenter en 2023, le seuil d’éligibilité ayant été abaissé de 100 000 à 75 000 euros. Le régime d’impatrié permet de déduire fiscalement les dépenses de logement, de déménagement, d’achat de meubles ou d’appareils électroménagers, ainsi que les frais de scolarité. Un traitement de faveur qui s’arrête à la huitième année. Dans son programme électoral, le DP promet de rendre « encore plus attractifs » les régimes pour expats. Ceux-ci ont pallié l’abolition du régime des stock-options, arme de défiscalisation massive introduite par Jean-Claude Juncker en 2002, élargie en catimini par Luc Frieden en 2012 et abolie par Pierre Gramegna en 2021. Quant aux « talents » faisant tourner les chantiers, les cuisines et les crèches, ça ne s’appelle pas « impatrié » mais « immigré/e », et ça n’a pas droit à un régime fiscal spécial. bt

Confraternellement vôtre

Au cours d’une conférence de presse organisée mercredi, au rez-de-chaussée du tribunal de Luxembourg, le bâtonnier Pit Reckinger (photo : Sven Becker) a présenté les « dix points » que le Barreau aimerait retrouver dans le chapitre Justice du programme de coalition 2023-2028. Un exercice inédit, selon le patron de l’ordre qui compte aujourd’hui 3 700 ouailles. Pit Reckinger, confrère et collaborateur de Luc Frieden (le formateur figure toujours sur elvingerhoss.lu en tant que *Of Counsel*, et non plus associé) ne postule cependant pas à un traitement de faveur et s’attend à ce que les propositions du Barreau soient traitées comme celles des autres associations qui en soumettent. La bâtonnière sortante, Valérie Dupong, souligne en sus que quasiment tous les Premiers ministres du Luxembourg depuis la Seconde Guerre mondiale

ont été avocats. Sur la liste où figurent notamment des attentes en matière d’accès à la justice ou des réformes du droit de la famille, émergent des propositions d’ordre économique qui pourraient parler à l’ancien président de la Chambre de commerce. Le barreau souhaite voir créées des chambres spécialisées en matière financière, dans les domaines des fonds d’investissement et de la fiscalité notamment, « mais aussi en matière de criminalité financière ». « L’usage de la langue anglaise comme langue de procédure sera mis à l’étude », écrivent les avocats, habitués à tenir la plume. Le Barreau veille aussi sur la compétitivité du pays et espère une « modernisation constante du cadre législatif », notamment autour du droit des sociétés, des asbl, des fondations, du secteur financier ou de la blockchain. pso

Le ministère maudit

Bernard Thomas

Le CSV a convié deux invités-surprises au groupe de travail Logement, le DP en a confié la présidence à Lydie Polfer

Alex Donnersbach et Kim Felten, deux trentenaires de la CSJ, se sont retrouvés ces derniers jours au groupe de travail « Logement (y compris l'accélération des procédures) » instauré dans le cadre des négociations de coalition. L'avocat en droit administratif et l'agent immobilier ont déjà eu l'occasion de discuter immobilier par le passé. En mars 2021, lors d'un congrès de la CSJ, Donnersbach présentait une résolution appelant le gouvernement à freiner la hausse des prix à quatre pour cent par an. Avec Philippe Frieden (fils de Luc Frieden), Kim Felten discrédita l'idée comme « planification économique », incompatible avec « les valeurs » du CSV. Le congrès se rallia majoritairement à l'avis Frieden/Felten, et finit par rejeter la résolution. Quatre ans plus tard, Donnersbach se retrouve dans le rôle de co-président (à côté de Lydie Polfer) du groupe de travail Logement, rapportant directement à la plénière des négociations de coalition.

Kim Felten a travaillé quelques années comme instituteur dans sa commune natale de Hesperange, avant de se lancer, en 2018, dans l'immobilier, en fondant l'agence Hektar Sàrl. Parmi les premiers associés figure sa compagne, Axelle Feider, fille du numéro trois du groupe Giorgetti, Paul Feider. Comptant trois employés, Hektar ne fait pas de la promotion immobilière ; c'est une petite agence parmi des centaines d'autres, spécialisée dans la vente d'objets « haut standing ». Avant de faire son entrée dans l'antichambre des négociations de coalition, l'agent immobilier avait déjà contribué au chapitre logement (« Een Doheem fir jidderren ») du programme électoral du CSV. Actif à la CSJ depuis presque une décennie, Felten n'a pourtant jamais percé en politique. Il s'était classé dixième aux communales de 2017 à Hesperange, loupant de deux places un mandat de conseiller.

Face à Felten, l'échevin de Walferdange Donnersbach fait (presque) figure de marxiste. En amont des législatives, la CSJ qu'il préside cosignait un communiqué avec les jeunes du LSAP, du DP et des Verts, dans lequel les quatre partis faisaient l'éloge du « Wiener Vorbild ». L'État devrait ainsi racheter « jusqu'à 1 500 logements » aux promoteurs privés. (Il en a jusqu'ici acquis un peu plus de 200, les promoteurs se montrant réticents.) Pour inciter les « Großgrundbesitzer » à développer leurs terrains, l'impôt de mobilisation devrait être « substantiellement » accéléré et augmenté. Le communiqué fournissait une énième illustration que le consensus politique s'est déplacé à gauche, du moins sur la question immobilière.

Une autre invitée surprise a été conviée par le CSV au groupe de travail « Logement » : Sylvie Hansen. L'encartée au CSV est bien connectée dans le parti : parmi ses six frères et sœurs se trouve l'eurodéputé devenu ministrable, Christophe Hansen. (Son mari est le directeur de la Fedil, René Winkin, petit-fils d'un député nordiste du CSV.) Mais Sylvie Hansen est surtout une ancienne *insider* du monde de la promotion immobilière, quelqu'un qui connaît les astuces du métier. Pendant trente ans, elle a été la lieutenant de Nico Arend, le roi discret du foncier (d'après le *hitparade* officiel établi par l'Observatoire de l'habitat). Elle a contribué à l'ascension de Nico Arend, passé de fils d'« un très petit paysan » de l'Ösling à nabab de la brique, doté d'un réseau dans les milieux financiers et politiques (surtout au sein du DP). À la fin 2022, Sylvie Hansen a démissionné du groupe Arend & Fischbach. (*Reporter* parlera d'un « clash » avec le fondateur.) Elle dit avoir fait un *cut* avec le business de l'immobilier. Reconvertie en « consultante fit4digital », elle assure ne pas compter de promoteur parmi ses clients.

Les « experts » du CSV sont encadrés par les deux députés Elisabeth Margue et Marc Lies. La première apparaît comme la nouvelle femme forte au sein du parti, et pourra prétendre à un ministère prestigieux. Le second se rêve en ministre du Logement depuis dix ans au moins. Relégué sur les bancs de l'opposition, le député-maire de Hesperange était un opinaire adversaire de Henri Kox. Il a surtout endossé le rôle de champion des boomers multipropriétaires qu'il a désignés, en octobre 2022, par une longue périphrase sur *RTL-Radio* : « Eng ganz Rëtsch Leit – och aus der Mëttelelschicht – déi viru Joren, vu que dass se sech verschidden Erspurnisser zougeluecht hunn, dat dann an de Steen investéiert hunn, am gudden Dengen fir effektiv um Locatiounsmaart do verschidde Leit eng Wunneng ënnert abordable Konditiounen kënnen zoukommen ze loosse... »

Avec Marc Lies et Lydie Polfer, l'autonomie communale a été approchée avec un maximum de « pragmatisme » au sein du groupe de travail. Construire « plus vite, plus dense, plus haut » ; Luc Frieden a passé les derniers mois à ressasser son *speaking point*. Encore en juillet 2021, Lies s'était insurgé contre une densification (imposée par le Pacte Logement 2.0) : « Il faut en outre craindre que les logements avoisinants perdent de la valeur, si les bâtiments nouveaux sont à densité plus élevée ». Le programme du CSV reste éminemment vague sur le rôle des communes, ne dépassant pas le slogan « Staat a Gemengen zesummen ». Or, si le formateur prenait au sérieux ses promesses de campagne (en matière urbanistique mais aussi énergétique), il devrait restreindre l'autonomie communale. Ayant le Syvicol dans sa poche, le CSV est le parti le mieux outillé pour oser un tel affront, cela pourrait être son moment « Nixon goes to China ».

Le DP a dépêché deux *heavyweights* politiques, Lex Delles et Max Hahn, dans le groupe de travail, leur adjoignant les deux quasi-députés Barbara Agostino et Patrick Goldschmidt. Mais c'est Lydie Polfer qui, en tant que coprésidente du groupe de travail, veillera au grain. « La Ville ne désire pas densifier davantage son tissu urbain », faisait-elle noter dans son Plan d'action local Logement. À trois jours des élections, elle récitait son crédo sur *RTL-Télé* : Les politi-



Le CSV délègue Elisabeth Margue et Alex Donnersbach, au groupe de travail Logement

En 2021, Alex Donnersbach présenta une résolution au congrès CSJ visant à freiner la hausse des prix à quatre pour cent par an. Kim Felten discrédita l'idée comme « planification économique ». Ils se retrouvent aujourd'hui dans le groupe de travail Logement préparant l'accord de coalition.

ciens devraient arrêter de répéter qu'il faut construire plus haut car « même le plus simple [och den Einfachsten] » comprendrait qu'il ferait dès lors mieux d'attendre avant de mobiliser son terrain. La maire s'opposait ainsi (une nouvelle fois) à la ligne officielle de son parti qui veut « motiver » les communes à construire plus densément que ce qui est prévu dans leur PAG.

Polfer a toujours réussi à défendre ses prérogatives. Elle est en bonne position pour continuer à peser. Les trois réunions du groupe de travail Logement se sont ainsi tenues au Knuedler. Reboostée par son score aux communales et son pari gagnant sur le CSV, l'éternelle maire de la Ville a réussi à se repositionner au centre de l'échiquier politique. En 1993, elle avait rencontré un jeune diplômé de Harvard et de Cambridge venu sonder ses opportunités de carrière au DP. Trente ans plus tard, elle siège avec lui au château de Senningen négociant la distribution des postes de pouvoir.

Le programme du DP promet de « mobiliser immédiatement les terrains appartenant à l'État et aux communes ». La Ville de Luxembourg en possède 87,5 hectares. Face au *Land*, Polfer rappelait récemment que la plupart étaient entre les mains de la Ville « depuis toujours, au moins depuis le plan Vago de 1967 », et que leur mobilisation serait un processus de longue haleine... « Une chose après l'autre ». En matière de logement, elle décrivait son approche comme « extrêmement réaliste », mettant en garde contre les innombrables embûches procédurières et judiciaires qui guettent à chaque étape. Les services de la Ville ne sont pas réputés pour leur rapidité. Les promoteurs se plaignent amèrement de l'impossibilité d'avoir un rendez-vous, et des mois qui peuvent s'écouler avant de recevoir une réponse à de simples questions techniques.

Finalement, il n'aura fallu que trois réunions au groupe de travail pour accomplir leur tâche. Les discussions ont été peu animées. L'exercice s'est borné à une comparaison des deux programmes qui, sur ce point comme sur d'autres, ne diffèrent que marginalement. (Les arbitrages et marchandages se feront en plénière, au château de Senningen.) Les convergences programmatiques sont multiples. Les libéraux comme les chrétiens-sociaux plaident pour une extension des périmètres constructibles. (Contrairement au CSV, le DP précise que ces terrains reclassés devraient être « exclusivement constructibles » pour des logements publics.)

Durant la campagne, le CSV et le DP avaient tous les deux désigné le ministère de l'Environnement (c'est-à-dire les Verts) comme principal bouc émissaire de la crise du logement. Dans leur programme, les libéraux fustigeaient des « unnötig restriktive Gesetze » comme « chicaneries » et « arbitraires ». Les chrétiens-sociaux proposaient de limiter les compétences de l'Environnement aux zones vertes. Bettel ne s'adonnait pourtant pas à du *green bashing*, à l'inverse de Frieden qui en faisait son fonds de commerce, ayant correctement identifié le maillon faible du Bloc des gauches. (Lydie Polfer passait, elle, par le sous-entendu : « Ech wëll net déi eng oder aner Administratioun nennen, mee mir kennen se... »)

Les investisseurs privés peuvent déjà se réjouir de quelques doses de stimulants fiscaux. Durant la campagne, Luc Frieden avait mis sur la table le rétablissement intégral de l'amortissement accéléré, bien que cette proposition ne figurait pas dans le programme de son parti. Cette revendication des promoteurs, qui passait pour irrédentiste il y a quelques mois encore, pourrait donc finir par passer, ce qui explique les mines réjouies de Marc Giorgetti et Roland Kuhn le soir des élections dans RTL-City.

Le précédent gouvernement CSV-DP avait, en 2002, introduit ce dispositif ultra-favorable, qui permet aux multipropriétaires de défisaliser quasi-intégralement les loyers perçus. Les jeunes primo-accédants se retrouvaient face à des investisseurs fiscalement dopés ; une concurrence déloyale qui avait jeté de l'huile sur la flamme des prix. (En dix ans, les promoteurs multipliaient leur excédent brut d'exploitation par presque huit.) Il fallut attendre 2020 pour que le mécanisme soit enfin déceléré. (Gramegna voulait l'abolir intégralement, mais se heurta à la résistance au sein du DP.) En octobre 2022, Yuriko Backes donna un nouveau coup de vis. L'amortissement accéléré serait devenu « un outil d'évitement fiscal », estima-t-elle, et ne pourra dorénavant plus qu'être utilisé « deux fois dans la vie ». Mais alors que la production de nouveaux logements est moribonde, le CSV mise sur un choc de la demande. Quitte à artificiellement maintenir les prix à un niveau élevé, et à retarder une correction. (Durant la campagne, Henri Kox était le seul à dire ce que peu d'électeurs voulaient entendre : « De Präiss muss erofgoen ! ») Le nouveau gouvernement distribuera sans doute quelques avantages fiscaux aux investisseurs. La forme qu'ils prendront sera tranchée en plénière, au château.



Le DP a confié la coprésidence du groupe de travail Logement à Lydie Polfer (ici avec Anne Kaiffer et Max Stoffel)

Frieden le formateur donne des ailes à certains. Le manager de Firce Capital, Romain Muller, s'est ainsi rendu à la matinale de *RTL-Radio* pour expliquer aux auditeurs ensommeillés que le « Wunnengsmarché jätzt no méi Investoren », surtout « ces grands fonds immobiliers allemands ou anglais » qu'il faudrait attirer au Luxembourg par des avantages fiscaux. La revendication va bien au-delà du consensus socio-politique, puisqu'elle ferait chuter le taux des propriétaires et augmenter le segment de location premium.

Henri Kox aimait évoquer sa « partition ». Il était très peu doué à la donner en récital. Comme un élève stressé, il se fourvoyait dans les détails techniques, ne réussissant pas à transmettre une vision politique, ni même de l'empathie. Comme d'autres ministres verts, il dissertait avec la ferveur du solutionniste. Magnanimes, certains de ses adversaires politiques concèdent aujourd'hui que le ministre malheureux a fait preuve de zèle. Dans *Wunnen : Tout reste affaires*, l'économiste iconoclaste Samuel Ruben passe six pages à faire l'inventaire (non-exhaustif) des initiatives de Gambia I et II : [...] oser dire, ou laisser croire, que rien n'a été fait pour (tenter de) résoudre les problèmes d'accès au logement au Luxembourg depuis 2013 relève de l'injuste procès de mauvaise intention, voire de la filsdéputerie la plus absolue ! »

L'Observatoire de l'habitat a posé de nouvelles bases empiriques permettant au débat de s'extirper du moralisme junkérien. Son programme de recherche est fixé jusqu'en 2025, apprend-on au ministère. Mais on verra si la Reconquista CSV va s'accompagner d'un musèlement des recherches qui avaient fortement déplu à certains. Quant au fond, ni le CSV ni le DP ne veulent démanteler la politique « koxienne ». Les libéraux virent même dans l'hyperbole, annonçant « une offensive publique de construction de logements comme le Luxembourg n'en a encore jamais connu ». Même Marc Lies en convient : « Ons Ziler si genee déi selwecht », lança-t-il à l'adresse de Kox à trois jours des élections.

Le CSV a beau fustiger le Pacte Logement 2.0 comme « Verhinderungs-Paket » : Il sait que son article 29bis, qui oblige les promoteurs à céder dix à vingt pour cent des surfaces construites à la main publique, assurera une rente régulière de logements abordables. Le successeur de Kox pourra s'en approprier l'héritage. Le sort du ministre maudit résonne comme un *cautionary tale*. Accepter le seul ressort du Logement, cela s'apparente à un acte de suicide politique. Ce n'est que tardivement que Henri Kox a commencé à souligner qu'il était en fait ministre du Logement social (ce qui était d'ailleurs la dénomination officielle dans les *eighties*), et qu'il ne pouvait être tenu responsable de l'explosion des prix sur le marché privé. En amont des élections, le DP évoquait un super-ministère, dans lequel seraient intégrées certaines divisions de l'Intérieur et de l'Environnement. L'idée paraît peu réaliste. Car un tel remaniement interministériel prendra la moitié d'un mandat à mettre en place. L'option plus probable est celle d'un ou d'une ministre cumulant (au moins) le Logement et l'Intérieur. Le dernier à avoir porté cette double-casquette était Jean Spautz de 1979 à 1995. ●

Souvenirs de 1973

Georges Canto

L'extension de la crise au Proche-Orient peut avoir des conséquences économiques majeures



Le choc pétrolier de 1973 avait provoqué, le 25 novembre, le premier dimanche sans voiture à Luxembourg et dans d'autres capitales européennes

Le 16 octobre 1973, soit dix jours après le déclenchement de la guerre du Kippour, les pays arabes membres de l'Opep (organisation des pays exportateurs de pétrole) réunis à Koweït décrétaient, en guise de rétorsion contre les pays occidentaux alliés d'Israël, une hausse immédiate des prix du pétrole de 70 pour cent (suivie fin décembre d'une nouvelle forte augmentation) et une baisse de leurs livraisons. La décision a provoqué une multiplication par 4,5

du prix du baril et entraîné le monde entier dans une grave crise économique qui mit un terme aux fameuses « Trente glorieuses ». Exactement cinquante ans plus tard, la violente attaque du Hamas contre Israël a fait ressurgir le spectre d'un choc pétrolier majeur, qui s'ajouterait aux deux chocs que l'économie mondiale a connus en moins de quatre ans (pandémie et guerre en Ukraine) et dont elle ne s'est pas encore remise.

A priori, des opérations militaires limitées à la bande de Gaza, ou même élargies aux territoires palestiniens, n'auraient guère de conséquences économiques pour la planète. Il en irait tout autrement si, notamment en raison des liens étroits entre le Hamas et le Hezbollah d'un côté et la République islamique d'Iran de l'autre, le conflit s'étendait à d'autres pays de la région, laquelle concentre quarante pour cent de l'offre mondiale de pétrole. L'Iran à lui seul, dont la production a beaucoup augmenté au cours des derniers mois pour atteindre quatre pour cent de la production mondiale, détient aussi douze pour cent des réserves de la planète.

Lors de la présentation des *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI (établies avant le 7 octobre) son économiste en chef, le Français Pierre-Olivier Gourinchas, a rappelé qu'une hausse durable de dix dollars du prix de baril de pétrole pourrait coûter 0,15 point de croissance du PIB mondial. On imagine qu'un embrasement du Moyen-Orient se traduirait par une envolée des prix bien plus importante avec des effets déléteres sur une croissance mondiale déjà revue à la baisse pour cause d'inflation et de hausse des taux.

Jusqu'à présent la situation sur le front du pétrole n'a pas de quoi inquiéter. Le baril de Brent est certes passé de 84,07 dollars le 5 octobre à 92,38 euros le 19 octobre, soit une hausse de près de dix pour cent, plutôt modérée par rapport aux craintes, et le prix est retombé à 88,07 dollars le 25 octobre*. Aucun impact non plus sur les flux pétroliers, selon l'Agence internationale de l'Énergie (IEA) qui s'attend toujours à ce que la production mondiale augmente de 1,5 million de barils par jour cette année, et de 1,7 million en 2024, pour atteindre de nouveaux records.

Selon une étude de la banque Lombard Odier, les pays du CCG (Conseil de Coopération du Golfe) menés par l'Arabie saoudite et dont trente à cinquante pour cent du PIB dépendent du secteur des hydrocarbures, cherchent à contenir l'escalade régionale car ils n'ont aucun intérêt, malgré les apparences, à une hausse brutale et excessive du prix du baril. Celle-ci accélérerait la tendance mondiale à l'électrification alors que leurs propres efforts de diversification sont loin d'être achevés. La situation se présentait mal également du côté du gaz naturel, car cinq pays de la région (Iran, Qatar, Arabie saoudite, Égypte et Émirats arabes unis), dont les deux premiers cités soutiennent financièrement le Hamas, se classent parmi les quinze premiers producteurs mondiaux et détiennent une part de marché cumulée de 16,8 pour cent. Mais là aussi, après une hausse de 6,6 pour cent entre le 7 et le 11 octobre sur le New York Mercantile Exchange, une détente a été observée de sorte que le 25 octobre le prix était revenu à son niveau d'avant crise.

Un nouveau drame se joue au Proche-Orient cinquante ans après la guerre du Kippour et le choc pétrolier

Quant aux marchés financiers, ils semblent exclure un scénario défavorable et n'ont guère été affectés, contrairement au fort recul enregistré lors de l'agression russe contre l'Ukraine en février 2022. Leur baisse récente est liée à d'autres facteurs. Le VIX, appelé également « indice de la peur » (il s'agit en fait d'un indicateur de volatilité du marché financier américain, établi quotidiennement à partir du prix des options d'achat et de vente sur le S&P 500) a logiquement augmenté à partir du 7 octobre tout en restant à un bas niveau. Il a recommencé à baisser le 20 octobre pour retrouver cinq jours plus tard son niveau d'avant la crise. Seul le prix de l'or, qui a pris 8,3 pour cent en deux semaines, trahit l'inquiétude des investisseurs.

L'évolution de la situation est largement dépendante des réactions qui suivront l'offensive terrestre envisagée par Israël dans la bande de Gaza, sachant que l'Iran a déjà évoqué explicitement une « action préventive » si l'État hébreu mettait ses plans à exécution. Le cabinet canadien BCA Research a présenté des prévisions chiffrées plutôt pessimistes. « La réaction d'Israël ne devrait pas rester confinée à la bande de Gaza. Nous estimons la probabilité de l'extension de ce conflit dans les douze mois à 70 pour cent. La guerre devrait probablement s'étendre au Liban et en Syrie, d'ici à l'élection présidentielle de 2024 aux États-Unis. Elle pourrait même concerner l'Iran », estime Matt Gertken, le responsable de la stratégie géopolitique de l'institut, qui évalue à 31 pour cent la probabilité d'un nouveau choc pétrolier.

Pour les experts de Bloomberg Economics, le Brent risque alors de s'envoler jusqu'à 150 dollars le baril, soit plus haut que le pic de 139 dollars atteint le 8 mars 2022 peu après l'agression russe en Ukraine. Par rapport au cours du 25 octobre, cela représenterait une hausse de 70 pour cent, comparable à celle d'octobre 1973 mais inférieure à celle constatée en 1990 après l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990 (+ cent pour cent). Sur les marchés financiers, le VIX dépasserait les quarante pour cent (ce qui ne s'est produit que huit fois depuis 1986 dont deux fois en 2020 pour cause de pandémie) et les bourses seraient en proie à une vague de panique.

L'impact indirect serait considérable car, selon Bloomberg Economics, « un choc pétrolier de cette ampleur ferait échouer les efforts déployés pour maîtriser la hausse des prix » qui, au niveau mondial,

pourrait remonter à 6,7 pour cent l'année prochaine. Dans ce cas de figure les banques centrales devraient poursuivre leurs hausses de taux et plomber encore davantage la croissance mondiale qui tomberait à 1,7 pour cent (-1 point de pourcentage par rapport aux estimations d'avant-crise selon les experts de Bloomberg). Même si le scénario noir n'est pas le plus probable, le FMI et la Banque mondiale, lors de leurs assemblées annuelles qui se sont tenues du 9 au 15 octobre à Marrakech ont considéré que le conflit entre Israël et le Hamas constituait un « nouveau nuage dans un horizon déjà peu ensoleillé pour l'économie mondiale ».

Les organisations internationales et les gouvernements s'inquiètent beaucoup de la montée du risque géopolitique, difficilement maîtrisable par les acteurs économiques car non modélisable. Plusieurs organismes le mesurent néanmoins régulièrement. C'est le cas de BBVA Research, émanation de la banque espagnole éponyme. Selon la dernière version de son baromètre géopolitique, publiée le 18 octobre, les quatre pays suivis au Moyen-Orient (Israël, Arabie saoudite, Iran et Égypte) sont sans surprise entrés dans la « zone à haut risque ». Mais plusieurs pays européens sont aussi désormais en « zone à risque » comme la Turquie, pays musulman, proche de la zone de conflit et qui soutient les Palestiniens, ou la France qui abrite à la fois une importante communauté musulmane et la principale diaspora juive en Europe. Parmi les autres pays, des tensions géopolitiques ont également été perçues en Argentine (100 000 juifs originaires de ce pays vivent en Israël), au Brésil et en Australie.

L'assureur-crédit français Coface se prête aussi à l'exercice. Dans un document publié le 17 octobre, mais avec des données relatives au troisième trimestre 2023, donc ne prenant pas en compte le conflit au Proche-Orient, il observe que dans près des deux tiers des pays – 101 sur 160 analysés – le risque politique est plus élevé que l'an passé et, chez 97 d'entre eux, il est supérieur aux niveaux d'avant la pandémie. Par voie de conséquence, Coface a relevé l'estimation de son indice synthétique de risque politique mondial, créé en mars 2017, qui dépasse sa valeur pré-Covid et atteint un niveau record. « Montée des populismes, agitation sociale, conflits, terrorisme, protectionnisme se conjuguent pour déprimer l'activité » indiquent les auteurs du rapport. Ces éléments, en partie imprévisibles, se greffent sur une conjoncture économique morose et conduisent à envisager une croissance de seulement 2,2 pour cent en 2024. En cela, Coface est plus pessimiste que le FMI qui prévoit 2,9 pour cent. Mais ces chiffres n'ont rien de catastrophique et prouveraient, pour certains experts comme l'éditorialiste économique du quotidien français *Les Echos*, Jean-Marc Vittori, qu'il ne faut pas désespérer. « Car ce qui est au fond frappant dans l'incroyable série de drames de ces dernières années, écrit-il, c'est la résistance, la résilience pour reprendre un mot à la mode, de l'économie ». ●

Le dollar résiste

Un choc pétrolier aurait-il un impact sur le dollar ? L'institut canadien BCA Research a recensé vingt-deux crises majeures du Proche et Moyen-Orient depuis 1973, qui ont duré de quelques jours à plusieurs mois. À chaque fois, le billet vert a connu une baisse, car l'envolée des prix du pétrole qui a suivi ces épisodes accroissait les risques de récession et d'inflation, aux États-Unis et dans le monde. Ses plus fortes baisses, supérieures à dix pour cent, avaient été enregistrées lors de l'invasion du Koweït par l'Irak (1990) et de la deuxième guerre du Golfe (2003). Mais un mois après la fin de ces vingt-deux crises, le dollar était revenu à la stabilité et trois mois plus tard en moyenne, il progressait à nouveau. En 2023, sauf en cas de scénario catastrophe, la monnaie américaine ne devrait pas trop subir les conséquences d'un choc pétrolier.

En dehors du fait que les États-Unis sont devenus indépendants sur le plan énergétique, deux facteurs devraient jouer en sa faveur. Les périodes de crise profitent traditionnellement aux actifs sûrs et liquides comme les T-bonds (d'où une demande accrue de dollars pour y souscrire). Le dollar est aussi la monnaie dans laquelle sont libellés les achats d'armes et de matériel militaire. En 2022, les exportations américaines ont atteint 206 milliards de dollars. Nul doute qu'une augmentation des tensions géopolitiques au niveau mondial accroîtra ce montant en 2023 et surtout en 2024. Depuis un mois et malgré la crise au Proche-Orient, le dollar est resté remarquablement stable par rapport à l'euro (si l'on exclut des variations quotidiennes parfois assez fortes). Une extension du conflit, avec une implication même modeste des États-Unis, pourrait néanmoins avoir d'autres conséquences. gc

*toutes les données présentées sont celles du 25 octobre

DIE KLEINE ZEITZEUGIN

Die Geste

Michèle Thoma

Bei so etwas muss ich weinen. Das ist genauso unkontrollierbar und unabsichtlich, wie es vielleicht oder wahrscheinlich die Geste war. Die kam aus tiefstem Herzen, so schien es. Aus einer Tiefe.

Darf ich, die ich weit weg von all dem Horror bin und keine Israelin und keine Jüdin und keine Expertin in nichts, schon gar nicht im sogenannten Nahost-Konflikt, mein vollkommen unqualifiziertes Berührtsein zur Sprache bringen? Mein einfach nur menschliches Berührtsein?

Wo diese Geste in Israel so stark kritisiert wurde. Die alte Frau, die Jüdin, die dem jungen Mann, dem Palästinenser die Hand reicht. Wie konnte man das medial derart krude präsentieren? Dann das ganze ungecoachte Interview, eine den Fernsehkameras ausgelieferte frisch entlassene greise Geisel, die beinahe mit Zuneigung über ihre Wärter spricht. Welch ein PR-Desaster, was für eine Hamas-Publicity! PR-Expert/innen zeigten sich entsetzt über das ihrer Meinung nach unprofessionelle Vorgehen, in den sozialen Netzwerken herrschte Fassungslosigkeit.

Das ist nachvollziehbar. Nach dem Schock den dieses Land erlitten hat, nicht der Moment für ausgewogene Debatten. Vielleicht wird man der Frau zugutehalten, dass sie alt ist. Und das mit verwirrt gleichsetzen. Dass sie traumatisiert ist. Dass sie verängstigt ist. Dass sie die Dankbarkeit von Gekälten und Unterjochten bei der geringsten Anwendung von Menschlichkeit des Unterdrückers zeigt. Dass sie vom Stockholm Syndrom befallen ist. Und die Geste so erklären. *Entschuldigen*. Oder hat es damit zu tun, wird gemutmaßt, dass ihr Mann noch in den Händen derer ist?

Einem von denen reichte sie die Hand. Die Hand reichen. Eine uralte Geste. Die Geste von Willkommens- und Abschiedgruß. Die Geste derer, die sich auf Augenhöhe begegnen. Von Partner/innen. Von Fair Play und Grundvertrauen und Anerkennung. Die Geste der Friedfertigen und Unbewaffneten. Die Geste der Versöhnung. Geht sie von einer alten Frau aus, wird auch Güte, Weisheit, Mütterlichkeit mit ihr verbunden. Großmütterlichkeit. Sie, die alte Frau, reicht dem jungen Mann, vermutlich einem Muslim, die Hand. Er zieht sie nicht zurück.

Shalom, sagte sie leise. Shalom, die hebräische Grußformel die Frieden und Wohlergehen heißt. Oder war es Salam? Die Bedeutung ist nahezu die gleiche.



Yocheved Lifschitz nach ihrer Freilassung

Ich danke der Frau, die durch die Hölle ging

Vielleicht war sie einfach überfordert, von allem was sie durchgemacht hat, wer wäre es nicht? Nach dem Terror und dem Tunnel ins Scheinwerferlicht. Vielleicht war die Geste nur ein Reflex. Und wenn. Ein schöner Reflex jedenfalls, der Reflex eines schönen Menschen. Einer Friedens- und Menschenrechtsaktivistin, die sich ihr Leben lang für Frieden mit Palästina einsetzte. Die gar nicht anders kann. Meine Mutter ist einfach so, sagte ihre Tochter.

Diese Geste ist jenseits. Jenseits von unserm Gut/Böse-Denken, von unserm blutigen Schwarz-Weiß-Denken. Jenseits von Auge um Auge und

Zahn um Zahn, bis endlich alle blind und zahnlos und endlich total tot sind.

Islam, Judentum, wen interessiert das? schreit eine Frau in den Betontrümmern von Gaza. Wo bleibt die Menschlichkeit? schreit sie. So lange es Menschen wie Yocheved Lifschitz gibt, ist Israel nicht verloren, postet eine Leserin von *Haaretz*. Auch solche Stimmen gibt es.

Imagine! In dieser israelischen Nacht hat etwas aufgeleuchtet. In dieser kleinen Bewegung, der Bewegung auf den andern zu hat etwas aufgeleuchtet. Diese Menschenmöglichkeit.

Vielleicht wirkt es kitschig, naiv, bestenfalls ahnungslos, anmaßend vor allem wenn eine Nicht-Israelin, Nicht-Jüdin und Nicht-Palästinenserin diesen zarten, kostbaren Moment feiert, den so viele Bürger/innen Israels als Zumutung empfinden.

Aber diese kleine Geste ist dermaßen groß. Und genau diese Gesten brauchen wir, wir alle, Gesten der Zuversicht, Gesten der Hoffnung. Vielleicht ist eine Alte Frau gerade die Richtige, um sie zu vermitteln.

Ich danke der Frau, die durch die Hölle ging und das Paradies in uns aufblitzen ließ. Ich verbeuge mich vor Yocheved Lifschitz. ●

ZU GAST

Die Jugend in den Koalitionsverhandlungen

Die DP ist die Gewinnerin der Parlamentswahlen. Sie gewann landesweit die meisten Stimmen und die meisten Sitze dazu. Außerdem erhielt Premierminister Xavier Bettel mehr persönliche Stimmen als der Spitzenkandidat der CSV.

Die DP und die CSV haben sehr schnell Verhandlungen aufgenommen. Im Schloss von Senningen und in den verschiedenen Arbeitsgruppen wird intensiv gearbeitet. Das ist auch gut so; unser Land kann es sich nicht erlauben, länger stillzustehen.

Als Vorsitzender der Jonk Demokraten freue ich mich außerordentlich, dass eine Reihe junger Kandidaten und Kandidatinnen direkt den Sprung auf den Krautmaart geschafft haben bzw. ins Parlament nachrücken werden, wenn die laufenden Koalitionsverhandlungen erfolgreich abgeschlossen werden.

Politik lebt vom Wandel. Der Wechsel sorgt für neuen Wind und frische Ideen. Dies gilt auch für das Nachrücken junger Abgeordneter. Sie müssen dann Mut und Initiative zeigen, um die Interessen der Jugend durchzusetzen.

Dazu gehört vor allem das Wohnen: Bereits vor dem Wahlkampf haben wir gemeinsam mit den Jugendorganisationen der CSV, der Grünen und der LSAP eine Reihe von Forderungen gestellt, um es jungen Menschen einfacher zu machen, eine Wohnung zu finden.

Daher fordern wir unter anderem staatliche Beihilfen, um junge Menschen kurzfristig beim Kauf oder beim Mieten einer Wohnung zu unterstützen. Vor allem aber fordern wir Strukturreformen, wie die Erhöhung und Beschleunigung der geplanten Mobilisierungssteuer, damit unbebaute Grundstücke innerhalb des ausgewiesenen Baulands schneller „mobilisiert“ werden können.

In unserem Wahlprogramm haben wir als Jonk Demokraten weitere Anstrengungen in den Bereichen Umwelt, Energie und Klima gefordert. So soll beispielsweise der Ausbau der Windenergie durch schnellere Verfahren auch hier in Luxemburg beschleunigt werden.

Michael Agostini ist Präsident der Jonk Demokraten

Auf dem Arbeitsmarkt herrscht derzeit ein Mangel an Handwerkern. Ein Grund dafür ist, dass sich immer weniger junge Menschen für eine Berufsausbildung entscheiden. Als Jonk Demokraten fordern wir, dass junge Menschen in einer Berufsausbildung die gleichen Chancen auf Studienförderung erhalten wie ihre Altersgenossen an der Universität.

Die Jonk Demokraten setzen sich außerdem für ein Recht auf Homeoffice ein, das Arbeitnehmern nur dann verweigert werden darf, wenn damit schwerwiegende Sicherheitsrisiken, unlösbare Planungsprobleme oder finanzielle Belastungen verbunden sind. Wir wollen den Menschen mehr Flexibilität verschaffen und ihnen damit weniger Zeit im Auto ermöglichen.

In der Politik werden oft die künftigen Generationen oder Kinder und Kindeskiner angeführt, für deren Zukunft die Politik Verantwortung übernehmen muss. Deshalb fordern die Jonk Demokraten, dass die Bedürfnisse der Jugend in den Koalitionsverhandlungen angemessen berücksichtigt werden. Für morgen, aber auch für heute! ● Michael Agostini

CHRONIQUES DE L'URGENCE

A69, déni occitan

Jean Lasar

Toulouse n'est pas encore relié à Paris par une ligne à grande vitesse (le TGV prend quatre heures alors qu'il ferait la distance en trois heures si elle existait), mais pour les autorités, tant régionales que nationales, il est impératif de construire une autoroute entre la Ville rose et la cité de Castres, à quelque 80 km à l'est, pour la « désenclaver » : c'est le rôle dévolu à l'A69, qui échauffe les esprits en France depuis des mois. Continuer de bétonner, d'artificialiser

les sols et de favoriser le trafic automobile en pleine crise climatique, tel est l'objectif affiché d'une partie des élus locaux, de la présidente socialiste du Conseil régional, Carole Delga, et de ses alliés écologistes dans cette instance, appuyés par le gouvernement.

Les défenseurs du vivant mènent la bataille à Paris, en jouant aux « écureuils » aux abords du ministère de la transition écologique, et sur place, en manifestant sur les lieux du tracé prévu. Pour eux, l'A69 est un projet climaticide et anachronique dont rien ne saurait justifier la réalisation. Christophe Cassou, climatologue au CNRS à Toulouse, membre du GREC (pendant régional du GIEC), résume en ces termes la situation, dans un entretien à *Libération* : « Le projet de l'A69 est emblématique car il coche toutes les cases de 'l'impossible bifurcation' ». Rendant compte d'une rencontre entre l'association Attecopol, un groupe de 200 scientifiques toulousains opposés au projet, et Carole Delga, il dit avoir rappelé que « sur la base des faits scientifiques, il n'y a pas d'arguments tangibles au regard des enjeux environnementsaux et sociaux pour justifier la construction de cette autoroute en 2023 ». La réaction de Madame Delga leur a fait comprendre que « de manière délibérée, et donc assumée, les faits

scientifiques sont soit minorés soit tout simplement non pris en compte ».

Les arbres jouent un rôle crucial dans cette confrontation. Comme il faut en abattre par centaines pour créer l'infrastructure autoroutière, les opposants s'y installent et mettent au défi les forces de l'ordre de venir les en déloger. Du côté de ceux qui veulent à tout prix achever l'autoroute, on avance la compensation carbone – consistant à replanter ailleurs autant d'arbres que ceux abattus – comme une façon raisonnable de tenir compte des dégradations environnementales. Une approche qui, selon Christophe Cassou, ne résiste pas aux faits : « La mortalité des forêts explose littéralement en ce moment à cause des chaleurs extrêmes (...) il n'y a rien de pérenne dans cette soi-disante compensation ».

Comme dans beaucoup d'autres endroits sur le globe, c'est bien une forme de déni climatique qui s'exprime ainsi dans le Sud-ouest. Piétiner la science et avancer de spécieux arguments économiques ou sociaux pour imposer la construction de nouvelles routes est malheureusement encore trop répandu. La « première loi des trous » est pourtant claire : « When in a hole, stop digging ». ●

D'GEDICHT VUN DER WOCH



Jacques Drescher

D'nei Chamber koum zesammen;
Et war nach net fir laang.
De Woltermisch souz uewen,
Mat Jonker op der Staang.

E war emol de Jéngsten,
Ganz fréier um Krautmaart.
Lo ass e schonn en Alen;
Seng Ried, déi huet e Baart.

Si stellen nach keng Froen;
Si leeschte just den Eed.
Mee Stonge fir ze sëtzen,
Déi gëtt et – wat eng Freed!

Si kënnen roueg schwieren
An hirem enke Krees,
A konnte vill versprechen –
't ass näischt méi an der Keess.



Macabres découvertes au kibboutz Beeri, le 15 octobre 2023

Dix jours après

Dr. Olivier Wolf

Tel Aviv, le 17 octobre 2023

Ma fille vient de fêter ses huit ans. Sous les missiles. Nous avons annulé la fête organisée de longue date, une fête à laquelle nous avions convié toutes ses copines. Elle était un peu triste, mais elle a compris. Et, heureusement, elle a eu des cadeaux. J'ai trouvé un magasin de jouets ouvert et une pâtisserie dans laquelle j'ai acheté un délicieux gâteau au chocolat. Mes parents sont venus du Luxembourg pour l'occasion. Et ma fille a pu souffler ses huit bougies. Son anniversaire a été sauvé, en quelque sorte.

Mais avant-hier soir, comme d'habitude lorsque la sirène nous informe qu'un missile vient d'être lancé sur Tel Aviv, nous nous mettons à l'abri. Comme d'habitude, nous retrouvons nos voisins sur le pallier, dans la cage d'escaliers – l'endroit le plus sécurisé de l'immeuble. Comme d'habitude ma fille regarde des « réels » sur YouTube. Quand soudainement, contrairement à l'habitude, elle se met à trembler, des mains d'abord, du reste du corps ensuite. Un tremblement qui dure à peu près une heure, une heure pendant laquelle un service psychologique d'urgence m'explique au téléphone qu'il peut s'agir d'une réaction normale en cas d'anxiété due au stress.

Dehors, pendant ce temps, il se met à pleuvoir. Une pluie soudaine et intense. Ma fille adore la pluie. Je lui propose de sortir. Nous sortons et dansons sous la pluie. Son petit frère se joint à nous. Mais, malgré l'air chaud, la pluie est froide. Nous dansons durant quelques minutes, et rentrons à la maison, trempés. Je lui prépare un bain chaud. En sortant du bain, ma fille va déjà un peu mieux, mais elle tremble toujours. Sa grand-mère la serre dans ses bras. C'est alors qu'une cousine – psychologue – nous appelle par Face-Time, et elles parlent de ce qui vient de se passer. La conversation dure un long moment. Elles effectuent des exercices qui aident à la calmer. Enfin, ses tremblements cessent.

Depuis près de deux ans – pour des raisons d'ordre personnel – j'ai arrêté de regarder le journal télévisé et je ne lis plus que modérément la presse, du monde en général et du Moyen-Orient en particulier. Et cela me faisait du bien que de me libérer des effets anxio-gènes des reportages, des commentaires, du rythme des journaux télévisés. Jusqu'au 7 octobre 2023. Cette journée maudite, où un massacre a été perpétré en Israël.

Je vis à Tel Aviv, avec mes deux enfants, dont c'est la ville natale et la maison. Et j'essaie de les protéger des nouvelles qu'il est pourtant impossible de fuir. Les nouvelles d'un carnage, d'un massacre prémédité, et perpétré avec une barbarie immonde. Je n'ai pas vu les photos et je ne veux pas les voir. Des familles entières brûlées vives dans leurs maisons. Plus de cent femmes, hommes, enfants, de tous âges, enlevés par des terroristes de la pire espèce. Des centaines de jeunes brutalement assassinés, alors qu'ils participaient à un festival de musique dans le désert. Des femmes enceintes tuées. Des

Le massacre du 7 octobre 2023 est un pogrom « à l'ancienne », motivé par les mêmes forces sombres. Désormais rien ne sera jamais plus comme avant. Les paradigmes qui définissaient l'équilibre au Moyen-Orient n'existent plus

bébés ont été assassinés. Des bébés assassinés ? Des bébés assassinés ! Et là, les mots cessent. Tout est dit.

Ou du moins tout devrait l'être. Mais est-ce vraiment le cas ? Je lis des discours de certains dirigeants qui relativisent ce qui s'est passé. Je lis des articles et des « posts » sur les réseaux sociaux qui, pour ne pas la justifier, du moins comprennent l'attaque contre ces enfants, et la voient comme faisant partie d'une réaction compréhensible contre la puissance colonisatrice. Alors pour la première fois et contrairement à mon tempérament, je voudrais faire part de mon opinion. Une opinion personnelle et brute, sous le choc du massacre du 7 octobre 2023.

Le 7 octobre 2023, le monde a changé. En tous cas le monde dans lequel je pensais vivre. Et, sans avoir vérifié mes propos quantitativement, je pense que celui de bien de juifs en Israël et de par le monde aura changé tout autant. Car le massacre du 7 octobre 2023 n'est pas le soulèvement d'un peuple opprimé face au colonisateur. Le peuple palestinien, qui souffre, n'a pas commis ce crime. Il s'agit d'un massacre perpétré contre des juifs par un régime dictatorial qui opprime son propre peuple au nom d'une idéologie meurtrière. Ce carnage est un pogrom. Non pas une nouvelle version du pogrom, mais bel et bien un pogrom. Le pogrom est une « attaque accompagnée de pillage et diffusion de sang contre des juifs » (« Pogroms », *Encyclopædia Judaica*, vol. 16, MacMillan, 2007, p. 279). Le massacre du 7 octobre 2023 est un pogrom « à l'ancienne », motivé par les mêmes forces sombres. Désormais rien ne sera jamais plus comme avant. Et en premier lieu les paradigmes qui définissaient l'équilibre au Moyen-Orient n'existent plus. Ils sont morts avec les bébés assassinés.

1) La bande de Gaza ne pourra plus être gouvernée par une organisation terroriste. L'armée israélienne devra libérer les gazaouis du joug oppresseur et barbare. Penser qu'un statu quo avec un tel ré-

gime est tenable à terme fut une faute des gouvernements israéliens successifs depuis le désengagement unilatéral de la bande de Gaza en 2005. On ne peut pas laisser une population palestinienne, plus de deux millions de personnes, être prise en otage par une organisation terroriste pendant presque deux décennies, construire une clôture autour et espérer que les choses s'arrangeront.

2) Lorsque le Hamas affirme vouloir détruire Israël, il faut le prendre au premier degré. Il en est de même du Hezbollah et du régime iranien. Attendre et espérer que rien de mal n'advientra est, nous venons de le voir, une folie. Une fois achevée la guerre dans la bande de Gaza, il faudra réfléchir à des mesures concrètes pour affronter les dangers réels posés par les forces destructrices du Hezbollah et du régime iranien.

Le monde avait lu mais n'avait pas entendu l'appel de *Mein Kampf* visant l'éradication des juifs. Nous ne pouvons pas refaire la même erreur. Le nazisme n'a pas été cette page folle et incompréhensible de l'histoire qui ne pourrait se répéter. Nous venons de le voir. Il est temps de cesser de croire que le monde est raisonnable. Il y a des psychopathes, des malades mentaux parmi les dirigeants. Il y a des organisations terroristes. Et il faut les prendre au mot. Car ils feront tout ce qui est en leur pouvoir pour y parvenir. Le défi sera celui de comprendre comment agir face à ceux qui émettent ces menaces. Et il faudra des actes efficaces.

3) Pour les enfants d'Oslo, comme moi, ceux de ma génération qui croyaient et continuaient de croire, envers et contre tout et malgré l'air du temps, à la solution des deux États pour deux peuples vivants paisiblement côte à côte, se trouvent confrontés au choc de la réalité : la solution des deux États, déjà bien fragilisée ces dernières années, aussi par l'action du Premier ministre israélien, a été tuée ce 7 octobre 2023. Pour l'éternité ? Peut-être. Du moins, jusqu'au jour où le peuple palestinien sera organisé selon les principes de la démocratie libérale, quand bien même elle serait définie étroitement. Et nous en sommes très loin.

4) Cela dit, ne pas mettre le conflit israélo-palestinien au cœur du débat public israélien, est une faute. Une faute stratégique et morale. Pendant trop longtemps, les gouvernements israéliens ont ignoré les souffrances du peuple palestinien. Or, le problème ne se résoudra pas de lui-même. Ni l'annexion de la population palestinienne par Israël, ni l'occupation, ne sont la solution. Plus de deux millions de palestiniens vivent à Gaza et presque trois millions vivent en Cisjordanie, et cette réalité devra refaire surface au centre du débat public en Israël. Elle doit devenir une préoccupation centrale à laquelle de nouvelles solutions devront être trouvées.

5) À la veille du 7 octobre 2023, le peuple israélien était divisé comme jamais. Le premier ministre Benjamin Netanyahu a réussi, au fil du temps, à créer une fissure au sein de la société israélienne,

une fissure dont la profondeur et l'amplitude semblaient irréversibles. Des mois durant, la population libérale et démocrate d'Israël a manifesté pour la sauvegarde du système judiciaire, ultime garant de sa démocratie libérale, alors qu'une autre partie de la population répondait aux appels des populistes et des nationalistes. Là aussi, rien ne sera jamais plus comme avant. Car le peuple israélien, admirable, s'est retrouvé comme un bloc, devant la folie barbare. Celle qui assassine les bébés, et celle qui menace l'existence de l'État d'Israël. Cette fissure, oui celle-là même qui semblait irréversible, était basée sur les paradigmes d'avant. Ceux-ci ayant été détruits au matin du 7 octobre 2023, la fissure s'est cicatrisée. Soudainement.

6) Ce peuple, à l'unité retrouvée, a répondu admirablement, en l'espace de quelques heures, à l'appel des armes. Ces soldats, ces garçons et ces filles de la génération Tik-Tok, savent la hauteur du défi qui est le leur. Aussi, 300 000 réservistes ont été appelés par l'armée et des avions ont été affrétés pour rapatrier en Israël ceux qui se trouvaient à l'étranger afin de leur permettre de « sauver la maison ». Car cette guerre ne peut avoir qu'une seule issue.

7) Il s'agit du pire massacre de juifs depuis la Shoah. Et pourtant ce n'est pas la Shoah. Alors même que les grandes puissances ont rapidement exprimé leur soutien face au massacre du 7 octobre 2023, le désir aveugle de tuer des juifs et la barbarie du carnage ont fait renaître le spectre. Or cette fois-ci, l'État d'Israël – ultime refuge pour tous ceux qui se trouvent dans l'impossibilité de se défendre face au crime antisémite – dispose d'une armée, puissante dit-on, et ce malgré les erreurs d'appréciation ayant rendues possible le carnage du 7 octobre. C'est aussi en cela que la légitimité de cet État, et de son armée, vient d'être renforcée par l'ennemi qui veut le détruire.

8) Il faut nommer les choses par leur nom. Et si le nom n'est pas suffisamment précis, il faut le réinventer. Qu'est-ce qui motive ces terroristes à commettre contre les juifs les mêmes crimes que les nazis ont commis en son temps ? La haine du juif, sans doute. Et, sans les comparer, qu'est-ce qui motive plusieurs milliers de personnes participant à une manifestation à Amsterdam à crier « From the river to the sea, Palestine will be free », dans le contexte actuel ? Free from whom ? From the Jews ? Est-ce la même haine du juif mais à un degré moindre ? Et quel adjectif pour décrire ceux qui ne sont sincèrement et réellement pas xénophobes, mais qui comprennent les raisons qui poussent des terroristes à assassiner des bébés juifs ? Est-ce toujours la même haine du juif ? Les forces qui sous-tendent ces mots et ces actions trouvent leur source sans aucun doute dans un ressentiment irrationnel envers ce – ou celui – qui est juif.

Vu de Tel Aviv, quelques jours seulement après le massacre du 7 octobre 2023, cela est insupportable. Mais plutôt que d'utiliser une qualification inclusive qui les couvre toutes, j'aimerais suggérer que le terme d'antisémitisme devra lui-aussi évoluer. Ce terme, je pense, est arrivé à bout de souffle. Trop de choses, trop d'événements, trop de comportements, trop de sentiments, trop de siècles, trop de géographies lui sont attachés. Il est temps de concevoir de nouvelles notions applicables à ceux qui portent en eux différentes formes de ressentiments envers des juifs qui se revendiquent tels. Nous gagnerions en précision et pourrions apporter des réponses plus effectives, notamment à ceux qui ne sont pas xénophobes et clament ne pas être antisémites mais qui, néanmoins et irrationnellement, emploient deux poids et deux mesures dès qu'il s'agit d'Israël.

Dans ce contexte, je suis – quant à moi – touché par les messages de mes amis et de mes proches qui me demandent de partir et de revenir en Europe, pour le moment, jusqu'à ce que les choses se calment. Mais pour y faire quoi au juste ? Les organisations terroristes, partout, menacent les juifs et leurs institutions. Abandonner aussi ma judéité ? J'ai décidé, il y a bien longtemps, de faire de Tel Aviv la maison de mes enfants, et la mienne. Je m'y sens bien. J'y suis chez moi. J'y enseigne à l'université. Et j'y travaille, avec un cabinet d'avocats remarquable. Partir maintenant ? Je n'ai pas la réponse, mais j'ai une intuition très forte. ●

Olivier Wolf est Adjunct Lecturer à la Harry Radzyner Law School, Reichman University. Il a quitté le Luxembourg pour Israël en 2011.

Le *Land* publie cette semaine deux témoignages de personnes qui ont à la fois un lien avec le conflit israélo-palestinien et le Luxembourg. Un point de vue est israélien, l'autre gazaoui. La rédaction ne prend pas parti, mais veut ainsi documenter la douleur et le désespoir des deux côtés.



A truck carrying the bodies of Palestinian victims killed during an Israeli bombardment, on October 25

“My friends should be named, not numbered!”

Ishraq Othman & Iyad Rashid

My name is Ishraq and my husband is Iyad. We are a married couple from Gaza living in Luxembourg, but our families, relatives, friends and memories are back in Gaza. We lived through three assaults on Gaza in 2008, 2012 and 2014. Wars are never merciful. We know how war tastes and smells. But this is not a war; it is a genocide against “civilian” Palestinians in Gaza. So far 7 028 Palestinians including 2 913 children [according to the Gaza health ministry this Thursday, *ndlr*] have been killed. We do not know if our families will be the next to be bombed, or if we will have the chance to hug them tight when/if the assault has ended.

We wake up to the news of bombardments in Gaza, and before we sleep, we have to check on our families if we are lucky to catch the mobile network. I called my sister yesterday, and she told me that she is trying to find flour to bake bread, as there is only one bakery in the neighbourhood – all the others got bombed. Imagine that her husband had to wake up today at 5:00 AM to queue at the bakery till 7:00 AM because 200 people were in line ahead of him and 500 behind. Imagine that you are looking for drinkable water, but you cannot find more than two gallons for three families with children, and this needs to last for a whole week. With every news we get that some family in some area get bombed, our hearts go out of their place. We imagine that we have lost our families, especially when they are cut from the mobile phone network. I start to imagine the loss of my two little sisters, whom I love more than anything in this world: Raseel, 12, and Gharam, 10, who both dream to be artists. Their drawings are lovely and creative. I miss them, as I have not spoken to them for days now.

Our nights become heavy and scary, full of stress, worry and imagination about the loss of our beloved. I wish I were with them; I wish I could live with them and die with them. I remember when I was in Gaza witnessing three offensives on Gaza, and how we were gathering in the middle of the corner lest we be hit by a missile. Every time I hear the sound of a plane, I flash back to the terror and fear that my little sisters and I were feeling. I get scared of the sound of any plane flying over, as if it is the sound of the F16 plane which is going to kill me in the middle of my head. This trauma is never going to fade.

In this assault on Gaza, I lost three of my school and childhood friends, a cousin, his wife and his four children. I could not believe that I lost them all at once. All of my friends are clever, warm-hearted and life-lovers. One of my friends, Lubna, was a patriotic Palestinian; and she was always saying that we love life when we can, but life deceived her and her little child, and took them away to death. My other friend, Nadia, was an IT innovative developer, and she was awarded and honoured on multiple platforms for her IT projects. She had many dreams she wanted to fulfil, but she was killed, along with her dreams and her little child. Shama, my childhood

I feel that I have to tell everyone passing in the street about my three lovely friends whom I will never talk to, hug or see again

and primary school friend, whom I have most of my memories with, was wiped away, along with her husband and four children. The only way I console myself is by saying they are in heaven now without bombardments, with lots of light, water and green trees. They escaped the genocide against them. But what is genocide like on 365 square kilometres made up of 2,3 million people? What is it like in a city that has what are called ‘camps’, where Palestinians were forced to live after they were forcibly expelled from their original lands in 1948?

These camps contain many adjoining buildings, which means the wall of your house is the same as your neighbour’s, so any missile hitting one house will also hit the others. The bombs hit a city which has three passages to the outside world. The Beit Hanoun “Erez” checkpoint is between Israel and Gaza, and no one can pass through, except with a permit from Israel; even for patients it is not easy to get. I am a PhD scholar working on patients from Gaza who are waiting to get their permit to receive treatment, and many of them (including children) died while waiting at the checkpoint, as their health deteriorated and they suffered humiliation. My mother passed away in 2008 while waiting for a permit from Israel to get treatment outside Gaza. The second checkpoint is Rafah between Egypt and Gaza, controlled by Egypt. You have to wait for months to get your name on the list, and of course the permit is also reserved for certain categories, and for certain reasons, and it is not always open. The Karm Abu Salem checkpoint is for cargo. All of these crossings are completely closed now; therefore, there is no water, no electricity or fuel.

And, of course, patients who should have travelled through these borders to get their treatments cannot go out. Can you imagine that this dense, besieged city is being bombed from all areas? In times like these, they use tons of explosives to bomb a fifteen-floor building in less than a minute. Can you imagine what these bombings can do to those people? How many persons will be killed?

Yes, I think you know, and the whole world knows. The US, the UK, and the EU have given Israel diplomatic and military support to carry out the genocide. Literally no one has an excuse to say that they did not know. But we know, and we should not see news of the numbers of Palestinians killed and injured as merely numbers. We have to tell everyone we know about them because they do not deserve to be treated as subhumans, or as if they never existed. I feel that I have to tell everyone passing in the street about my three lovely friends whom I will never talk to, hug or see again. My friends should be named, not numbered! Do you ever think that they also have dreams?

Palestinian lives are usually listed as statistics: 1 000 killed, 3 000 injured, no names, only numbers! Do our lives matter? Half of Gaza’s population are children. Does the world ever wonder what they dream of? Their only dream now is to be remembered as names, not numbers. Children’s names are now being written on their hands.

They write their name and ID number as if to say, “If my only hand survives, this is my name.” People’s bodies are being torn apart. It happened in many families that one child became the only survivor in his family, and it happened also that many children are now unknown, without any ID as their families are wiped out. Can the world tell me what is left for them?

Does the world ever wonder what the parents’ dreams are now? They dream that they can collect their children’s body parts, as happened in the Baptist Hospital in Gaza, which was bombed and where more than 500 people were killed [according to the Hamas-run Gaza health ministry, *ndlr*], most of them children. A father carried his children’s body parts in a plastic bag, and another child was asked what do you carry in your school bag? He said my brother’s body parts.

Another father said: “I did the strangest thing today. I exchanged some of my children with my brother’s. I took two of his children and gave him two of mine. So in case I get bombed, one of mine will survive and if he gets bombed, one of his will live on.”

These are only a few of the stories that can be told, but there are thousands upon thousands of untold stories, and more may be buried under the rubble where they sleep forever. There is something wrong with humanity, and the humanity

of everyone who watches and does not intervene. Our wish should be to record people’s names, never forget them, and write about them. Awni, a 13-year-old boy, was hoping to be a reporter. His goal was to reach 100k subscribers this year. But Awni is saying to you now from heaven, “I have 2 000 subscribers now, I think I got the 2nd thousand subscribers right now after I was killed by an Israeli airstrike. Thank you for subscribing and trying to make me feel better. But I am already in heaven. I am okay.”

When you need to have hundreds of protests just to tell the world that bombing children is not okay, that is when you know that humanity had failed. How many innocent Palestinian people need to die before we break the cycle and end the occupation? How many children need to have operations with no pain killers or anaesthetics to end the bombings?

Surgeons have started to use vinegar instead of antiseptics to clean wounds because hospitals are running out of them, and as 22 hospitals got bombed and part of them are out of service, 23 ambulances were hit, and 25 doctors were killed. The Indonesian Hospital in the north of Gaza announced a complete cut of power, and doctors were doing surgeries with the flash light on their mobiles. No assistance was given. Today, the ministry of Health announced that the health system in Gaza has already collapsed.

All of what I have said earlier has not been happening only for two weeks; this has been happening since 1948: massacres, kidnapping, dehumanising people, including prisoners in the Israeli jails who have been denied water, electricity and medications now by Israel as an anger reaction against them. There are 170 Palestinian children in the Israeli jails, including six children without any charges, and 1 264 administrative detainees.

Children now are not dreaming; they are busy writing their wills before they die, scribbling down who should get their toys, shoes and clothes. For this reason, I no longer believe in any humanitarian organisation, or in any international laws, because they have proven to have failed, but my wish is that your humanity has not failed yet. ●

Ishraq Othman, 32 years, is a PhD scholar in Human Geography. Iyad Rashid, 34 years, is a violinist. They are both living in Luxembourg

Le Land publie cette semaine deux témoignages de personnes qui ont à la fois un lien avec le conflit israélo-palestinien et le Luxembourg. Un point de vue est israélien, l'autre gazaoui. La rédaction ne prend pas parti, mais veut ainsi documenter la douleur et le désespoir des deux côtés



Florence Thurmes,

prend la direction générale des Kunstsammlungen de Chemnitz (entre Dresde et Leipzig) où elle succède à Frédéric Bußmann. Ancienne collaboratrice des pages Culture du *Land*, elle a étudié l'art moderne et contemporain en France et y a obtenu son doctorat. Elle a ensuite travaillé comme commissaire d'exposition, surtout en Allemagne et a codirigé le musée Ostwall de Dortmund. Pour cette femme de 42 ans (photo : Marie-Sophie Roß), c'est « une occasion unique de conduire les collections d'art de Chemnitz qui sera Ville européenne de la culture 2025 », lit-on sur le site des Kunstsammlungen. Il lui tient particulièrement à cœur d'impliquer les habitants de la ville et de ses environs. « Les collections d'art de Chemnitz possèdent de nombreux trésors dont nous pouvons être fiers ». Dagmar Ruscheinsky, maire de Chemnitz chargée de la culture, a parlé d'une

« excellente nomination », notamment au regard de la connaissance que Florence Thurmes a le paysage culturel est-allemand et notamment saxon. Les Kunstsammlungen Chemnitz comptent parmi les plus importantes collections d'art municipales d'Allemagne, notamment axées sur le modernisme international. L'ensemble comprend un complexe de différents musées et institutions : les collections d'art sur le Theaterplatz avec les archives Carlfriedrich Claus, le musée Gunzenhauser, le musée Schloßberg avec le château Rabenstein et le musée Henry van de Velde. [fc](#)

Dieu e(s)t radicalisation

Am 8. und 9. November findet eine Fachtagung zu Glauben, Religionen und Radikalisierung statt. Der erste Tag thematisiert fruchtbare und problematische Aspekte von Religion. Zu Wort kommen unterschiedliche Expert/innen, die sich ihren Gegenständen aus kulturwissenschaftlicher, historischer und theologischer Sicht annähern. Kernthemen des zweiten Tages sind Religiosität und neue Technologien, Glauben und Radikalität. Die Tagung richtet sich zuvorderst an Personen, die mit Radikalisierten in Kontakt kommen können,

wie beispielsweise Lehrer/innen. In Workshops werden zudem unterschiedliche Themen vertieft: Hier wird anhand von Fallstudien diskutiert, wann Gruppierungen als sektiererisch einzustufen sind und welche Gruppendynamiken sie auszeichnen. In einem weiteren Workshop werden Rekrutierungsstrategien von religiösen Extremisten in den sozialen Medien untersucht sowie die Sinnsuche von Jugendlichen auf Internetplattformen. Die Tagung findet mit deutsch-französischer Simultanübersetzung am Ifen in Belval statt. [sm](#)



Nature et peinture

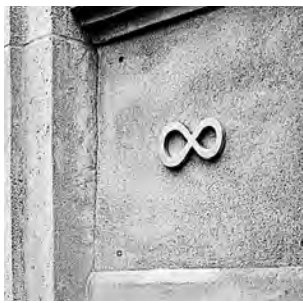
Arny Schmit est né en 1959 à Wiltz et depuis 2009, il enchaîne les expositions dans des galeries et centres d'art. Dans l'écurie Reuter-Bausch, qui vient de lui consacrer une exposition, l'artiste bénéficie aussi de la publication d'un beau livre consacré à son travail récent.

Lucile Bacon signe le texte où elle décrit l'attachement d'Arny Schmit à la nature. Elle explique également la manière de travailler de celui qui accumule les photographies de lieux qui l'interpellent, l'émeuvent ou le touchent pour construire ses propres paysages : « Un détail de paysage interpelle l'artiste, fait vibrer quelque chose en lui, il se met alors à assembler, découper, rajouter, enlever. Il crée ainsi ces paysages mystérieusement étranges, inspirés d'une multitude de réalités mais fruits d'un imaginaire sans limite. » Après des années de stricte peinture, l'artiste déborde aujourd'hui du cadre pour développer des installations, objets, collages en trois dimensions où il fait entrer caisses en bois, lumières, tissus, détails de tapisserie... Le livre (édité à 250 exemplaires avec le soutien de Kultur:LX) vaut surtout pour les photos que Christoph Weber a prises dans les dernières expositions. On y lit un fil conducteur puissant et une gamme chromatique qui s'élargit au fur et à mesure du temps. [fc](#)

Export

Marco Godinho est l'invité du centre d'art contemporain Les Tanneries à Amilly (dans le Loiret, une centaine de

kilomètres au sud de Paris). Jusqu'au 21 janvier, son parcours *Un vent permanent à l'intérieur de nous* occupe tous les espaces d'exposition. Comme à son habitude, l'artiste interroge l'exil et le déplacements à travers une géographie intime, passant du corps à la maison et au paysage. À partir d'installations, décrits, d'œuvres-vidéos et collaboratives, Marco Godinho élabore une carte d'un monde façonnée par des trajectoires personnelles, biographiques et multiculturelles. L'installation questionne la notion de frontière d'un point de vue géographique, philosophique et politique, mais également les liens tissés entre l'humain et le vivant. Le centre de l'exposition est constitué par une adaptation in situ de *Written by Water* qui avait été conçu pour la Biennale de Venise en 2019. À l'étage, Marco Godinho plonge le visiteur au cœur de sa « maison de l'infini » (photo), conviant objets et matériaux à arpenter et à éprouver. L'exposition est appelée à se modifier sous l'effet d'actions performatives qui engagent la participation des publics et de l'équipe du centre d'art. [fc](#)



Parentalité

Actrice, réalisatrice et autrice, jonglant entre le jeu au théâtre et à l'écran, Eugénie Anselin (photo : Antoine de Saint Phalle) vient de remporter la bourse Edmond-Dune 2023. Cette bourse d'écriture théâtrale est destinée à un auteur et à une structure théâtrale professionnelle le montage de la pièce. Le jury, composé de Vesna Andonovic, Cédric Kayser et Odile Simon, a choisi sa pièce *Nachwuchs*. Ils ont salué la pertinence de la thématique, celle d'un jeune couple tentant de surmonter les aléas de la parentalité. « Sous une apparente banalité, ce sujet recèle toute la complexité et les enjeux de notre époque, emplie d'incertitudes et marquée par divers défis sociétaux, climatiques, économiques », détaille la présentation. Elle puise ici dans sa propre expérience et les bouleversements qui en découlent. Ce projet d'écriture en langue allemande marque

une nouvelle étape dans le parcours d'Eugénie Anselin, qui avait écrit sa première pièce, *Attention chantier en cours* à 17 ans. Le jury a aussi apprécié que la diffusion de la pièce, portée par le Kasemattentheater, soit d'ores et déjà prévue avec une ouverture vers l'international. [fc](#)

Cello Jugend

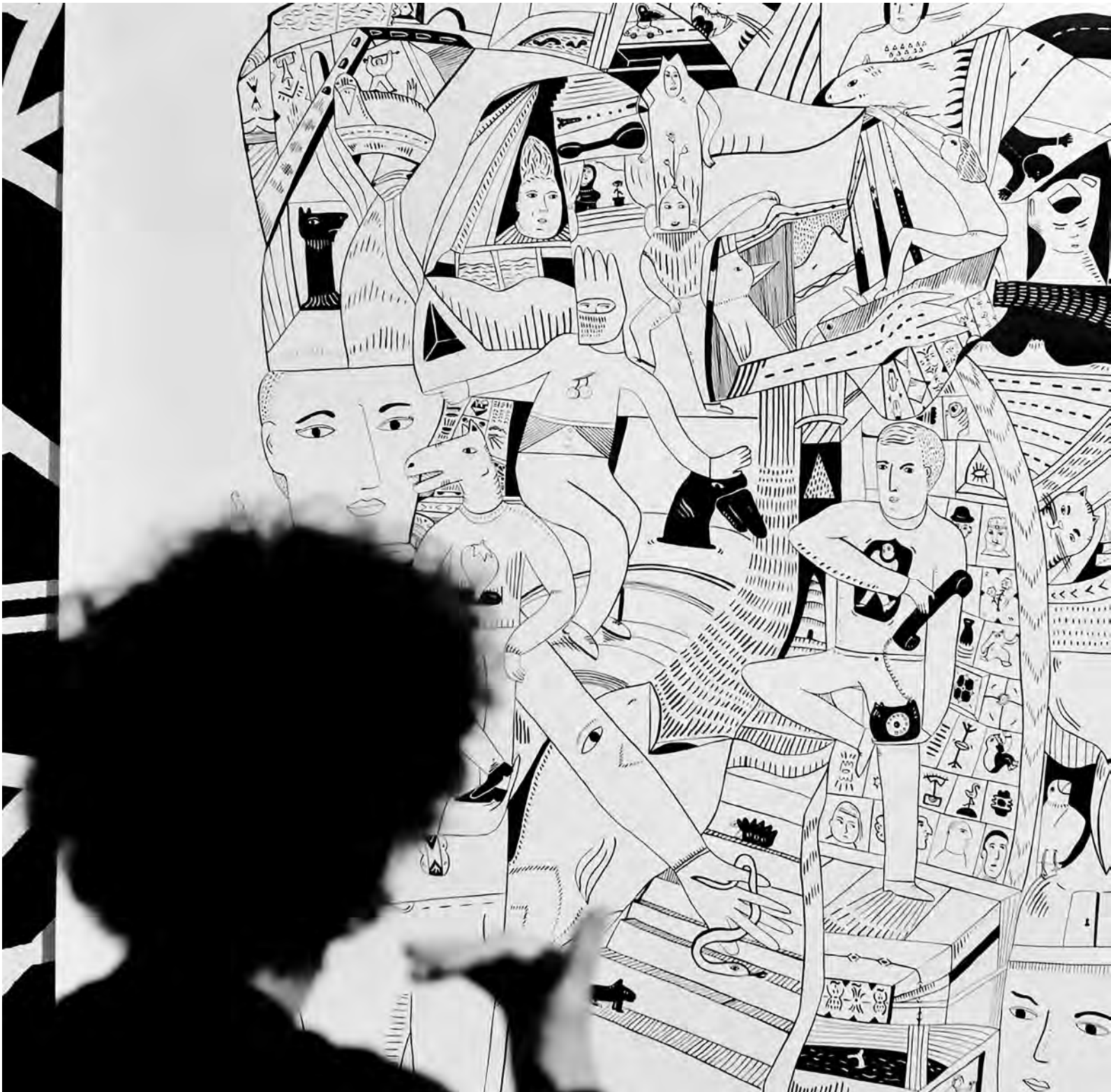
Zwei Cellist/innen haben dieses Jahr den Jugendförderpreis Mameranus erhalten. Es handelt sich um die 20-Jährige Lea Reitlinger, die seit zwei Monaten Mitglied der Jungen Deutschen Philharmonie ist und am hiesigen Orchestre Philharmonique mitwirkte. Sie wurde in Trier geboren. Der in Luxemburg geborene Benjamin Kruthof gewann letztes Jahr den ersten Preis beim renommierten Enescu Wettbewerb in Rumänien. Am 8. November werden die beiden Musiker ein anspruchsvolles Programm in Mamer bieten. Der Eintritt ist frei, um Reservierung wird allerdings gebeten. [sm](#)

La Kufa en vert - blanc - rouge

Comme chaque année, la Kulturfabrik est partenaire du Festival du film italien de Villerupt. Plusieurs films sont projetés au Kinosch, mais, en plus, une série de manifestations autour de la culture italienne sont programmées. Parmi les invités, l'artiste visuel d'origine sicilienne, Maninelkaos vit à Bruxelles depuis plus de dix ans. Son travail d'illustrateur l'a mené à des missions de médiation culturelle auprès de publics dits « fragilisés » (exilés, demandeurs d'asile qui découvrent le français...). Il s'intéresse dès lors à la notion d'exil et aux diverses implications émotionnelles et humaines. L'univers graphique de Maninelkaos (littéralement « les mains dans le chaos » en italien) est inspiré de la bande dessinée et joue avec les paradoxes visuels inspirés de l'artiste hollandais M.C. Escher. Il expose au Ratelach (jusqu'au 12 novembre) ses *Architectures du Chaos* (photo), sa série

graphique en noir et blanc s'inspire de l'environnement fascinant des « villes-mondes ». Parallèlement, à la galerie Terres rouges Maninelkaos présente *Khayameya*, avec quarante tissus brodés, une technique de travail du textile apprise lors d'un séjour de deux années au Caire. Il transpose son univers graphique sur le tissu, créant ainsi des œuvres hybrides et contemporaines. En résidence à la Kufa (jusqu'au 23 décembre), il aura l'occasion d'explorer de nouvelles possibilités graphiques en utilisant un papier de couleur noire, dans une inversion du noir et blanc.

Explorant le genre italien du giallo et profitant de l'engouement lié à Halloween, la Notte dell'orrore (Nuit de l'horreur) propose deux films bien flippants, le 31 octobre : *La ragazza che sapeva troppo* et *La maschera del demonio*. Et pour clôturer le festival, le 12 novembre, la formation La Buonasera donnera un concert qui devrait se transformer en grand bal. Germana et Xavier explorent les plus belles mélodies italiennes, celles d'un sud qui chante et enchante. [fc](#)



RENTRÉE LITTÉRAIRE (1)

Quand on touche l’os, l’art n’est jamais loin

Don John

Au milieu des récits de l’intime et fresques post-apocalyptiques qui constituent la partie émergente de cette rentrée littéraire, trois romans explorent, chacun à sa manière, le déplacement des frontières du visible dans une société où le clivage entre l’exposition permanente et les plaies invisibles qui la déchirent vont en s’accroissant.

En cette rentrée littéraire et alors que sort l’adaptation cinématographique (ratée) du *Consentement*, livre-choc sur l’abus pédophile qui fit subir Gabriel Matzneff à l’autrice-éditrice Vanessa Springora quand elle avait quatorze ans, impossible de passer sous silence *Triste Tigre* de Neige Sinno. Ce récit se retrouve un peu sur toutes les *shortlists* des innombrables prix littéraires et commence en forme d’excusatio propter infirmitatem, avec un chapitre qui s’intitule *Portrait de mon violeur : Car moi aussi, au fond, ce qui me semble le plus intéressant c’est ce qui se passe dans la tête du bourreau. Les victimes, c’est facile, on peut tous se mettre à leur place*. Alors que le bourreau intrigue, qui a franchi la frontière du compréhensible pour s’aventurer sur les terres du mal. Et qu’en littérature comme dans la réalité, l’intérêt porté au mal l’a toujours emporté sur celui accordé au bien. Et Sinno de décrire son violeur de beau-père, un charmant et énergétique accompagnateur en moyenne montagne, sauveur de vies en environnement alpestre et destructeur d’existence dans la cave de sa maison.

Transcendant son propre vécu, qu’elle évoque sur le ton de la prétérition, insistant qu’elle voudrait qu’on ne réduisit pas ses talents d’autrice au sujet même de son livre – les viols multiples et répétés que son beau-père lui fit subir –, Sinno passe en revue toute une sociologie de l’écriture du viol, son tour d’horizon commençant par l’incompréhensible érotisation de la *Lolita* de Nabokov pour se pencher ensuite sur la façon dont d’autres écrivains, souvent mâles, utilisèrent des personnages de femmes violées pour pimenter leurs intrigues, dont ils dépeignèrent par la suite, comme le fit Zola, la lente dégringolade, avec souvent le suicide comme unique porte de sortie.

C’est un euphémisme de dire que *Triste tigre* est une lecture aussi dérangement qu’incontournable, puisque c’est un livre qui dit constamment qu’il aurait préféré se passer de son écriture. Consternants, les passages où la famille de l’autrice, *familia non grata* parce qu’elle a jeté l’opprobre sur le village en brisant avec le silence, se rend compte que le beau-père sorti de prison, on le salue encore, au village. Ahurissante, l’explication d’une voisine, qui dira qu’il ne lui a rien fait, à elle. Et saisissantes, les pages sur lesquelles Sinno raconte comment elle a fini par en parler à sa fille, de ce que son beau-père lui a fait subir.

Sans jamais verser dans le misérabilisme ou l’auto-apitoiement ni dans le récit édifiant d’une survivante qui aurait bravé le traumatisme, le récit de Sinno frappe par une langue acerbe, qui ne mâche pas ses mots (fervente ennemie de la prison, Sinno pense que la seule sortie honorable pour son beau-père aurait été le suicide), une langue qui, parce qu’elle refuse de faire littérature, finit par en produire – une langue dont la nécessité est d’autant plus percutante que Sinno écrira que ça la « dégoûte, de faire de l’art avec [s]on histoire ». Une langue qui lui a valu le Prix Les Inrockuptibles cette semaine.

Cité de verre

Avec *Panorama*, Lilia Hassaine signe, quant à elle, une orwelliade sous forme de polar. 2029 : L’échec de la justice à trancher en faveur des victimes dans de nombreux cas de viols (Neige Sinno écrit que, sans les confessions de son beau-père, son violeur aurait probablement été libéré) aboutit à une émeute populaire et une *venge week* lors de laquelle tout un chacun est autorisé non seulement à balancer, mais à égorger son porc avec exonération immédiate des crimes commis. Après ces émeutes, la France a instauré l’ère de la Transparence.

Conçue par un architecte illuminé, lui-même maltraité pendant son enfance, la France future a aboli ses murs en ciment et les a remplacés par des bâtiments en verre, où tous peuvent observer le quotidien d’autrui. Seules concessions dans ce panop-

tique foucaldien, un bac de douche en verre laiteux d’où némerge que la tête et des lits-sarcophages pour les pudiques qui souhaiteraient s’accoupler à l’abri du regard des voyeurs en lesquels ce monde a transformé toute l’humanité. Subdivisée en différents quartiers dont les noms rendent hommage aux maîtres penseurs de cette dystopie de la transparence (il y a Bentham, le quartier où vit l’enquêtrice ; Paxton, le monde des riches ; et les Grillons, zone mal famée où l’on a refusé la tyrannie du verre), cette France ségrégationniste est secouée le jour où une famille disparaît en plein jour.

Ce sera à Hélène, ex-commissaire de police dans un monde où il n’y en a plus, de police, puisqu’il n’y a plus de crimes, de retrouver la famille et, surtout, d’élucider les circonstances d’une disparition impossible. Lilia Hassaine inverse la fameuse énigme du meurtre en chambre close pour faire sévaporer non simplement, comme ce fut le cas chez Poe, une lettre, mais un couple et leur fils.

Malgré des défauts de logistique dans la conception de sa dystopie (alors que la population mondiale ne cesse d’augmenter et que les migrants affluent, cette France urbaine se serait débarrassée des bâtiments à plusieurs étages, incitant le lecteur à se demander où tout ce beau monde est logé) et une dichotomie parfois un peu facile entre la tyrannie du visible et les mystères de l’impénétrable, notamment quand Hélène évoque sa relation avec son mari David (on a droit à des réflexions peu féministes sur la nécessité du mari adultérin), Hassaine tire avec habileté sur les fils du présent – l’instagrammisation du monde, la libération de la parole des victimes d’harcèlement sexuel – pour



L’architecture transparente comme dans *Panorama* de Lilia Hassaine

développer une fiction extrapolative crédible, où l’obsession de l’exposition permanente du soi a abouti à un monde devenu insipide à force d’être lisible à outrance.

Après le très beau *Mahmoud et la montée des eaux*, Antoine Wauters retourne dans sa Belgique natale avec un roman plus personnel, où il relate une enfance wallonne nimbée des relents d’encens du christianisme et marquée par la rivalité avec les Flamands, les rituels familiaux, les jeux d’enfance. Loin du ton acerbe et drôle d’un Dimitri Verhulst (*La merditude des choses*), *Le plus court chemin* dépeint les derniers soubresauts d’un monde qui se meurt, le narrateur se posant sans ironie comme l’un des ultimes représentants d’une génération qui ne se gavait pas encore d’écrans et d’applications débilifiantes et qui savait encore garder le contact avec le réel, le vrai, le bou(s)eux. D’où son souci de le restaurer à travers les mots, ce monde fait d’« objets tendus entre mémoire et oubli, où visible et invisible n’étaient pas séparés », tout en chantant de façon élégiaque son enfouissement.

S’inscrivant dans un retour du roman rural qui s’oppose au rouleau compresseur de la digitalisation, *Le plus court chemin* est imbibé d’une mélancolie légère, qui poudroie et enveloppe jusqu’aux travers les plus douteux. Ainsi, si Wauters concède que les habitants du village étaient souvent on ne peut plus racistes, on a l’impression que le regard nostalgique de l’auteur excuse tout, y inclus les formules éculées dont il parsème son roman : « Quand on ‘pétrit’ la terre, on se relie à une des seules réalités au monde. On devrait toujours vivre les mains barbouillées de terre. Et les pieds nus. »

Le plus court chemin consiste en une succession de courts blocs qui suggèrent l’auteur en train de pétrir la pâte des mots tout en donnant à lire un récit qui se cherche en avançant par fragments mnésiques. Sauf que, dans cette forme élaguée, les phrases prennent une lourdeur qui les rend pompeuses, ostentatoirement enrobées de sens et de pathos. L’image de l’auteur en ermite sociophobe, l’idéologie rétrograde et passiste du c’était mieux avant, le doux emportement contre le contemporain, qui aurait perdu le contact avec le monde, l’autofiction indécise, tout cela sonne un peu creux.

Ce qui finit par le sauver, ce sont les beaux passages sur l’écriture, qui rehaussent ce recueil de souvenirs un peu complaisant. « L’écriture m’a beaucoup donné et elle m’a beaucoup pris. Ce qu’elle m’a donné de meilleur ? Une voie parallèle. Ce qu’elle m’a pris de plus précieux ? La voie principale, celle qui menait aux autres. » Perdu dans ses souvenirs, Wauters néglige cette ouverture à l’autre, qui avait pourtant imprégné son roman précédent. ●

Triste tigre, de Neige Sinno, 2023 P.O.L éditeur, 288 pages, 20 euros

Panorama, de Lilia Hassaine, 2023 Gallimard, 240 pages, 20 euros

Le plus court chemin, d’Antoine Wauters, 2023 Éditions Verdier, 19,50 euros

BANDE DESSINÉE

Simenon, une vie avant Maigret

Pablo Chimienti

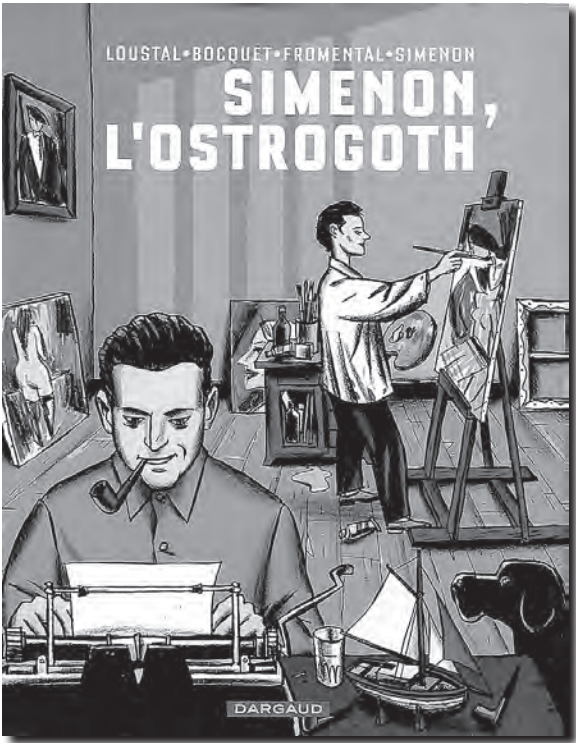
Prépublié en trois cahiers noir et blancs sortis en février, mai et septembre de cette année, *Simenon, l’Ostrogoth*, arrive en librairie en ce mois d’octobre dans une version complète de 128 pages en couleur. Un ouvrage superbe pour redécouvrir l’œuvre et surtout la vie de Georges Simenon de 1923 à 1931. Autrement dit, les années de vaches maigres, de son mariage avec Tigy à la naissance du commissaire Maigret.

Georges Simenon est l’auteur belge le plus lu et le plus traduit dans le monde. Les tirages de ses quelques 350 romans et plus de 160 nouvelles, publiées sous son vrai nom ou sous l’un de ses 27 pseudonymes, atteignent les 550 millions d’exemplaires et ont donné lieu à quelques 3 500 traductions en 47 langues différentes. Il faut dire que le Liégeois était un stakhanoviste de l’écriture et qu’il a réussi à marier littérature pure et littérature alimentaire comme personne avant lui.

Une œuvre aussi riche qu’imposante donc, qui est allée de pair avec une vie à cent à l’heure. C’est cette vie, ou du moins huit années de cette vie, que le duo de scénaristes désormais en charge des *Blake et Mortimer* : Jean-Luc Fromental (*Miss Chat, Le Coup de Prague, De l’autre côté de la frontière...*) et José-Louis Bocquet (*Kiki de Montparnasse, Joséphine Baker, Olympe de Gouge...*) ont décidé de raconter, avec la complicité de John Simenon (le fils de Georges).

Simenon, l’Ostrogoth débute en 1923, à Liège, le 24 mars pour l’exactitude, jour du mariage de l’encore mineur George Simenon avec Régine Renchon – surnommée Tigy –, de trois ans son aînée, grande et, selon les mots de Simenon mère, laide « même en mariée ». Régine est artiste peintre et les époux se sont rencontrés dans le groupe artistique « La Caque ».

Ils partagent leur vie de bon cœur, mais voient surtout dans « les chaînes du mariage », le « prix de notre liberté ». Ils se font d’ailleurs un serment pour le moins original et rare pour l’époque : « pas d’enfant, vivre à Paris et chacun son espace à soi ». Un serment qui les unira pendant 27 ans, le couple divorcera, en effet en 1950, onze ans après la naissance de leur fils Marc. Mais ceci est une autre histoire.



Dans cet album, merveilleusement illustré par Loustal (*Barney et la Note bleue, Mémoires avec dames* – déjà avec Jean-Luc Fromental –, *Les Amours insolentes, Bijou...*), on suit le déménagement du couple qui quitte Liège, on passe rapidement leurs années en Auvergne et en Bourgogne au service du marquis de Tracy. Puis on s’installe avec le couple à Paris où Simenon s’impose enfin, grâce à Colette, directrice littéraire qui, la première, acceptera de publier un des contes de l’écrivain, malgré un aspect trop littéraire à son goût. C’est elle qui conseillera au jeune homme d’écrire des histoires simples, sans fioritures, « avec les mots de tout le monde ». Autrement dit, à devenir l’auteur qu’on connaît.

Le couple vie d’abord chichement, mange ce qu’il peut quand il y a de l’argent, puis passera de la chambre d’hôtel meublée à un petit rez-de-chaussée sans eau courante. Simenon écrit alors huit ou neuf contes par jour pour différentes publications ; et pour ne pas saturer les éditeurs et les lecteurs, il signe de différents noms : Sim, Gom Gut, Kim, Aramis... S’il ne se fait pas encore un nom, il parvient à faire tourner le ménage et à se payer un plus grand appartement qui servira, au couple, également de bar où il organisera des soirées en vue dans les milieux artistiques.

Pendant qu’il pond des textes au kilo, Tigy peint et expose. Ses toiles permettront au couple de manger et se loger dans les moments les plus creux de la carrière d’écrivain de Simenon, mais la jeune femme, certes forte et plutôt libre pour son époque, finira peu à peu à mettre son art de côté pour laisser plus de place aux besoins de créateur de son époux. Surtout quand celui-ci décidera de prendre le large, et vivre en tant qu’aventurier sur un bateau, d’abord à travers les canaux de France, puis également plus loin et dans des eaux un peu plus

mouvementées. L’Ostrogoth du titre de l’album n’est autre que le nom qu’il a donné à son bateau.

Un nom qui dit, probablement, aussi beaucoup sur le personnage, car si l’album se concentre tout particulièrement sur Simenon l’écrivain – et va jusqu’à reproduire des extraits écrits de plusieurs de ses livres entre chaque chapitre –, il se penche avec justesse également sur Simenon l’homme extravagant. Les auteurs ne cachent pas grand-chose de ses humeurs, de ses frasques, de ses doutes, de ses faiblesses, de son aspect volage – un de ses surnoms n’est pas « l’homme aux 10 000 femmes » pour rien !

On croîsera, tout au long de cette histoire le peintre Luc Lafnet, l’éditeur Arthème Fayard, la chanteuse Suzy Solidor, le peintre Foujita, l’affichiste Paul Colin, la photographe Germaine Krull, la star du music-hall Damia, mais aussi la super star Joséphine Baker, ce qui décuple la magnifique ambiance des années folles déjà présente dans l’album, à travers différentes scènes de fête magnifiées par les dessins, et surtout les couleurs, de Loustal.

Ce *Simenon, l’Ostrogoth* est un album riche, rythmé, magnifiquement illustré et même didactique grâce à de vastes notices bio et bibliographiques, idéal pour replonger, 120 ans après sa naissance, sur une partie de la vie et de l’œuvre de Simenon. Celle de ses débuts, celle d’avant le commissaire Maigret, qui lui fera connaître le succès et lui permettra de publier, enfin, sous son véritable nom : Georges Simenon. ●

Simenon, l’Ostrogoth, de Loustal, Bocquet, Fromental et Simenon. Dargaud

KINO

Eine neue Stufe der Immersion

Am Mittwoch, 18. Oktober 2023, eröffnete Kinepolis das erste Imax-Kino in Luxemburg im Kinepolis-Kirchberg-Komplex – dafür wurde der Vorführraum 1 weitestgehend umgebaut: Eine größere Leinwand kommt zum Einsatz, sie wurde bis zu drei Meter näher an die Sitzreihen geführt, um so den Sitzabstand zur Leinwand zu verkürzen und das Sichtfeld des Publikums voll zu beanspruchen, ganz im Zeichen der Immersion. Es sind Optimierungen, die im Wesentlichen auf den immergleichen Achsen ausgerichtet werden: bessere Bildauflösung, höherer Kontrast, sattere und hellere Farben, gesteigerter Schwarzwert, tieferer Bass.

Es ist mithin schwierig, vielleicht verfrüht, sich einen ersten Eindruck dieser neuen Vorführtechnologie zu machen

Am Vortag fand eine Pressekonferenz statt, auf der das immersive Kinoerlebnis und seine Umsetzung vorgestellt wurden. Anschließend wurde der neue Film von Martin Scorsese, *Killers of the Flower Moon*, gezeigt. Maud Franz von Kinepolis eröffnete die Pressekonferenz und stellte das neue immersive Kinoerlebnis vor. John Schreiner, ein Imax-Sprecher aus Dublin, der die Einführung von Imax-Sälen in der gesamten EMEA-Region betreut, erklärte, dass Imax in 93 Ländern vertreten ist und allein in diesem Jahr 110 neue Kinosäle eröffnet wurden. Die Bemühungen des Unternehmens, stets auf Perfektion zu zielen, erklärte er damit, dass viele Kinobesucher sich ein erweitertes, besseres Kinoerlebnis wünschen. Es gelte ein Angebot zu schaffen, das das Kino als Ort attraktiver mache und so dem Heimkinoerlebnis entgegenzuwirken. Nicht nur sind heute Streamingdienste populär, auch haben sich die Wesensmerkmale der filmischen Bildrezeption grundlegend verändert. Einen Kinofilm kann man heute auch auf dem Smartphone sehen, der Bildschirm und mithin das Bild tragen wir in unseren Taschen ständig mit uns. In diesem Kontext sind die Bestrebungen des kanadischen Unternehmens heute vielleicht wieder wichtiger geworden. Den Film als mediales Ereignis starkzumachen, dafür steht Imax. Ihre Laser wurden speziell entwickelt, um schärfere Bilder zu generieren und präziseren Sound zu bieten. Es zeichnet sich durch ein 4K-Laserprojektionssystem aus, das mit einer neuen Optik, maßgeschneiderten Linsen und einer Reihe exklusiver Technologien ausgestattet ist, die hellere Bilder mit höherer Auflösung, tieferem Kontrast und einer größeren Farbpalette bieten.

Zur Demonstration der Imax-Technologie wurden verschiedene Filmausschnitte aus Trailern vorgeführt, darunter *Dunkirk*, *Napoleon*, *The Greatest Showman*, *Wonka* und *Aquaman 2*, die die Vorteile des Seitenverhältnisses der Leinwand, die hochauflösende Bild- und Tonqualität vorstellen sollten. Nach Angaben von Kinepolis werden alle neuen Imax-Standorte mit Imax-Lasern ausgestattet, einem Laserprojektionssystem der neuen Generation und einem Mehrkanaltonsystem, das es nur in solchen Sälen gibt.

Es ist mithin schwierig, vielleicht verfrüht, sich einen ersten Eindruck dieser neuen Vorführtechnologie zu machen – zum einen waren die Umbauarbeiten per se limitiert auf die Grundgegebenheiten des Raumes, der Vorführsaal 1 auf Kirchberg war zwar mit seiner bisherigen Leinwandbreite von nahezu 18 Metern der größte Saal des Komplexes, doch war er bei der Konzeption nie spezifisch auf Imax-Standards ausgerichtet worden. Anders als in vielen Großstädten, wo die gesamte Räumlichkeit, sozusagen die Hülle, auf das Imax-Kino eigens gebaut und zugeschnitten wurde, der Raum Teil des Konzepts ist, so war die äußere Hülle hier bereits vorhanden. Zum anderen war der Vorführfilm *Killers of the Flower Moon* kein Film der reinen Immersion durch die neuesten Errungenschaften im Bereich der Tricktechnik, wie James Camerons *Avatar*, noch ein Film der audiovisuellen Überwältigung wie bei Christopher Nolan, einem kompromisslosen Verfechter dieser vereinnahmenden Technologie. Scorseses Werk ist kein Film sinnlicher Verführung, wie etwa *Casino* oder *Wolf of Wall Street*, es ist ein bedächtiger, elegischer Film, in der Folge sind die audiovisuellen Stilmittel sehr zurückgenommen. Abzuwarten bleibt, wie eigene Imax-Produktionen, etwa die Nolans oder größere Blockbuster, in Zukunft in diesem Saal abschneiden werden. Zweifelslos ist mit der Eröffnung des Imax-Saals im Kinepolis-Kirchberg eine neue Stufe der Immersion erreicht – eine Form des Bild- und Tontransports, die Film als Kunstform versteht und ernstnimmt. Im November soll dann Ridley Scotts Historienepos *Napoleon* in Imax zu sehen sein, ferner bleibt zu hoffen, dass – sollte er einen Kinostart in Luxemburg erfahren – der von Neon vertriebene *Ferrari* von Michael Mann in Imax vorgeführt wird; ein Film von überwältigendem filmischen Sinnesindruck: Bestechender Glanz roten Stahls, Motoren, die tieffrequent aufheulen – der Rennsport als sinnliches Filmserlebnis; ein Film, der die tödliche Leidenschaft und die furchtbare Freude, wie es da heißt, in immersiven Bild- und Toneinstellungen in die filmische Kunstform überführt. ●

Marc Trappendreher

Transformer des idées de merde en or

Codefroy Gordet



Une scénographie concrète et hyper-réaliste

S'il y a bien une ignominie, ce sont les spectacles qui font œuvre de bien-pensance. Peeping Tom n'a jamais eu cette intention. Non plus qu'ils et elles fassent de la « mal-pensance », non, ce que la troupe internationale offre c'est une revisite du concept même de « pensance ». Oubliez tout ce qu'on vous a appris du monde, abandonnez les codes des théâtres classique et contemporain. Laissez-vous aller dans l'hémisphère Peeping Tom. Livrez-vous à ce que la poésie elle-même ne saurait mythifier : une indescriptible idée du spectacle vivant, fracassant les traumatismes grâce à ceux en scène, qui en usent tels des prétextes pour un théâtre allant au-delà de l'effet cathartique, jusque dans la résilience.

Souvent, l'art floute les raisons du pourquoi. Souvent, les artistes brouillent les pistes. Peeping Tom dans sa grande bonté se soumet ici à une immense franchise. Usant du théâtre dans le théâtre pour faire parler les comédiens et comédiennes comme sortis de leur personnage. Dans *S 62° 58', W 60° 39'*, chacun cherche son chat avec frénésie et virtuosité. Et si le metteur en scène admet en voix off, au-dessus du spectacle, avoir perdu son inspiration, c'est pour mieux faire exulter ses interprètes. En cela, cette dernière création de la Peeping Tom est un bijou scénique. Jusque-là, rien d'étonnant étant donné que la compagnie belge a fondé toute son esthétique sur des scénographies concrètes et hyper-réalistes, d'où jaillissent des personnages surréalistes, modelé par des états mentaux perturbés.

En 1999, avec le spectacle *Caravana*, Gabriela Carrizo, Franck Chartier et Eurudike De Beul font germer Peeping Tom. Ces « voyeurs », comme ils se décrivent-ils, vont dès lors distiller un univers qu'ils décriront comme « instable ». *S 62° 58', W 60° 39'*, n'échappe pas à cette instabilité qui se révèle ici au premier degré, comme à tous les autres niveaux. Dans ce dernier spectacle, Chartier à la mise en scène, déconstruit la notion de théâtralité au pic à glace, et ce, jusqu'au terme du spectacle, dès lors que Romeu Runa s'infiltre au-delà du décor pour briser le quatrième mur qu'il qualifiera même de « froid », avant de se lancer dans un final théâtre-corporel magnifique, ce genre-là qui

fait sortir les rombières de la salle, et détourner le regard des plus prudes, montrant l'effet Peeping Tom dans toute sa puissance... « Même ton trou du cul sent la merde », entendrons-nous quelque part dans cette fin explosive, reprenant frontalement la bousculade requise, et dans le sous-texte les doutes qu'éprouvent tout artiste digne de ce nom.

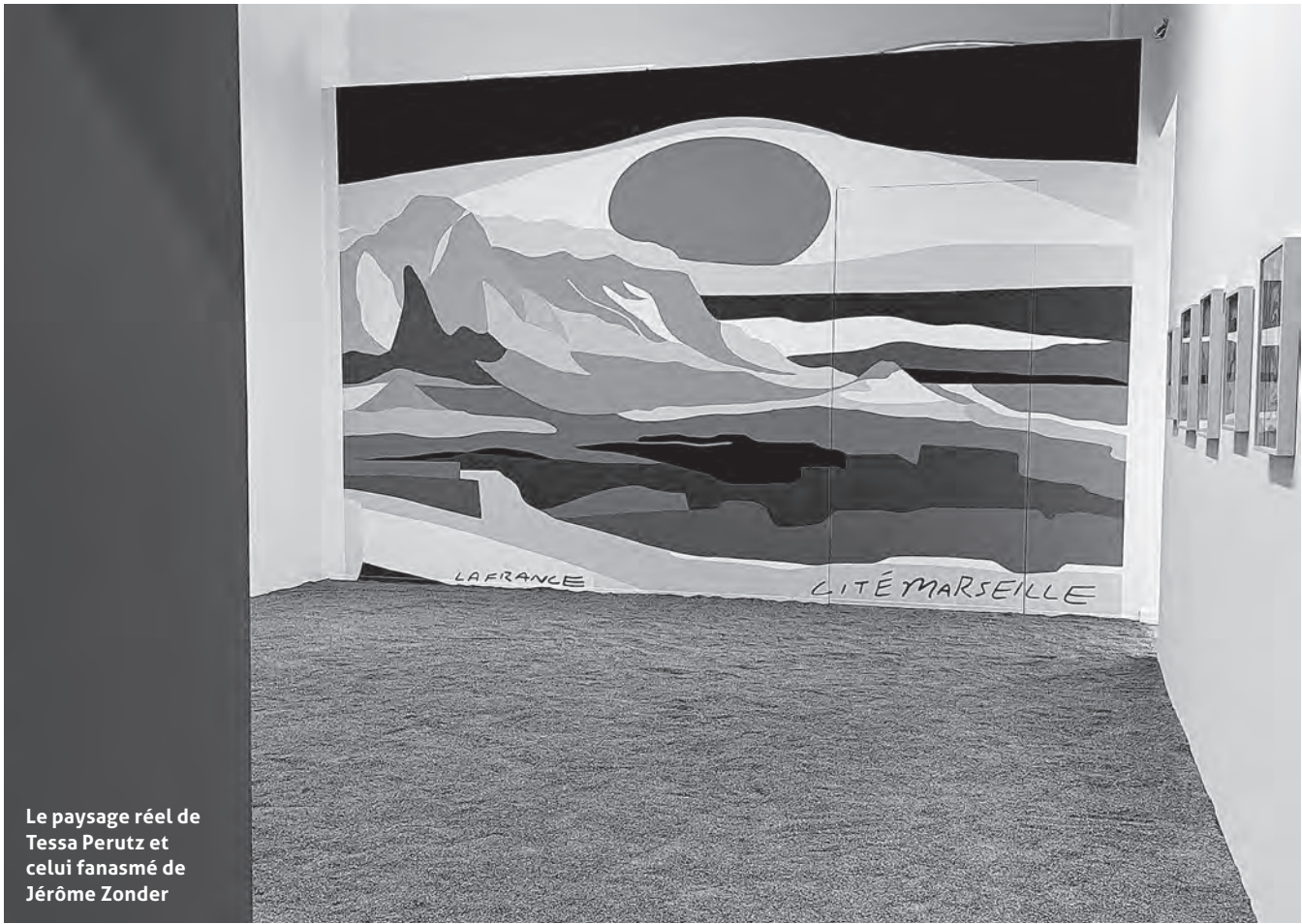
En effet, *S 62° 58', W 60° 39'*, aborde avec puissance ce naufragé qu'est l'artiste, le bateau échoué, coincé par le froid, devant une montagne de glace, fait décor pour se montrer telle l'allégorie de la stérilité créatrice d'un metteur en scène perdu en lui-même, face à ses interprètes, tous et toutes fantastiques et donc ingérables, comme si cela allé avec la virtuosité de nos divas. Facteur compréhensible quand on note que Peeping Tom, c'est près de 25 productions sur vingt ans... 25 créations d'ampleur et d'autant de géniales, 25 « bateaux » à mener à bon port bravant les tempêtes technico-logistiques et crises artistico-existentielles. Aussi, le voyage a été long et le sera sûrement encore, chaotique par endroit, génial évidemment, piégeux à l'heure actuelle, c'est ce que l'on ressent en tout cas devant la profonde livrée à nu de ces personnages mi-hommes et femmes, mi-comédiens et comédiennes. *S 62° 58', W 60° 39'* c'est l'histoire d'une magnifique remise en question d'un théâtre qui a marqué son temps et continue de le faire avec magnificence, dès lors embarqué dans la fragilité, la confession de celle-ci, et les sacrifices pour la surmonter, mais aussi dans la représentation de cette cruelle dualité que d'être artiste du spectacle vivant : quelque chose à la scène, quelqu'un à la vie, ou l'inverse, on s'y perd nous-mêmes.

Alors, évidemment qu'il se doit de voir un Peeping Tom, une fois, au moins... On parle de ce genre de spectacles qui font tanguer les dogmes du spectacle vivant actuel, à l'image du vacillement du tout visible en scène dans *S 62° 58', W 60° 39'*. Peeping Tom est de ce genre de compagnie qui fait rééditer les manuels d'enseignement du domaine... Et là encore, les voilà bousculer tout le monde, des spectateurs, aux interprètes, en passant par le metteur en scène et même ceux qui les programme. ●



Am 18. Oktober eröffnete Kinepolis das erste Imax-Kino in Luxemburg

Un genre de théâtre qui fait tanguer les dogmes du spectacle vivant actuel. Tout vacille, tout bouscule



Ya d'la joie !

Marianne Brausch

Cartographie de paysages : les vrais et celui de notre société au Casino Luxembourg. Que du bonheur

L'odeur entêtante des champs de lavande en fleurs a envahi le rez-de-chaussée du Casino Luxembourg. Sans la couleur violette des champs de Provence, puisque les fleurs recouvrent le sol comme un tapis qui peu à peu devient poussière grise. Mais les murs flamboient de couleurs. Les couleurs de fond des salles (violet jaune et vert) et celles des huiles et gouaches de Tessa Perutz. L'artiste américaine de 35 ans a découvert les paysages européens au cours d'un voyage de quatre années. Le centre d'art lui consacre une exposition monographique au rez-de-chaussée, raffinée et sans qu'on aie à se prendre la tête. Un petit bonheur en ces temps difficiles.

Tessa Perutz est logiquement descendue du nord vers le sud. Tout voyageur qui prend cette direction, sait que la lumière change à partir de la Loire et l'horizon semble s'ouvrir plus on s'approche de la Méditerranée. Une fois passées les Alpes, les teintes sont dorées. Les forêts, présentes partout, sont plus denses et de haute futaie au nord, les roches mous-sues, de la garrigue émergent les cyprès au sud et les massifs rocaillieux.

La montagne de la Sainte-Victoire, au-dessus d'Aix-en-Provence, a été un motif pour Paul Cézanne toute sa vie. Il y naît en 1839 et y meurt en 1906. Les intérieurs et les vues extérieures pour Henri Matisse (1869-1954), depuis son appartement niçois ouvrant sur la Méditerranée, le fascinent à partir de sa 48^e année, au point qu'il ne quittera plus la Côte d'Azur. *Isabelle's Hibiscus (Esprit du Roi Soleil)* de Tessa Perutz est sans doute un hommage aux intérieurs de Matisse. Son travail en aplats a même en général, un rapport avec les papiers découpés du peintre pour la chapelle de Vence, localité où elle-même a peint plusieurs tableaux : une huile et une gouache et crayon (*Shaded Olive Tree in Neutral Tones, Bastide Aux Oliviers, Vence, La France*).

How to map the Infinite est le titre général de l'exposition. C'est vrai qu'on imagine bien Tessa Perutz continuer sa cartographie infinie et faire un tour du monde de paysages. Avec des moyens simples : aplats de couleurs dans les peintures à l'huile au pinceau-brosse, fines délimitations, parfois au crayon en ligne droite ou hachuré sur les gouaches. Techniquement peut-être, les œuvres se ressemblent mais en réalité, non.

Tessa Perutz cartographiera-t-elle d'autres infinis ? C'est qu'indique son titre

La haute futaie belge, traversée par un chemin (*Path Outside Lavendel Fileds Hasselt #1 et #2*) n'a pas les mêmes coloris ni les textures où il s'y mêle du sable que le passage de la frontière direction l'Italie. Sur la route du bord de mer de *View of Village at Bordighera Beach (Ciel Violet)* et *Sunset at Bordighera Beach pastel Tones*, il y a encore des maisons. Pas des immeubles mais comme le long de tous les bords de mer, un parking en bitume.

Il y a « La France ». Ces deux mots, « La France », écrits en toutes lettres sur les tableaux, trahissent semble-t-il un goût particulier de Tessa Perutz pour l'Hexagone et surtout sa partie méridionale. Elle a peint à même le mur du Casino, une grande fresque du panorama vu depuis le toit de la Cité radieuse du Corbusier. Imaginaire ? Elle enchâsse la cité phocéenne depuis le Mont Ventoux et la Sainte Victoire aux Îles du Frioul au large de Marseille. *Coucher de Soleil à la Cité radieuse (Marseille, La France)* pourrait être un carton pour une tapisserie, avec la grosse boule du soleil rouge qui va tomber dans la mer. Tessa Perutz cartographiera-t-elle d'autres infinis ? Une promesse qui ne serait pas que la traduction littérale du titre de l'exposition.

Au premier étage, l'ambiance est différente, déjà parce qu'on voit en noir et blanc. Jérôme Zonder a mis un point d'exclamation au titre *Joyeuse Apocalypse !*, comme on dit « joyeux Noël ! » ou « joyeuses Pâques ! ». Il semble bien que nous en vivions une actuellement et l'exubérance débordante de Jérôme Zonder (né à Paris en 1974, artiste de l'écurie de Nathalie Obaldia). Du sol au plafond, il nous fait penser à d'autres périodes où on craignait l'Apocalypse par sa « manière ». Vers quel futur allons-nous, interroge Jérôme Zonder, dans un univers saturé, qui tient du carnaval, de la danse macabre et pour ceux qui ne craignent pas les fêtes commerciales d'importation, Halloween. Le personnage principal est ici Pierre-François, frère de Garance et de Baptiste, fratrie née aux environs de l'an 2000 et appartenant donc à la génération Z.

La partie de la trilogie présentée au Casino est une *Étude pour un portrait de Pierre-François #121* dont onze morceaux de la silhouette qui constitue le personnage entier, accueillent le visiteur en haut de l'escalier. Ce n'est pas une décomposition en 3D mais une suite de morceaux que l'on parcourt, lisant au revers des phrases du quotidien ou d'un avenir rêvé en or « J'ai deux enfants », « jamais content », « J'ai acheté une villa à Miami » etc. Il est impossible de décrire en quelques phrases ou même en un long article, l'ensemble entièrement développé par Jérôme Zonder in situ au fusain et à la poudre de graphite.

Toujours est-il que *Étude pour un portrait de Pierre-François #122*, le voit se transformer en personnage de manga, puis en hamster, personnage fictif de la toile à liker après s'être abonné à son compte et en conspirationniste dans le *Jeu de l'Oie*, composé de 21

dessins sur toile au sol. On conseille fortement aux visiteurs de suivre les parcours comme le propose Zonder, dressant, au fil des combinaisons de chiffres vers un portrait de looser, rien, de gagnant, autant de Pierre-François, bien sûr.

L'exposition est l'occasion de parcourir une BD non pas seulement des yeux sur papier ou sur écran mais en vrai, avec son corps, dans l'espace, peut-être pour la première fois. C'est une danse macabre joyeuse. On aurait tort de s'en priver ! ●

How to map the Infinite de Tessa Perutz et *Joyeuse Apocalypse !* de Jérôme Zonder, au Casino Luxembourg-Forum d'Art Contemporain, durent jusqu'au 7 janvier



CINÉMA

Gangs of Oesling



Sophie Mousel : la vengeance a un nom

Cela commence par vingt minutes dans un noir et blanc très contrasté, une image carrée, hyper granuleuse, tournée en 16 mm. On est en 1838 dans un Luxembourg où des vagues de famine ont décimé une population qui vit sous des régimes autoritaires et étrangers successifs. Dans un village du nord, le patriarche Graff (Jules Werner) règne en maître sur sa famille et sur les villageois qui le considèrent comme un protecteur. Tout le monde lui est soumis, en particulier les femmes, et même les jeunes filles. Quand des voleurs se font attraper, Graff les laisse partir mais garde la jeune Marie, pour la donner à un de ces fils et assurer sa lignée. Hélène, une douzaine d’années à peine, devrait être vouée au même sort. Elle s’y refuse et fuit, aidée par Jon, un des fils de Graff. À la fin de cette séquence d’ouverture aussi belle que brutale, elle est laissée pour morte.

Le réalisateur Loïc Tanson livre un *revenge movie* qui obéit aux codes du genre. Généralement avec talent, parfois au forceps

Läif a Séil (que l’on peut traduire par « Corps et âme » mais dont le titre français est *Les dernières cendres*) va élargir le cadre pour atteindre le cinémascope, prendre des couleurs (en restant dans une palette terne qui correspond au titre), sortir du village pour s’enfoncer dans la forêt. Le film prend alors les traits d’un western à la sauce luxembourgeoise. Mais le pays est ce qu’il est : Point de grandes étendues sauvages où les fétus de paille roulent au vent, pas de paysages taillés dans la pierre ocre des canyons, mais des chemins tortueux dans les bois denses, des rochers moussus et des terres lourdes et humides. Cette nuance géographique mise à part, le réalisateur Loïc Tanson, livre un *revenge movie* qui obéit aux codes du genre. On retrouve Hélène devenue adulte (Sophie Mousel). Elle a pris le nom de Oona et voyage à cheval. Comme dans bien des westerns, ce personnage étranger, venu de l’extérieur, va bouleverser le village où il arrive. Les étapes de la vengeance sont assez claires : peu à peu, tous les protagonistes des souffrances enfantines d’Hélène vont payer de manière plus ou moins sanglante.

Les cases du western sont cochées peu à peu. D’abord la *lonesome cowgirl*, puis une série de personnages âpres et brutaux. Le cadrage sur les regards en coin ou des gros plans sur les armes, sont bien amenés. D’autres codes sont apportés moins subtilement : une tête agonisante enfouie dans le sol par-ci, un cheval dans la boue par là, et une dispensable attaque de fort (les soldats sont à l’extérieur, là où sont généralement les Indiens). Loïc Tanson a bouffé du film depuis sa plus tendre jeunesse et ça se voit, ça se sent. Surtout en bien, avec des références à Sergio Leone (pour les plans de mise à mort), à Tarantino (pour le sang qui gicle abondamment, l’humour en moins), en passant par le Coppola d’*Apocalypse Now* (pour certains face-à-face) ou le Scorsese de *Gangs of New York* (pour la cruauté des personnages). Parfois en moins bien, quand il faut prendre les forceps pour que les citations entre dans le scénario.

Le film aligne les superlatifs : le plus cher du cinéma grand-ducal (4,9 millions d’euros), le premier western luxembourgeois, le candidat aux Oscars, les 270 personnes (et chevaux) impliquées, le casting XXL (si tu es un acteur luxembourgeois qui n’est pas à l’affiche, tu as raté ta carrière). Cela pourrait irriter ou desservir. Au bout du compte, c’est du grand spectacle, avec des comédiens, et surtout des comédiennes (big up Jeanne Werner) au meilleur d’elles-mêmes, avec une caméra qui fait ce qu’elle doit (servir le propos, sans bravoure, avec justesse, bravo Nikos Welter) et une musique tout ce qu’il y a de plus contemporaine (composée par Thorunn et Mike Koster de When ‘airy met Fairy) qui sied à l’ambiance dramatique du film. C’est dur, c’est violent, ça envoie des uppercuts et on en redemande. ● France Clarinval

SNHBM

Société Nationale des Habitations à Bon Marché s.a.

Avis de marché

Procédure : ouverte
Type de marché : Travaux

Ouverture le 13.11.2023 à 10.00 heures

Lieu d'ouverture :
SNHBM 2B, rue Kalchesbruck
L-1852 Luxembourg.
Intitulé :
Lot sanitaire & chauffage.
Description :
– L'exécution des travaux d'installations sanitaires et de chauffage de 23 maisons unifamiliales en bois à Olm.

Lot 1 : Intitulé : Lot A - 12 maisons unifamiliales en bois.
– Description succincte : Travaux d'installations sanitaires et de chauffage
Lot 2 : Intitulé : Lot B - 11 maisons unifamiliales en bois.
– Description succincte : Travaux d'installations sanitaires et de chauffage

Conditions d'obtention du dossier de soumission :
Le bordereau de soumission est téléchargeable sur le portail des marchés publics.
Réception des offres :
Le jour de l'ouverture avant 10.00 heures
Date de publication de l'avis 2302289 sur www.marches-publics.lu : 20.10.2023

SNHBM

Société Nationale des Habitations à Bon Marché s.a.

Avis de marché

Procédure : ouverte
Type de marché : Travaux

Ouverture le 17.11.2023 à 10.00 heures

Lieu d'ouverture:
SNHBM 2B, rue Kalchesbruck
L-1852 Luxembourg.
Intitulé :
Lot peinture.
Description :
– L'exécution des travaux de peinture de 4 immeubles résidentiels à Belvaux.
Conditions d'obtention du dossier de soumission :
Le bordereau de soumission est téléchargeable sur le portail des marchés publics.
Réception des offres :
Le jour de l'ouverture avant 10.00 heures
Date de publication de l'avis 2302315 sur www.marches-publics.lu : 23.10.2023

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Ponts et Chaussées
Division des travaux neufs

Avis de marché

Procédure : ouverte
Type de marché : Travaux

Ouverture le 06.12.2023 à 10.00 heures

Lieu d'ouverture :
Administration des Ponts et Chaussées,
Division des Travaux Neufs (DTN),
21 rue du Chemin de Fer
à L-8057 Bertrange
dans le bâtiment H1 2^{ème} étage

Intitulé :
Aéroport de Luxembourg – Findel_

Bassin S1 : Evacuation des boues et réfection partielle de la membrane PE.

Description :
– Le présent marché concerne des travaux d'entretien du bassin de rétention S1 à l'aéroport de Luxembourg – Findel. Il consiste principalement en l'enlèvement des boues et sédiments accumulés dans le bassin avec leur évacuation en décharge agréée, après un stockage provisoire et un traitement d'assèchement suivant besoin. En complément, on profite de la vidange du bassin pour faire une inspection de la membrane d'étanchéité avec des travaux de réfection locaux de celle-ci et pour réaménager certains ouvrages et regards.

Envergure approximative des travaux principaux :
– Excavation de boues pré-asséchées : 720 m³ ;
– Déshydratation de boues : 650 m³ ;
– Evacuation de boues déshydratées en décharge agréée (DKI à DKIII) : 870 To ;
– Evacuation de déblais en excès (Décharge agréée type A, B, DKI à DKII) : 80 m³ ;
– Mise en œuvre de béton de qualité C30/37 : 210 m³ ;
– Mise en œuvre de béton maigre C12/15 : 170 m³ ;
– Armatures pour B.A : 14 500 kg ;
– Nettoyage et inspection de membrane d'étanchéité : 5 500 m² ;
– Remplacement de membrane d'étanchéité PE : 750 m² ;
– Dalles Rasen pour lestage : 90 m² ;
– Eléments en acier inox :
– 1 passerelle Lg 10 ml ;
– G-C 10 ml ;
– 1 escalier Lg 6 ml.
Durée prévisible des travaux : 80 jours ouvrables
Début prévisible des travaux : Avril 2024

Conditions d'obtention du dossier de soumission :
Les documents de soumission sont à télécharger à partir du Portail des Marchés Publics (www.pmp.lu).

Réception des offres :
Les offres portant l'inscription « Soumission pour : Aéroport de Luxembourg – Findel _ Bassin S1 : Evacuation des boues et réfection partielle de la membrane PE » sont à remettre à l'adresse prévue pour l'ouverture de la soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les dates et heures fixées pour l'ouverture. Les offres peuvent également être remises de manière électronique par le biais du portail des marchés publics.

Date de publication de l'avis 2302303 sur www.marches-publics.lu : 24.10.2023

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 05.12.2023
Heure : 10.00 heures

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux de parachèvement à exécuter dans l'intérêt des infrastructures d'accueil pour enfants et jeunes à Pétange - Logements MEP2 - site Batty Weber.

Description succincte du marché :
– Travaux de parachèvement comprenant les travaux de pré-chapes,

chapes +8 000 m² ;
– Terrazzo de +-1 500 m² ;
– Carrelages sol et murales de +-5 500 m² ;
– Travaux de plâtre de +-16 000 m² ;
– Cloisons et contre-cloisons de +-600 m² ;
– Faux-plafonds et acoustiques de +- 1 500 m² ;
– Travaux de revêtement de sol souple et parquets de +- 3 400 m² ;
– Travaux de menuiserie intérieure avec +-390 portes normales et coupe-feu, 100 pcs de mobilier fixe et menuiseries diverses ;
– Travaux de peinture de +-30 000 m² et tuyauteries diverses, travaux de garde-corps +-900 m, clôtures +-300 m ;
– Travaux de signalétiques avec +-900 éléments.
La durée des travaux est de 345 jours ouvrables, à débiter au printemps 2024.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. : 23.10.2023

La version intégrale de l'avis n° 2302175 peut être consultée sur www.marches-publics.lu



Administration communale Habscht

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Services

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 24.11.2023
Heure : 11.00 heures

Lieu :
L'ouverture de la soumission aura lieu le 24 novembre 2023 à 11.00 heures, exclusivement sur le portail des marchés publics.

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Bâtiments de l'Administration Communale de Habscht - Nettoyage.

Description succincte du marché :
– Exécution de prestations de nettoyage des locaux et vitreries de 8 bâtiments communaux de la commune de Habscht, pour une surface totale de 7 000 m².
Début du contrat : 1^{er} janvier 2024,
Durée de contrat : 3 ans

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :

Les firmes intéressées sont priées de retirer le dossier de soumission via le portail des marchés publics (www.pmp.lu). Il ne sera pas procédé à des envois portaux. Les offres qui ne sont pas établies sur des bordereaux retirés à l'adresse indiquée ci-dessus ne sont pas prises en considération.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Réception des offres :
Les offres sont à remettre exclusivement via le portail des marchés publics, conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics et ceci avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. : 24.10.2023

La version intégrale de l'avis n° 2302290 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Ponts et Chaussées
Division des travaux neufs

Avis de marché

Procédure : ouverte
Type de marché : Travaux

Ouverture le 05.12.2023 à 10.00 heures

Lieu d'ouverture :
Administration des Ponts et Chaussées,
Division des Travaux Neufs (DTN),
21 rue du Chemin de Fer
à L-8057 Bertrange
dans le bâtiment H1 2^{ème} étage

Intitulé :
Autoroute A13 – Section Hellange / Schengen Remplacement des joints de chaussées et confortement des bossages de l'OA1224.

Description : Nature des travaux :
Les travaux consistent notamment en :
– Remplacement des joints de chaussées ;
– Réfection de la couche de roulement ;
– Confortement des bossages.
Quantité des travaux :
– Fraisage de la chaussée existante : 1 500 m² ;
– Décapages isolées de béton avec maintien des armatures : 3 850 dm³ ;
– Tissus carbone collés spécifiques au chantier : 25m² ;
– Enrobé bitumineux EB 11 R2 P : 195to.
Délai d'exécution des travaux : 80 jours ouvrables
Début prévisible des travaux: printemps 2024

Conditions d'obtention du dossier de soumission :
Les documents de soumission sont à télécharger à partir du portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Réception des offres :
Les offres portant l'inscription « Soumission pour : Autoroute A13 – Section Hellange/Schengen : Remplacement des joints de chaussées et confortement des bossages de l'OA1224 » sont à remettre à l'adresse prévue pour l'ouverture de la soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les dates et heures fixées pour l'ouverture. Les offres peuvent également être remises de manière électronique par le biais du portail des marchés publics.

Date de publication de l'avis 2302325 sur www.marches-publics.lu : 25.10.2023

À L'OPÉRA BASTILLE

Lohengrin pour temps de guerre, donc pérenne

Lucien Kayser

Wagner et Serebrennikov, antithétiques, pour un spectacle fascinant de vérité et d'emprise

Richard Wagner a qualifié son *Lohengrin* d'opéra romantique. Il y avait de quoi, au beau milieu du 19^e siècle, avec le retour au moyen-âge, les guerres contre les Magyars, le recours au merveilleux, avec ce chevalier au cygne venant de nulle part, ou *gottgesandt*, le pathos héroïque s'élevant de la fosse et repris par les chœurs. On n'en est plus là. Trop de guerres se sont succédées, et Kirill Serebrennikov qui signe la mise en scène s'en est souvenu. C'était encore avant l'Ukraine, mais l'opéra ne commence-t-il pas avec la recherche d'un chef d'armée, ne finit-il pas avec l'intronisation d'un nouveau *Führer* (terme banni aujourd'hui et remplacé par *Schützer*) von Brabant.

Après son *Parsifal* viennois, voici donc tout logiquement le *Lohengrin* parisien de Serebrennikov. Un manifeste contre la guerre, la dénonciation d'une idée romantique du conflit. Antithétique en cela à Wagner, au siècle où il a vécu, où l'on allait vers la création conflictuelle des nations. Cependant, et Serebrennikov est bien placé pour nous le dire, ce qu'il montre, des éclopés, des estropiés, il y en a toujours. Des traumatisés, et c'est comme telle qu'il voit et nous présente Elsa. *Traum*, ajoutez-y une lettre et vous aurez *Trauma*, nous signale son dramaturge Daniil Orlov dans le programme, ce qui donne de l'épaisseur au personnage, lui enlève le côté angélique, naïvement innocent. Ortrud et Telramund échappent

de même à une répartition manichéenne, on a toujours trouvé que du côté musical, ils étaient mieux servis.

Le prélude, Baudelaire lui a donné son équivalent littéraire, évoquant des impressions heureuses connues par le rêve, une solitude avec un immense horizon. Serebrennikov, lui, y a mis des images (vidéo d'Alan Mandelshtam), avec un jeune homme parcourant un paysage boisé ; il va déposer son uniforme, nu, de grandes ailes de cygne tatouées sur son dos, il va plonger dans un lac. Une main l'a effleuré, avec la douceur du pianissimo des cordes seules dans leur tessiture aiguë. Rare moment où ce qu'on voit et ce qu'on entend se rejoignent, on sait déjà que la plupart du temps ça s'opposera. Ce qui n'enlève rien au contraire, au déploiement musical, pris en main de manière magistrale par Alexander Soddy. Et la beauté sonore de l'orchestre de se trouver accentuée par la force, l'intensité des chœurs (chef Ching-Lien Wu).

Les décors montrent Elsa recluse dans une pièce étroite, la cellule va s'élargir en clinique psychiatrique et en hôpital militaire, avec des soldats de nouveau prêts à partir au combat, des blessés alités, et enfin (Serebrennikov aime la tripartition, ainsi Elsa a deux sosies, des danseuses) des morts emmenés à la morgue. Pour le final de l'acte 2, pas de cortège solennel bien sûr, et à l'acte 3, la chambre nuptiale est remplacée par un ample bunker. Et le trop célèbre chœur, *Treulich geführt*, voit les soldats bien mal lotis et leurs fiancées avancer devant un mur décoré de deux cygnes pour être pris en photo (avant de devoir se quitter, de la même façon que les jeunes femmes laissent leur bouquet qui passe entre les mains des suivantes).

Pour aller au bout de l'omniprésence de la guerre, de la mort (on reconnaît un fort thème romantique), au dénouement, au départ de Lohengrin, celui-ci ouvrira un sac mortuaire d'où sortira un jeune homme au corps parsemé de blessures. On ne reprochera pas à Serebrennikov cette vision sombre, carrément désespérante, de *Lohengrin*, il n'y a qu'à regarder autour de soi. On dira qu'il le fait avec beaucoup de lucidité (sur le pouvoir), avec une chance ou un espoir de catharsis.

Et puis, à côté de l'éblouissement de l'orchestre et des chœurs de l'Opéra national de Paris, il est la performance des chanteurs. Ils profitent tous en plus de la condition psychologique plus riche des personnages. Piotr Beczala a toujours les accents clairs qui conviennent quand même au héros éponyme, tout en finesse jusque dans l'ultime récit. Johanni van Oostrum gagne en incarnant une Elsa en lutte avec ses propres démons, tout en gardant le côté juvénile. Quant à Ortrud (Ekaterina Gubanova) et à Telramund (Wolfgang Koch), loin de la monstruosité habituelle, de la vilénie, les deus dans leur emploi psychiatrique arrivent même à toucher par une note mélancolique (Telramund lui-même porte une prothèse de jambe). Au moins cela, Serebrennikov l'a gardé de l'opéra de Wagner, on ne s'en sort pas indemne. Et rappelons que Gottfried, le nouveau *Führer* ne vient que pour mener les hommes à de nouveaux carnages. ●

On ne reprochera pas à Serebrennikov cette vision sombre, carrément désespérante de Lohengrin, il n'y a qu'à regarder autour de soi



En attendant le chevalier au cygne

Chœur d'Opéra

28.07.2023 – 28.01.2024

D'histoires et d'art

Peindre au Luxembourg au XVIII^e siècle



Archaeology History Art

**National
musée**
um Fëschmaart

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Culture

www.nationalmuseum.lu

La bulle italienne fait des étincelles

France Clarinval

Pendant des décennies, le champagne a défini le segment des vins mousseux comme un produit de luxe, ce qui, pour la plupart des consommateurs, signifie quelque chose à garder pour une occasion spéciale. Mariages, anniversaires, remises de diplômes étaient les moments pour déboucher le champagne. Au Luxembourg, le crémant reste plébiscité, valorisant la production locale. Mais au niveau mondial, un nouvel acteur pousse les portes du marché des vins effervescents depuis quelques années. Aujourd’hui, les bulles les plus bues dans le monde ne viennent pas de France mais d’Italie : Le prosecco a détrôné le champagne. Près de 640 millions de bouteilles de prosecco ont été vendues en 2022 (alors qu’on en était seulement à 140 millions en 2010) contre 326 millions de champagne et 249 millions de cava espagnol. Le succès du prosecco s’explique en partie par le fameux spritz qui se savoure maintenant en toutes saisons. Il correspond surtout à l’air du temps : plus léger, souvent un peu plus sucré, facile à boire et moins cher. Il n’est donc plus nécessaire d’avoir une carte de vœux pour faire sauter le bouchon.

Le prosecco est produit dans une région spécifique, au nord de Venise. La grande majorité des bouteilles vendues sont des prosecco DOC (dénomination d’origine contrôlée) qui autorise la production dans neuf provinces (Trévise, Padoue, Belluno, Vicence, Venise, Pordenone, Gorizia, Udine et Trieste). Plus qualitatifs, les prosecco DOCG (dénomination d’origine contrôlée et garantie)

sont produits sur une zone plus précise et avec des rendements limités. Summum de la qualité de l’appellation, le Cartizze provient d’une sous-zone de seulement 107 hectares de vignobles. La dénomination est née en 2009, mais l’histoire de ce vin remonte à l’époque romaine. Il a été mentionné par Pline dans son *Naturalis Historia* et à l’époque s’appelait Puccino. À la fin du seizième siècle, l’écrivain voyageur anglais, Fynes Moryson parle de Prosecho, parce qu’il provient de la région autour du château de Moncolano, plus connu sous le nom de « Tour de Prosecco ». Le prosecco que l’on trouve sur nos tables actuelles doit beaucoup à Antonio Carpené, œnologue renommé, qui fonda en 1876 une école de viticulture et d’œnologie à Conegliano.

Le cépage emblématique de tous les prosecco est le gléra. Ce cépage offre de grosses grappes et chaque pied de vigne peut porter jusqu’à cinq kilos de raisins quand en Champagne un cépage produira seulement deux kilos de raisins. Pour prétendre à l’appellation prosecco DOC, le gléra doit être présent à hauteur d’au moins 85 pour cent. D’autres cépages viennent compléter l’assemblage et apportent des variations de goût : la bianchetta, la perera ou encore le verdiso. Depuis 2021, le prosecco rosé bénéficie également d’une appellation. Il contient alors jusqu’à quinze pour cent de pinot noir.

Comme pour le champagne, le prosecco connaît une double fermentation. Après la fermentation

alcoolique, la deuxième fermentation qui permet la prise de mousse. Mais à la différence de celle du champagne ou du crémant qui est réalisée en bouteille, cette fermentation se fait en cuve close. Elle est appelée méthode Charmat ou Martinotti : Le producteur ajoute du sucre et des levures dans les cuves en acier. Le CO² obtenu dans les cuves sera ensuite intégré aux bouteilles. Le résultat est un vin plus fruité que le champagne, avec des arômes d’agrumes, de fleurs blanches et au corps plus léger.

Les collines du Prosecco de Conegliano et Valdobbiadene sont inscrites au patrimoine mondial de l’Unesco depuis 2019. Les pentes abruptes nécessitent l’utilisation des *ciglion*, des terrasses herbeuses où sont plantées les vignes, créant un paysage mosaïque tout à fait caractéristique. Mais aujourd’hui, la production explose avec de lourdes conséquences sur cet environnement. Selon des chercheurs de l’Université de Padoue, chaque bouteille produite détruirait quatre kilos de terre. En plus d’entraîner cette grave dégradation des sols, la surproduction utiliserait aussi beaucoup de pesticides. Les rendements de raisin diminuent, dévastés par une combinaison de conditions météorologiques extrêmes et de dégradation des sols. Cette année, les producteurs de prosecco ont été frappés par des précipitations printanières massives et des grêlons, puis par un été d’une chaleur étouffante. Des précipitations soudaines et intenses ont provoqué une érosion du sol et des effondrements de pentes dans les vignobles escarpés. Le consortium garant de l’appellation estime que l’instabilité météorologique, provoquée par le dérèglement climatique, pourrait réduire d’un cinquième les récoltes de raisin de cuve en Italie. Le quotidien *La Repubblica* dénonçait une véritable « année noire » pour le produit phare du secteur agroalimentaire Made in Italy. Les prix bas du prosecco pourraient dès lors grimper et le vin pétillant devenir à son tour un produit de luxe. ●



La vie est nulle sans bulles

Stil

LES RÉCOMPENSES



Gault & Millau

Comme chaque année, l’édition Luxembourg du guide Gault&Millau récompense le meilleur de la scène gastronomique. L’édition 2024 vient de paraître dans un contexte un peu morose où plusieurs restaurants ferment leurs portes et où la concentration rebat les cartes du marché. Ce qui n’empêche pas l’enthousiasme et le dynamisme

de certains qui se voient salués dans le guide. Tout en haut du classement, le titre de Chef de l’année revient à Louis Linster (photo : fc). Après avoir repris le restaurant de sa maman Léa, il a réussi à se faire un prénom en modernisant la cuisine avec des apports internationaux bien pensés. Par la même occasion, sa note grimpe à 17/20... Autre récompense très observée, celle du Jeune chef de l’année qui revient à Clovis Degrave, même s’il a le même âge que Louis Linster. L’ouverture récente de sa Grünewald Chef’s Table a séduit les auteurs du guide. Les becs sucrés connaissent Paul Bungert, qui œuvre aux desserts de Ma Langue Sourit. Il est nommé Pâtissier de l’année. Parmi les autres récompenses, saluons le titre de Bar de l’année au BAC, le H!p of the Year (anciennement

Pop!) à Manzoku ou celui des Hôtesse de l’année au duo mère-fille Lysiane et Katell Guillou du Guillou Campagne. Le guide comprend environ 150 adresses « inspectées anonymement tout au long de l’année », nous dit-on. fc

DAS PHÄNOMEN

Ambiance

Am Montag stellte das *Wort* den „frischen Wind im hohen Haus“ vor. Dabei wurde drei Abgeordneten die gleiche Biografie unter ihren Kopf geklatscht. So wurde Joëlle Welfring (Déi Gréng) kurzerhand zu einem „33-jährigen Co-Präsidenten von Déi Gréng“, der bis 2018 Politikwissenschaft studiert hat. Der Pirat Ben Polidori wurde zum ehemaligen Sprecher des EU-Abgeordneten Claude Turmes

und war 2019 Spitzenkandidat bei den Europawahlen. Es handelt sich natürlich um die Biografie des Escher Schöffén Meris Schovic, der diesen Dienstag in die Chamber einzog. Beim Copy-Pasten war den *Wort*-Journalisten die Maus verrutscht. Der Fehler unterlief den Politprofis während der – verkateren oder verschlafenen – Sonntagsschicht. Vereidigt wurden die neuen Abgeordneten diese Woche von Michel Wolter



(Foto: Sven Becker). Wie er die Neankömmlinge wohl begrüßen wird?, fragte sich *Reporter*. Mit „Moien dir Äersch – sidd dir elo och alleguer hei?!“ Als „Aasch“ hatte er 2013 Justin Turpel (Déi Lénk) bei ihrer ersten Begegnung in der Chamber bezeichnet. Gegenüber *RTL* versicherte der Käerjenger Bürgermeister vor drei Wochen, es werde bald eine neue „Ambiance“ herrschen, als noch während der Dreierkoalition. Man werde auf die Menschen zugehen, „amplaz se ofzeleen an ze degohtëieren an hinnen ee schlecht Gewëssen ze maachen“. Ja, ihm sei die veränderte Stimmung bereits aufgefallen, berichtete ein Mitarbeiter dieser Zeitung. „Seit dem 8. Oktober habe ich kein schlechtes Gewissen mehr, wenn ich meine Zigarettenstummel auf die Straße schmeiße, und ich fühle mich sicherer, wenn ich durch das *Stater* Bahnhofsviertel laufe. Auch sind die Züge nicht mehr so voll.“ Lehrpersonal aus dem Westen des Landes freute sich derweil,

dass mit Luc Frieden bald „ein Mann von Welt“ an der Spitze der Regierung steht. sm

DAS EVENT

Bricolage

Mit dem Herbst hat die Bastelsaison begonnen. An diesem Wochenende findet in Martelingen im Schiefermuseum der *Autumn Dots* Workshop statt, bei dem Dachschieferplatten anhand einer Punktetechnik bemalt werden können. Das Mudam lädt zu einem Make-up-Workshop ein, bei dem man lernt, bestimmte Züge für die Fotokamera in Szene zu setzen. In der ehemaligen



Senffabrik Muerbelsmillen organisiert das City Museum ein Senfherstellungsatelier an diesem Samstagnachmittag. Eine Einführung in der Aquarellmalerei findet im Nationalmuseum statt – ein Workshop der sich im November und Dezember wiederholt. Im Dezember lädt zudem die Erwuessene-Bildung in der Vorweihnachtszeit zu einem Lampion- und Lampenschirm-Workshop ein. Der Designer Metti Hoffmann führt in ein von ihm entwickeltes Montagesystem ein. sm

